|  |
| --- |
| Denis MONIÈREProfesseur émérite, département de science politique,Université de Montréal(1982)essai sur la conjoncturepolitique au QuébecPOUR LA SUITEDE L’HISTOIRE**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**CHICOUTIMI, QUÉBEC<http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Denis Monière

**Essai sur la conjoncture politique au Québec. Pour la suite de l'histoire.**

Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1982, 182 pp. Collection : Dossiers-documents.

 Courriel : denis.moniere@umontreal.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 27 août 2021 à Chicoutimi, Québec.



Denis MONIÈRE

Professeur émérite, département de science politique,
Université de Montréal

Essai sur la conjoncture politique au Québec.
POUR LA SUITE DE L'HISTOIRE.



Montréal : Les Éditions Québec/Amérique, 1982, 182 pp. Collection : Dossiers-documents.

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#tdm)

Denis Monière est professeur au département de science politique de l’Université de Montréal. Ses travaux de recherche portent principalement sur la théorie politique et l’analyse des idéologies au Québec. Il a déjà publié plusieurs ouvrages dont [*Le Développement des idéologies au Québec*](http://dx.doi.org/doi%3A10.1522/cla.mod.dev)*,* couronné par deux grands prix littéraires, *Le Trust de la foi* (en collaboration avec J.P. Gosse un), *Les Enjeux du référendum,* et *Cause commune* (en collaboration avec Michèle Lalonde). Il est actuellement président de l’Union des écrivains québécois, vice-président de la Société québécoise de science politique, et directeur de la revue *Politique.*

Ce livre s’adresse à ceux qui s’interrogent sur les moyens à prendre pour sortir le Québec de l’impasse politique et constitutionnelle. Il cherche en particulier à répondre à des questions et à des inquiétudes soulevées par des militants sur la pertinence de l’entrée du parti québécois sur la scène électorale fédérale. L’auteur explique les fondements et les effets de cette option dans la conjoncture actuelle.

Pour la suite de l’histoire s’adresse également aux Québécois fédéralistes qui ont cru qu’un noble idéal pouvait avoir raison des rapports de forces, et qui ont mis leurs espoirs dans un fédéralisme décentralisé qui respecterait la spécificité du Québec.

Denis Monière dresse en outre un tableau de l’évolution politique, sociale et économique du Québec des vingt dernières années.

SOMMAIRE

• D’où venons-nous ? • Que veut le Québec ? • La logique du politique • Deux discours pour le choix d’un pays • Les ambiguïtés du nationalisme dans un système politique fédéral • Pour sortir de l’équivoque • Chronique d’un isolement chronique • Le Québec des libéraux • Les conférences constitutionnelles • Promesses et faire-accroire du fédéralisme • Que faire ? • Pour un nouvel élan collectif

107-0239-7

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[5]

essai
sur la conjoncture politique
au Québec

POUR LA SUITE
DE L’HISTOIRE

DENIS MONIÈRE



QUÉBEC/AMÉRIQUE

[6]

TOUS DROITS DE REPRODUCTION, DE TRADUCTION

ET D’ADAPTATION RÉSERVÉS

© 1982, ÉDITIONS QUÉBEC/AMÉRIQUE

DÉPÔT LÉGAL :

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

1er TRIMESTRE 1982

ISBN 2-89037-113-1

[7]

*À M.L.*

[8]

[9]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Pour_la_suite_couverture)

[Avant-propos](#Pour_la_suite_avant_propos) [13]

[Chapitre 1](#Pour_la_suite_chap_01). *D’où venons-nous ?* [19]

- La Révolution tranquille [20]

- L’Union nationale : freinage et continuité [23]

- Le régime Bourassa [24]

- Le premier mandat du P.Q. [26]

- Les facteurs de progrès [28]

[Chapitre 2](#Pour_la_suite_chap_02). *Que veut le Québec ?* [33]

- Le révisionnisme constitutionnel [34]

- Le projet souverainiste [36]

- Les contraintes du fédéralisme [40]

[Chapitre 3](#Pour_la_suite_chap_03). *La logique du politique* [45]

- Le rôle de l’État [46]

- La centralisation des pouvoirs [48]

[Chapitre 4](#Pour_la_suite_chap_04). *Deux discours pour le choix d’un pays* [53]

- La propagande référendaire [53]

[10]

- « Ô Canada, mon pays, mes amours » [57]

- Prendre un non pour un oui [62]

- Comment unir les humbles aux puissants ? [65]

- Solidarité, continuité, égalité - souveraineté [68]

- La victoire des grands pouvoirs [76]

[Chapitre 5](#Pour_la_suite_chap_05). *Les ambiguïtés du nationalisme dans un système politique fédéral* [79]

- La double légitimité [80]

- P.E. Trudeau et le nationalisme [83]

- Fédéralisme et monolithisme politique [86]

[Chapitre 6](#Pour_la_suite_chap_06). *Pour sortir de l’équivoque* [93]

- La stratégie de la survivance [94]

- Que ferons-nous dans le nouveau contexte constitutionnel ? [98]

- Porter la contradiction au centre du pouvoir [101]

[Chapitre 7](#Pour_la_suite_chap_07). *Chronique d’un isolement chronique* [107]

- Laurier et les illusions perdues [108]

- La crise de la conscription, acte I [111]

- L’astuce libérale [112]

- La crise de la conscription, acte II [113]

- Le règne des Conservateurs [115]

- Le Québec des Libéraux [116]

- Les conférences constitutionnelles [118]

[Chapitre 8](#Pour_la_suite_chap_08). *Promesses et faire-accroire du fédéralisme* [125]

- L’effet de diversion du système fédéral [126]

- La dynamique de l’injustice économique au Canada [129]

- L’industrie automobile [130]

- Les dépenses en recherche-développement [132]

[11]

- Les politiques d’achat [133]

- La politique énergétique [135]

- La déstabilisation économique du Québec [137]

- La politique d’Ottawa : créer du chômage [140]

- Les négociations sur la fiscalité [142]

[Chapitre 9](#Pour_la_suite_chap_09). *Que faire ?* [147]

- Livrer combat sur la scène fédérale [147]

- Les conditions du succès [148]

[Chapitre 10](#Pour_la_suite_chap_10). *Pour un nouvel élan collectif* [157]

- Vers un nationalisme scientifique [162]

Appendice [165]

[Appendice 1](#Pour_la_suite_appendice_1). *Légitime défense*, Michèle Lalonde, Hélène Pelletier-Baillargeon, Paul Chamberland, Denis Monière. [165]

[Appendice 2](#Pour_la_suite_appendice_2). M*. Trudeau et les intellectuels québécois*, Michèle Lalonde, Hélène Pelletier-Baillargeon, Paul Chamberland, Denis Monière. [171]

[12]

[13]

**Le discours électoral.
*Les politiciens sont-ils fiables ?***

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#tdm)

Depuis la campagne référendaire, l’épreuve de force décisive qui déterminera notre avenir collectif est engagée. Comme dans toutes les situations de domination, le combat ne se fait pas à armes égales. Le pouvoir fédéral utilise toutes les ressources de l’État canadien et des puissances financières qui le soutiennent pour vendre l’identité canadienne aux Québécois. Au cours de la campagne référendaire, il a bafoué la loi québécoise réglementant les dépenses publicitaires en mettant le poids de ses millions sur le plateau du non. Lorsqu’on est obligé de vendre un pays comme une marque de savon, avec des budgets de publicité dignes des plus grandes multinationales, cela démontre que le sentiment d’appartenance est artificiel. « On a la chance d’être canadien. » Qu’on soit obligé de le proclamer est bien la preuve que le Canada est une fiction. C’est une structure politique qui n’est pas enracinée dans le vécu collectif et qu’on cherche à imposer par un savant matraquage publicitaire.

La propagande et la démagogie sont les principales armes utilisées dans cette guerre psychologique où les forces fédéralistes tentent de conquérir les consciences et les votes des Québécois. On n’achète plus de main à main les consciences, on les conditionne. Tout est mis en œuvre pour briser la résistance du Québec aux processus [14] d’uniformisation et de centralisation politique qui sont les raisons d’être de l’État canadien. On a essayé la terreur militaire en octobre 1970. On s’est attaqué aux plus démunis économiquement en contraignant leur liberté d’expression par le chantage, en les menaçant de supprimer leurs pensions de vieillesse et autres allocations. On a tenté de déstabiliser l’économie québécoise pour intimider les Québécois, briser leur confiance et affaiblir l’État du Québec.

Rien n’est épargné pour faire du Canada un pays unitaire au mépris des conventions, de l’histoire et des réalités sociologiques. On s’acharne à empêcher les Québécois d’exister comme peuple distinct. Des hommes politiques qui font passer leur instinct de puissance avant l’intérêt collectif ont ordonné à la Gendarmerie royale du Canada de considérer le Québec comme une puissance étrangère hostile et de s’y comporter en conséquence ; ceci autorisait implicitement des actes illégaux tels le vol des listes de membres du Parti québécois, des incendies, des vols de dynamite, etc. [[1]](#footnote-1) Terrorisme d’État, fourberies, provocations, faux scandales, tout est bon pour diviser le peuple québécois et diminuer l’autorité de ses dirigeants.

Le Premier ministre du Canada est le principal instigateur de cette stratégie de démolition d’une nation qui, depuis vingt ans, a investi ses ressources et ses forces vives, s’est donné des outils modernes et démocratiques pour assumer son destin dans le respect des autres. Lorsque monsieur Trudeau se proclame investi de la mission d’écraser le Parti québécois, il faut le prendre au sérieux et bien comprendre le sens de sa mystique canadienne, car cela signifie qu’il veut détruire les instruments que le Québec s’est donnés depuis la Révolution tranquille pour affirmer sa spécificité nationale. Qu’on ne s’y trompe pas, derrière le Parti québécois c’est l’existence même du Québec comme société distincte qui est visée. Monsieur Trudeau ne peut pas accepter notre [15] présence au monde car il renie la culture québécoise, le « *lousy French*» comme il l’appelle. Notre différence lui est intolérable car il est coupé de cette culture vécue par le peuple. Il la méprise et lui préfère la culture élitiste propre à son milieu social. À force de fréquenter les night-clubs chics de New-York, les salons de thé feutrés de Londres et les salles de bal huppées d’Ottawa, on en vient à oublier la prosaïque culture du peuple. Du haut de sa fonction de Premier ministre, il ne ressent la culture québécoise qu’à travers ses échos linguistiques, et pour lui la crise canadienne se réduit à la reconnaissance du français comme langue officielle « *from coast to coast*». Il s’oppose à la conception anthropologique de la culture. Son point de vue sur la question québécoise est abstrait, et dans l’ordre de l’abstraction le vécu du peuple ne compte pas. Bien des cultures ont été de la sorte rayées de l’humanité par la décision d’un monstre froid.

Dans ce combat, nous n’avons que notre lucidité, notre parole et notre solidarité collective pour défendre notre droit à l’auto-détermination, lequel peut nous permettre d’assumer notre avenir de façon responsable. Il nous faut donc réfléchir sur les effets du fédéralisme, sur l’échec référendaire, sur les conséquences du rapatriement unilatéral de la constitution sans l’accord du Québec, pour savoir que faire dans la situation actuelle. À cette fin, j’ai rassemblé dans ce livre des textes écrits depuis la campagne référendaire. Trois d’entre eux ont été publiés sous forme d’articles. Les autres sont inédits.

Il faut parfois s’extraire de la politique au jour le jour, prendre une distance pour faire le point sur la situation et découvrir les faisceaux de relations qui donnent un sens aux événements. Le recul permet d’aller au-delà des apparences, d’identifier les constantes et les structures qui façonnent l’histoire immédiate. En dégageant l’essentiel, on espère être en mesure d’agir de façon plus efficace. Analyse et engagement ne peuvent être dissociés même si le vécu n’est jamais conforme au conçu. L’analyse théorique et historique est une arme indispensable au combat politique.

[16]

Ce livre est destiné aux souverainistes qui s’interrogent sur les moyens à prendre pour sortir de l’impasse politique et constitutionnelle où se trouve le Québec. Depuis quinze ans, le projet souverainiste fait son chemin et attire de plus en plus d’adhérents. Il est nécessaire maintenant de faire le point avant d’entreprendre la phase décisive du combat en vue de l’obtention d’un soutien majoritaire au changement de statut politique du Québec. Cette démarche implique des débats et des conflits au sein des forces souverainistes, mais cela témoigne du caractère démocratique du Parti québécois et est indispensable à l’efficacité d’un mouvement de masse qui incorpore forcément des éléments hétérogènes. Dans ce processus d’ajustement à la situation post-référendaire, il ne faut jamais perdre de vue les rapports de forces réels et l’objectif à atteindre. Il ne faut pas se tromper de cible, et pour cela il faut mettre les choses en perspective, avoir le sens de l’histoire, et mesurer l’ampleur des enjeux de la lutte entre le Canada et le Québec. Plus nous approcherons du but, plus les risques de divisions, de précipitations et d’excès seront grands, car la pression des puissances dominantes sera de plus en plus intense. Dans la phase finale de la lutte, l’unité d’action est le facteur décisif et la moindre erreur a des conséquences irréversibles.

Ce livre cherche en particulier à répondre à des questions et inquiétudes soulevées par des militants sur la pertinence de l’entrée du Parti québécois sur la scène électorale fédérale. À première vue, cette idée étonne. Pourquoi participer aux institutions qu’on combat ? N’est-ce pas paradoxal ? N’y a-t-il pas danger d’intégration au système ? Voilà des questions légitimes auxquelles il faut répondre car on ne peut engager une action si on n’est pas convaincu de son utilité et de son bien-fondé. Nous essaierons d’expliquer les fondements et les effets de cette option qui est à notre avis pertinente dans la conjoncture actuelle.

Ce livre s’adresse également aux Québécois fédéralistes qui ont cru qu’un noble idéal pouvait avoir raison des rapports de forces et qui ont mis leurs espoirs dans un [17] fédéralisme décentralisé qui respecterait la spécificité du Québec. L’expérience des négociations constitutionnelles leur a révélé la nature centralisatrice du fédéralisme canadien. Ils ont aussi compris que les jeux de pouvoir s’exercent en fonction de l’intérêt du plus fort et que, dans un rapport majorité-minorité, il ne saurait y avoir de véritable égalité entre le peuple canadien et le peuple québécois. Les textes qui suivent décrivent les tendances objectives qui animent le fonctionnement de l’État canadien et anémient les droits du Québec. Ces études sur des sujets d’actualité ne sont pas des commentaires sur les événements. Elles s’appliquent plutôt à mettre en évidence les causes structurelles de notre dépendance collective et font comprendre le caractère essentiellement intégrateur du fédéralisme.

[18]

[19]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 1

D’OÙ VENONS-NOUS ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les vingt dernières années représentent un tournant dans l’évolution du Québec. Durant cette période, nous sommes passés du règne des traditions et de l’immobilisme aux défis du progrès et de la modernité. Ce fut une ère de changement dans tous les secteurs d’activités. Le Québec a connu, depuis 1960, un rythme de croissance sans précédent. On a assisté à une révolution qualifiée de tranquille dans la mesure où le rythme des réformes s’est accéléré pour rattraper le niveau de développement des sociétés environnantes.

En réalité, ces changements sociaux, politiques et culturels s’inscrivaient dans la logique de la croissance économique que connaissait le Québec depuis la seconde guerre mondiale. Ils n’allaient pas contre les tendances dominantes en Amérique du Nord. Ils ne transgressaient pas les modèles de la libre entreprise et du Welfare State. Ils furent perçus comme radicaux seulement dans la mesure où ils suscitèrent des conflits de juridiction avec [20] l’État central et remirent en question la structure politique canadienne.

Pour faire face aux exigences d’une société industrialisée et urbanisée, il fallait moderniser l’État et rendre la gestion sociale plus efficace car le degré d’interdépendance entre les individus et les groupes dépassait la capacité d’encadrement de la société rurale. Nos institutions traditionnelles n’étaient plus en mesure de répondre aux nouveaux besoins sociaux engendrés par l’industrialisation et l’urbanisation. Dans ce nouveau contexte, les structures, les institutions, les modes de vie et les mentalités durent s’adapter. Ces changements étaient nécessaires pour que le Québec survive comme entité organique dans le monde moderne. Cet effort de renouveau fut soutenu électoralement et financièrement par le peuple québécois qui, prenant conscience de sa maturité, cherchait désormais à assumer son avenir par son propre dynamisme.

La Révolution tranquille

Cette expression paradoxale est associée au règne du Parti libéral et désigne l’ensemble des réformes entreprises de 1960 à 1966. Ce processus de changement est lancé et dirigé politiquement par le parti libéral et s’effectue sous les pressions des forces démocratiques et populaires. L’État du Québec, étant le seul centre de pouvoir contrôlé par des Québécois, deviendra le maître-d’œuvre de cette mutation et l’outil privilégié de l’essor du Québec.

Il s’agissait, en premier lieu, de revaloriser le rôle de l’État comme facteur de développement en lui faisant assumer de nouvelles responsabilités économiques et sociales. Il s’agissait avant tout de rattraper les retards accumulés dans tous les domaines en remplaçant l’Église par l’État comme institution centrale de la collectivité.

Le gouvernement libéral entreprit d’abord de démocratiser la vie politique en modifiant la législation électorale afin de réduire les inégalités de représentation. Le Parti québécois, lorsqu’il sera au pouvoir, complétera [21] ce processus en démocratisant le financement des partis politiques afin d’éliminer les influences occultes des puissances d’argent et de favoriser ainsi une gestion collective transparente. On voulut aussi inciter les citoyens à participer activement aux affaires publiques en prévoyant divers mécanismes de consultation.

Pour permettre à l’État d’exercer efficacement ses nouvelles fonctions de régulation, il fallut aussi réformer la fonction publique en établissant des systèmes d’embauche et de promotion qui favorisent la compétence et l’excellence, en valorisant financièrement le statut du fonctionnaire et en permettant sa syndicalisation.

La nouvelle élite du pouvoir mise aussi sur la planification et la création de sociétés publiques et para-publiques pour maintenir la croissance. L’État interviendra en exerçant une fonction de suppléance afin de pallier les déficiences et les déséquilibres créés par l’économie de marché. L’État devient pourvoyeur de capitaux et finance les investissements qui sont trop coûteux pour l’entreprise privée. Il maintient ainsi le niveau de l’emploi.

Cet interventionnisme étatique fut légitimé par l’idéologie nationaliste et la volonté de reconquérir notre économie. Le slogan « Maîtres chez nous » exprimait bien cette volonté à la fois sur les plans économique et politique. La nationalisation des compagnies hydroélectriques et la réalisation des grands projets comme la Manie et la Baie de James contribuèrent à renforcer la présence des francophones dans l’économie québécoise. Pour une des premières fois dans notre histoire, nous utilisions nos ressources collectives par et pour nous-mêmes. Les francophones jusque là avaient un accès limité aux postes de responsabilités et de pouvoir dans les entreprises privées qui étaient contrôlées par des intérêts étrangers. Les investissements collectifs réalisés par l’État permirent aux francophones de faire valoir leur compétence dans la gestion de grandes entreprises. La mobilité ascendante des francophones dans l’élite économique découle donc en grande partie du développement des fonctions économiques de l’État. L’évolution [22] d’Hydro-Québec est significative à cet égard puisqu’à la fin de 1967, 297 des 365 professionnels séniors et administrateurs, soit 81 pour cent, étaient francophones alors qu’avant la nationalisation en 1962, seulement 12 pour cent des ingénieurs étaient francophones. Le nouveau dynamisme de l’État tendait à modifier les rapports de forces au sein de l’élite économique. En gérant le capital collectif en fonction de leurs intérêts, les francophones pouvaient espérer améliorer leur statut socio-économique. La création de la Société générale de financement, de SIDBEC, de la Caisse de dépôts et de placements, s’inscrit dans le projet de reconquête du pouvoir économique. Cette stratégie fait de l’État l’instrument privilégié du développement du Québec.

L’effort de rationalisation et de modernisation s’appliqua aussi au domaine social. L’Église passe la main à l’État qui crée, en 1961, l’assurance-hospitalisation. L’accessibilité aux soins médicaux s’élargira progressivement par la suite afin d’éliminer les inégalités. L’État est obligé de prendre la relève des structures traditionnelles d’assistance qui se sont avérées désuètes face aux exigences de la société industrielle. C’est en vue de répondre à ces nouveaux besoins et d’assurer aux personnes âgées une retraite viable qu’on a institué la Régie des rentes du Québec.

Afin de répondre aux aspirations des masses urbaines et aux besoins de l’économie, il fallait aussi démocratiser l’accès à l’éducation en favorisant l’extension de la gratuité scolaire. Conformément aux recommandations du rapport Parent et afin de mettre fin à l’anachronisme et à l’incohérence du système d’éducation confessionnel, on décida d’instituer l’école publique au niveau collégial et de revoir les programmes afin d’accentuer la formation scientifique et technique. Pour coordonner toutes ces réformes, on créa un ministère de l’Éducation. Avec la Révolution tranquille, l’éducation deviendra une des valeurs dominantes de notre credo national : qui s’instruit s’enrichit. Ainsi, en 10 ans, la croissance des effectifs du secondaire fut de 101 pour cent, du collégial de 82 pour cent, et de l’université de 169 pour cent. Le budget [23] consacré à l’éducation passera de $218 millions à plus de $5 milliards en 1980-81.

Le Québec connut aussi durant cette période une floraison culturelle sans précédent. Il y eut profusion de créations qui reflétaient les aspirations et la nouvelle identité des Québécois. L’essor de la culture québécoise était la conséquence naturelle de la scolarisation massive et du nationalisme décolonisateur.

Ainsi, on peut dire que le dynamisme qui anime la société québécoise dans les années soixante résulte de la convergence de deux phénomènes : la modification de la composition de la structure sociale et le développement des fonctions de l’État provincial. Il y a, durant cette période, une forte expansion institutionnelle qui s’est traduite par la création de 27 institutions administratives supérieures et un accroissement de 53 pour cent des effectifs de l’administration publique.

L’Union nationale :
freinage et continuité

Sous l’administration de l’Union nationale, le rythme de croissance de l’appareil d’État fut ralenti surtout en raison de la position financière précaire du Québec. Ainsi, de 1965 à 1970, le nombre d’employés de la fonction publique n’augmenta que de 24 pour cent. Néanmoins, l’Union nationale ne renia pas les orientations prises antérieurement.

La poursuite des réformes entreprises durant la Révolution tranquille a été assurée en partie grâce à la nouvelle fonction publique qui était indépendante des partis et avait réussi à recruter des cadres compétents. Ceci fut particulièrement évident dans le domaine de l’éducation. Sous l’administration de l’Union nationale, une nouvelle université francophone vit le jour : l’Université du Québec ; dans le même temps, on créa trente CEGEP. Dans le domaine économique, l’Union nationale réalisa le projet libéral visant à créer une sidérurgie en achetant la Dominion Steel pour en faire SIDBEC. D’autres programmes, telle la réorganisation des municipalités, furent par contre abandonnés.

[24]

L’Union nationale poursuivit les démarches visant à consolider la position de l’État du Québec sur la scène internationale en menant des actions vigoureuses pour faire reconnaître l’extension des compétences provinciales dans les relations avec les autres États. La visite du général de Gaulle contribua au succès de ces efforts pour internationaliser la question québécoise.

L’administration unioniste se caractérisa aussi par les conflits linguistiques qu’elle ne parvint pas à désamorcer et qui accentuèrent les sentiments d’aliénation et de frustration que commençaient à éprouver les jeunes générations. Les relations entre le gouvernement du Québec et les syndicats commencèrent à se détériorer à l’occasion de la grève des enseignants en 1967. La contestation ouverte s’installait progressivement dans la vie politique québécoise. Elle était menée par les étudiants dans les CEGEP, par le mouvement indépendantiste à l’occasion du bill 63, par le mouvement syndical, et enfin par les bombes du FLQ. Des comités de citoyens s’organisent, prennent la parole, critiquent les autorités. Les Québécois descendent dans la rue et revendiquent le pouvoir. Le système politique québécois entre en période de crise. La légitimité de la démocratie libérale et des structures formelles de participation n'allait plus de soi. Tout le système social est perturbé par l’irruption des nouveaux antagonismes sociaux qui résultent de la mutation structurelle de la société québécoise et des changements dans le système des valeurs.

Le régime libéral du gouvernement Bourassa

C’est avec le retour au pouvoir du Parti libéral qu’on s’éloigna le plus des principes et des orientations de la Révolution tranquille. Bourassa ne reconnaissait pas le lien nécessaire entre le développement économique et social du Québec et la croissance des pouvoirs et des actions de l’État du Québec. Il rejetait l’étatisme, pensant que le développement économique du Québec pouvait être mieux assuré par l’entreprise privée. Sa stratégie consistait à assainir le climat social et politique afin [25] d’attirer les capitaux américains qui devaient assurer notre prospérité. Le gouvernement montrait un préjugé favorable envers l’entreprise privée qui était sensée être plus efficace, plus dynamique et plus productive. C’est dans cet esprit, par exemple, que l’administration du complexe hydro-électrique de la Baie de James fut confiée à une corporation indépendante et non à l’Hydro-Québec, qui pourtant finançait le projet. De même, le gouvernement délaissa le projet de nationalisation des mines d’amiante.

Le rapport Tetley mit en évidence les incohérences de cette conception du développement économique. De même, le rapport Descoteaux contesta le bien-fondé de cette conception en montrant que dans le secteur industriel, les investissements seraient insuffisants s’il n’y avait pas d’initiatives et d’interventions gouvernementales plus vigoureuses. Mais le gouvernement Bourassa n’abandonnera pas sa doctrine de la prospérité dépendante de l’entreprise privée et des capitaux étrangers.

C’est dans le domaine social qu’on retrouve une continuité avec la Révolution tranquille. Sous la direction de Claude Castonguay, fut instauré un régime universel d’assurance-santé qui réalisait, en quelque sorte, une socialisation de la médecine. Il n’y aurait plus de restrictions économiques pour accéder aux soins médicaux. Tous les citoyens devenaient égaux devant la maladie. La création des CLSC [[2]](#footnote-2) sera aussi une innovation majeure dans le système social québécois car on tentait ainsi de décentraliser et de démocratiser l’exercice de la médecine en favorisant la participation des usagers à l’administration de ces centres.

Le régime libéral sera caractérisé par les crises. Il fut, dès son entrée en fonction, ébranlé par la Crise d’octobre. Puis, il sera aux prises avec les premières manifestations de la crise économique : arrêt de la croissance, inflation, chômage. De 1970 à 1973, le taux d’inflation passe de [26] 3,3 pour cent à près de 12,5 pour cent annuellement. En 1973, pour la première fois depuis la dépression des années trente, les salaires augmentent moins vite que le coût de la vie. Cette réduction du pouvoir d’achat des travailleurs s’accompagne d’un taux de chômage élevé. Ainsi en février 1977, il y avait au Québec deux fois plus de chômage qu’en 1970. Le taux des sans-emploi atteint alors 11,3 pour cent de la main-d’œuvre. Le Québec compte près de 40 pour cent du total des chômeurs au Canada et près de la moitié des sans-emploi ont moins de 25 ans.

Pour faire face à la crise, le mouvement syndical radicalisera ses revendications et ses actions en affrontant l’État par deux fois en 1972 et en 1975. Ces grèves paralyseront le fonctionnement de l’État et mineront la crédibilité de l’équipe dirigeante.

Enfin, la mise en œuvre de la politique linguistique (Loi 22) provoquera à la fois l’insatisfaction des anglophones qui refusaient les tests de langue et celle des francophones qui refusaient ces mesures inefficaces pour empêcher l’intégration des immigrants à la communauté anglophone. L’incapacité du gouvernement à résoudre adéquatement ces conflits contribua largement à sa défaite aux mains du Parti québécois en novembre 1976.

Le premier mandat du P.Q.

L’arrivée au pouvoir du Parti québécois à la suite des élections de novembre 1976 constitue un précédent dans l’histoire moderne du Québec. Cette victoire mettait fin à la traditionnelle succession des vieux partis. Le P.Q. était le symbole de la modernisation politique du Québec en raison du caractère démocratique et populaire de son organisation. Il rassemblait les forces dynamiques issues de la Révolution tranquille.

L’image de marque du premier mandat du gouvernement Lévesque consista en une gestion honnête, transparente et rationnelle des affaires publiques. Il a réussi de cette façon à enrayer le processus de décomposition de l’autorité politique, et il a redonné une légitimité à [27] l’État comme force de régulation sociale. Ce renouveau de confiance des citoyens envers le système politique fut un véritable tour de force dans un contexte où le niveau des attentes était beaucoup plus élevé que le niveau des ressources disponibles pour les satisfaire. Le gouvernement était aussi l’objet d’une campagne de dénigrement systématique de la part des autorités politiques fédérales et des milieux anglophones. Malgré ces contraintes, les réalisations furent nombreuses. Afin de démocratiser la vie politique, le gouvernement a fait adopter la Loi 2 régissant le financement des partis politiques, mettant ainsi fin aux caisses électorales occultes. Il a aussi adopté la Loi 92 sur les consultations populaires et a organisé un référendum sur la souveraineté-association. Le Québec a été ainsi le premier gouvernement au Canada à effectuer cette réforme démocratique.

Afin de résoudre l’épineuse question de la politique linguistique, le gouvernement, sous le leadership du ministre Laurin, a fait adopter la Loi 101, destinée à endiguer le processus d’assimilation des francophones et des nouveaux immigrants tout en maintenant les droits des anglophones. Désormais, on pourrait vivre et travailler en français au Québec.

Le gouvernement a su concrétiser son option sociale-démocrate en réduisant les impôts pour les petits et moyens salariés, en instituant le recours collectif, et en reconnaissant le droit au congé de maternité. Il a également relevé les normes de sécurité au travail pour assurer, entre autres, un recours plus efficace aux travailleurs victimes de l’amiantose. La Loi 45 constitue un pas en avant pour les travailleurs car elle généralise l’application de la formule Rand et interdit l’embauche de briseurs de grève. Cette mesure est unique dans les relations de travail en Amérique du Nord.

Dans le domaine social, le gouvernement a instauré la gratuité des médicaments pour les personnes âgées de 65 ans et plus. Il a adopté un code de protection du consommateur ainsi que la Loi de l’assurance-automobile afin de rationaliser ce service et d’indemniser rapidement et équitablement les accidentés de la route.

[28]

Le gouvernement a aussi tenté d’asseoir la paix sociale sur le dialogue entre les principaux agents économiques en organisant des sommets économiques. Ces efforts de concertation ont renforcé dans l’opinion publique la crédibilité de l’État comme arbitre. Afin de stimuler l’économie, aider les petites et moyennes entreprises et soutenir l’emploi, on a instauré des stimulants fiscaux au développement industriel et des programmes de subventions (OSE). Afin de relancer les secteurs industriels en déclin comme le textile, la chaussure et le meuble, le gouvernement a aboli la taxe de vente sur ces produits. L’État a protégé le patrimoine agricole et procuré une sécurité aux agriculteurs en adoptant la Loi sur le zonage agricole, qui constitue un outil fonctionnel de gestion du territoire. Enfin, l’Assemblée nationale a adopté la Loi créant la Société nationale de l’amiante afin de développer des industries de transformation de cette richesse naturelle dont nous sommes le deuxième producteur au monde. Après une longue querelle juridique, la Société a réussi à s’implanter dans ce secteur. Toutes ces mesures adoptées, ces lois votées font que le bilan législatif du gouvernement du Parti québécois est un des plus impressionnants de l’histoire politique du Québec et ceci en dépit des contraintes financières imposées par la crise économique.

Les facteurs de progrès

Le Québec, en vingt ans, a changé de visage. En l’espace d’une génération, l’environnement physique, le monde du travail, le mode de vie, les habitudes de consommation ont subi des transformations significatives. Le changement est devenu une valeur en soi. Les Québécois ont mis leur vie quotidienne à l’heure des sociétés capitalistes avancées.

Le phénomène qui a le plus contribué à cette mutation est l’apparition de nouvelles couches sociales liées à la modification de la structure des occupations. On peut remarquer, par exemple, qu’entre 1951 et 1971, la proportion que représentent les « travailleurs intellectuels » [29] dans la structure occupationnelle québécoise passe de 6,6 pour cent à 12,1 pour cent.

Une évolution tout aussi significative se manifeste dans la répartition de la main-d’œuvre active : le secteur tertiaire, qui, en 1961, représentait 51,1 pour cent, regroupe, en 1974, 62,5 pour cent de la population active. Cette nouvelle réalité du monde du travail s’explique par les nécessités de la modernisation industrielle qui entraîne la multiplication des tâches de nature technique ou scientifique. Ainsi, le maintien de la croissance économique nécessitait la formation de travailleurs plus qualifiés. Les réformes du monde de l’éducation répondirent à ce besoin. Cela suscitait en même temps l’émergence de nouvelles catégories sociales.

Cette nouvelle élite fortement scolarisée aspire à exercer ses compétences. Mais elle est généralement forcée de chercher ailleurs que dans les entreprises privées contrôlées par les anglophones, les postes qui conviennent à ses qualifications. Le capital autochtone, comme c’est le cas dans les économies dépendantes, ne pouvait offrir de débouchés car il est concentré dans des secteurs industriels où l’innovation technologique joue un rôle marginal. Ces jeunes francophones vont s’orienter vers les lieux de pouvoir qui leur sont ouverts et qu’ils peuvent contrôler : les appareils d’État du Québec. Ils pourront ainsi se faire valoir en français, connaître la mobilité sociale, tout en étant au service de la collectivité. Au Québec, c’est par le capital collectif que passe le développement économique.

Ces changements s’effectuèrent durant une période de relative prospérité. Même si le revenu per capita demeure inférieur à celui de l’Ontario, il augmente rapidement grâce à une conjoncture interne et externe favorable, mais aussi en raison de la combativité du mouvement syndical qui connaît une phase d’expansion sans précédent en particulier grâce à la syndicalisation des travailleurs des services publics. Ainsi, la CSN regroupait, en 1970, 245000 membres. Le Québec détient un des taux de syndicalisation les plus élevés en [30] Amérique du Nord. Quarante et un pour cent des travailleurs étaient syndiqués en 1977.

Les Québécois ne se résignent plus à être du « *cheap labor*». Ils sont plus éduqués, plus politisés et plus conscients de leurs intérêts. Ils ne se contentent plus des récompenses de l’au-delà et des jouissances spirituelles. Ils participent à la société de consommation et revendiquent des salaires et des conditions de travail qui leur permettent de vivre dignement.

L’effort de démocratisation et l’élévation du niveau de scolarisation ont provoqué une intensification de la participation des citoyens aux affaires publiques. Les acteurs sociaux (comité de citoyens, d’usagers, groupes populaires) se sont multipliés. L’intensification des interactions sociales a rendu la gestion collective plus complexe. Plus la participation est intense, plus les risques de conflits entre les divers groupes d’intérêt se multiplient, plus il est nécessaire de faire appel à un arbitre capable de régler ces conflits. C’est un des facteurs qui expliquent que depuis 1960 il y ait eu une croissance quantitative et qualitative des exigences et qu’elles aient été de plus en plus adressées à l’État, le seul centre de décision en mesure de faire l’allocation des ressources. Cette fonction de régulation des conflits sera exercée plus ou moins efficacement selon les partis au pouvoir.

Depuis vingt ans, le Québec est devenu une société complexe qui a affirmé son dynamisme et qui, pour répondre aux exigences du monde moderne, tente de se donner les outils indispensables à son développement. Les réalisations ont été nombreuses et le bilan, compte tenu des contraintes imposées par l’environnement économique et politique, est positif.

Mais ce projet de modernisation qui a mobilisé une génération de Québécois et de Québécoises reste inachevé car il n’a pas donné lieu à des transformations structurelles, en particulier au niveau des relations économiques où notre dépendance persiste. Les acquis sont fragiles et aléatoires car ils ne se traduisent pas par [31] l’institutionnalisation de nouveaux pouvoirs législatifs. Le Québec, pour assumer son destin de façon responsable et dynamique, avait besoin de nouveaux pouvoirs. L’absence de contrôle sur les leviers de commande politique empêche le Québec de mener à terme son projet de rénovation.

Pour l’instant, l’avenir est incertain parce qu’il n’y a pas un consensus suffisant pour donner une orientation claire et constructive. Pendant que nous nous divisons quant au choix du cadre politique qui pourrait le plus favoriser notre développement, l’État canadien renforce sa logique centralisatrice et s’apprête à refaire sa constitution au mépris de nos droits collectifs.

[32]

[33]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 2

QUE VEUT LE QUÉBEC ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans les années 60, le Canada anglais s’interrogeait sur la mutation du Québec. La Révolution tranquille fascinait et en même temps inquiétait les éditorialistes et les politiciens. Souvent avec agressivité et agacement, on demandait : « *What does Quebec want ?*» On comprenait mal, dans le climat de prospérité et d’euphorie de l’époque, les récriminations exprimées contre le régime fédéral par les élites politiques québécoises. Non seulement les partis traditionnels comme le Parti libéral remettaient-ils en cause la place du Québec dans la fédération canadienne, mais encore de nouvelles forces politiques faisaient leur apparition avec des projets politiques radicaux. Le R.I.N. et le F.L.Q. préconisaient l’indépendance du Québec, alors que la revue *Parti pris* réclamait un Québec libre et socialiste. Pour sa part, le Parti libéral du Québec se donnait une image plus nationaliste avec le slogan « Maîtres chez nous ». L’équipe de Jean Lesage, pour faire face aux nouvelles responsabilités d’un État moderne, voulut engager un [34] processus de révision constitutionnelle, afin de permettre au Québec de pouvoir affirmer sa compétence prioritaire dans le domaine de la sécurité sociale et développer ses relations avec la communauté internationale dans les domaines de sa juridiction. Le Québec exigeait la possibilité de se retirer des programmes à frais partagés avec compensation fiscale.

Le révisionnisme constitutionnel

Le Québec voulait récupérer les pouvoirs de taxation. Jean Lesage, en 1963, réclamait de nouveaux arrangements fiscaux permettant au Québec de contrôler 25 pour cent des impôts sur les revenus des particuliers, 25 pour cent des impôts sur ceux des compagnies et 100 pour cent des impôts sur les successions. Le nouveau dynamisme québécois porté par le Parti libéral est déjà teinté d’espoirs souverainistes. C’est Jean Lesage qui déclarait en 1960 : « La souveraineté du Québec reconnaît les besoins et les réalités de l’interdépendance, elle exclut la dépendance [[3]](#footnote-3). » On voulait alors renégocier le partage des compétences au sein du fédéralisme canadien de façon à pouvoir instituer un statut particulier pour le Québec.

Cette volonté de changement sera reprise par Daniel Johnson, élu premier ministre en 1966. Il résumait ainsi la position historique du gouvernement du Québec :

Au lieu de nous agripper à une constitution désuète qui dans ses dispositions comme dans ses silences ou dans les applications qu’on en fait s’avère incapable d’assurer la coexistence harmonieuse des deux communautés, nous proposons hardiment une nouvelle alliance qui permettrait à celles-ci de s’épanouir librement, chacune dans le sens de sa culture particulière, et de coopérer ensemble dans l’égalité à la gestion de leurs intérêts communs. Il n’y a pas de constitution qui tienne contre la vie d’une nation [[4]](#footnote-4).

[35]

Johnson critiquait vivement le pouvoir unilatéral d’Ottawa de définir les politiques fiscales et monétaires sans consultation avec les provinces. Afin de permettre au Québec de développer ses propres priorités, il revendiquait le contrôle de 100 pour cent des impôts sur le revenu des particuliers, 100 pour cent des impôts sur les profits des compagnies et 100 pour cent des impôts sur les successions. Johnson posait clairement l’alternative : l’égalité politique ou l’indépendance.

J’ai rappelé ces quelques déclarations pour montrer, d’une part, que le nationalisme au Québec n’est pas un courant de pensée éphémère et superficiel. C’est une constante de la vie collective des Québécois qui est enracinée dans la situation de subordination politique de notre collectivité. D’autre part, ce bref rappel des débats constitutionnels des années soixante montre que le projet du P.Q. de souveraineté-association et d’égalité politique s’inscrit dans la continuité des positions québécoises traditionnelles sur la nécessité de modifier les rapports entre le Québec et le Canada. Le Québec désirait une nouvelle entente avec le Canada.

À partir de 1968, ce processus de redéfinition a été bloqué par le gouvernement fédéral qui se servit des conférences fédérales-provinciales pour imposer sa conception d’un fédéralisme centralisé. L’État fédéral affirmait sa prépondérance sur les États provinciaux. Pour P. E. Trudeau, le gouvernement canadien était d’un ordre supérieur par rapport aux gouvernements provinciaux. Il devait être le seul à parler et à agir au nom de tous les Canadiens et devait être en mesure d’imposer ses vues aux provinces même dans les domaines de juridiction provinciale. Entre autres, le gouvernement central tenta à Victoria d’accroître considérablement ses pouvoirs dans le domaine de la sécurité sociale. Robert Bourassa, apôtre du fédéralisme rentable, fut forcé de s’opposer à cette centralisation. La position du Québec différait de celle des autres gouvernements provinciaux, qui reconnaissaient au gouvernement canadien le droit d’effectuer des paiements de transfert aux individus. L’attitude intransigeante d’Ottawa mettait fin aux espoirs des [36] partisans d’une réforme décentralisatrice du système politique canadien. La thèse des deux nations ne pouvait s’incarner dans le fédéralisme.

À Ottawa, parallèlement à ces débats constitutionnels, on pensa que pour résorber la crise de l’unité canadienne, il suffisait de mettre en place un bilinguisme fonctionnel. Au lieu de reconnaître des pouvoirs au Québec, on développa une stratégie d’apaisement fondée sur la reconnaissance du droit des francophones à utiliser leur langue dans leurs relations avec les agences du gouvernement fédéral. On mit d’abord sur pied la Commission Laurendeau-Dunton pour contrer la poussée revendicative du Québec. Les commissaires conclurent à l’urgence d’agir car, dirent-ils :

Le Canada traverse la période la plus critique de son histoire depuis la Confédération. Nous croyons qu’il y a crise : c’est l’heure des décisions et des vrais changements ; il en résultera soit la rupture soit un nouvel agencement des conditions d’existence.

Les commissaires reconnaissaient le principe de l’égalité politique entre les deux peuples fondateurs et en faisaient une condition de réalisation de l’égalité individuelle. Avec l’arrivée au pouvoir de Trudeau et la mort d’André Laurendeau, on oublia les propositions d’égalité politique pour ne retenir que les recommandations concernant l’égalité linguistique individuelle. Les politiques de bilinguisme n’eurent pas les effets escomptés. D’une part, elles mécontentèrent de larges parties de l’opinion publique canadienne-anglaise qui estimèrent avec raison les coûts prohibitifs et les résultats médiocres, et d’autre part, elles n’enrayèrent en rien les revendications autonomistes du Québec. La question fondamentale pour la survie des francophones, c’est-à-dire la maîtrise des leviers de commande politiques et économiques, restait en suspens, sans réponse. La crise restait entière.

Le projet souverainiste

C’est dans ce contexte que s’est structurée la conscience nationale des Québécois axée sur le projet de négocier d’égal à égal une nouvelle entente avec le [37] Canada qui aurait pour objectif de transférer à l’État du Québec les pouvoirs de législation, de taxation et de représentation, tout en maintenant les liens économiques avec le Canada dans le cadre d’une union douanière et monétaire :

Suivant la formule que propose le gouvernement du Québec, la souveraineté résidera en entier dans l’État du Québec, de sorte que les Québécois et les Québécoises ne seront plus régis que par un seul gouvernement et ne paieront plus l’impôt qu’au Québec ; grâce à l’association, le Québec et le Canada continueront de n’avoir qu’un seul tarif douanier et qu’une seule monnaie ; l’un et l’autre partenaire aura cependant sa propre personnalité internationale [[5]](#footnote-5).

Le nouveau nationalisme qui s’est développé à partir de la Révolution tranquille jusqu’au projet de souveraineté-association, cherche à réaliser la jonction entre l’État et la nation. Il redéfinit les moyens de survie et de développement de la communauté francophone en fonction des nouvelles exigences des sociétés capitalistes avancées où le contrôle du pouvoir politique devient indispensable à une collectivité qui veut s’épanouir. Les nationalistes québécois n’acceptent plus de vivre dans un cadre politique où ils sont voués à être éternellement minoritaires et en conséquence incapables d’orienter les décisions en fonction des priorités qu’ils estiment essentielles. Dans le régime fédéral, le Québec est une société dominée et privée des pouvoirs qui lui permettraient de prendre en main ses destinées. Pour exister comme nation, le Québec doit donc se donner la maîtrise complète des leviers politiques. La constitution d’un État souverain est le seul moyen réaliste et efficace pour fournir des garanties collectives au peuple québécois. Ainsi, ce projet est une réaction logique aux conséquences de l’entrée du Québec dans la modernité industrielle, car il redéfinit la stratégie de résistance à l’assimilation des francophones dans un contexte où les forces sociales dominantes, pour maintenir leur hégémonie, favorisent la concentration économique, l’uniformisation culturelle et la centralisation politique.

[38]

Pourquoi les Québécois désirent-ils modifier leurs rapports politiques avec le Canada ? Quels sont les arguments qu’ils utilisent pour justifier leur désir d’un État souverain ?

Les Québécois estiment non seulement qu’ils ne peuvent pas s’épanouir comme nation distincte dans le système fédéral actuel mais encore que celui-ci est un carcan dangereux qui risque à long terme d’entraîner une minorisation irréversible et une folklorisation de la communauté francophone. Ils appuient donc leurs revendications sur un contentieux historique. Il ne faut pas oublier que la devise du Québec est : « Je me souviens. »

Ils affirment d’abord n’avoir jamais eu la possibilité de choisir le régime constitutionnel dans lequel ils voulaient vivre. Ils ont été contraints par la force des armes à se soumettre à un pouvoir étranger imposé par le processus de la colonisation britannique. Ils attribuent leur dépendance politique et économique au phénomène de l’oppression nationale. Ils estiment que le Traité de Paris, l’Acte de Québec, l’Acte constitutionnel, l’Acte d’Union ont été des décisions illégitimes, puisqu’elles correspondaient à une logique de domination où il s’agissait avant tout de protéger les intérêts stratégiques de la métropole coloniale et de favoriser les intérêts économiques de la bourgeoisie marchande anglaise. De même, l’adoption de la Constitution canadienne n’a pas été le résultat de la volonté populaire. Au contraire, la fédération canadienne est un sous-produit des exigences inhérentes à l’expansion capitaliste. C’est la thèse célèbre soutenue par S. Ryerson pour qui le facteur déterminant de la formation de la fédération canadienne fut l’essor d’une industrie capitaliste canadienne-anglaise fondée sur le développement des chemins de fer. C’est donc d’abord au nom de la démocratie qu’ils remettent en question la légitimité du fédéralisme, puisque les peuples des deux Canadas n’ont pas été consultés sur l’établissement de ce régime. Ils n’ont pas décidé par eux-mêmes de faire partie de ce nouvel État. C’est donc par la force des armes, à la suite de la Conquête et de la répression de [39] la Rébellion de 1837-38, et plus tard par la force du nombre, que les francophones se retrouvent minoritaires au Canada et dépossédés d’un État qui leur soit propre. Dans ce rapport de forces défavorable, ils ont lutté pour préserver un centre de décision qu’ils pourraient contrôler. Ils ont réussi à conserver un État tronqué, l’État du Québec, qu’ils reconnaissent comme étant leur véritable État national.

Ils estiment aussi avoir été l’objet de mesures discriminatoires, entre autres à travers les lois scolaires du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de l’Ontario. Cette discrimination linguistique a été combinée à des politiques d’immigration qui ont entraîné la minorisation démographique des francophones. Cette tendance s’est aussi accentuée en raison de la baisse du taux de natalité. Ainsi, en 1974-1975, les taux de croissance de la population au Québec et au Canada étaient respectivement de 0,88 et 1,58.

Ce phénomène a de lourdes conséquences politiques puisque dans un régime démocratique, la distribution du pouvoir est fonction du nombre. Ainsi, de 1867 à 1980, la représentation du Québec est passée de 36 à 26 pour cent des sièges alors que celle du Canada est passée de 64 pour cent à 74 pour cent. Il s’ensuit qu’à long terme la participation québécoise au pouvoir politique dans le cadre du fédéralisme continuera à décroître. Le poids politique des francophones au Canada aura tendance à s’amenuiser. On peut constater ces tendances dans le dernier réaménagement de la carte électorale canadienne où le Québec n’a obtenu qu’un siège de plus au Parlement fédéral, alors que le reste du Canada en obtenait 17. Ainsi, en tant que nation, nous serons voués à l’impuissance politique. Cette implacable logique numérique conduit inéluctablement à une régression de la place des francophones dans les centres de décision politique. Donc, la minorisation démographique entraîne une minorisation politique, ce qui implique qu’il deviendra de plus en plus difficile de faire prévaloir les intérêts spécifiques du Québec dans les organes décisionnels. De plus, toute attitude de résistance de la part des [40] représentants du Québec apparaîtra comme de l’obstruction, ce qui aggravera les tensions et aura pour effet de renforcer l’autorité du pouvoir central.

D’ailleurs, l’inévitable processus de centralisation politique amorcé par la crise de 1929 est une autre raison invoquée pour que le Québec se retire politiquement de la fédération canadienne.

Les contraintes du fédéralisme

Dans tous les domaines importants, les priorités sont principalement définies par Ottawa en fonction des besoins de l’ensemble du Canada, ce qui ne concorde pas toujours avec les besoins et les priorités que voudrait se donner le Québec. Depuis 1944, tous les gouvernements qui se sont succédé à Québec ont sans cesse souligné le problème et tentent de freiner ce processus de centralisation politique. Mais l’échec est flagrant et il serait naïf de penser qu’il pourrait en être autrement dans l’avenir, car cette tendance est favorisée par les forces économiques continentales qui cherchent à concentrer les centres de décision, afin de mieux contrôler l’allocation des ressources publiques et de contrer les effets structurels de la crise du capitalisme.

Ainsi, depuis 1968, l’État fédéral a renforcé son contrôle sur les leviers de commande socio-économiques et a légitimé cette opération par l’idéologie de l’unité nationale. Le gouvernement fédéral est intervenu dans des champs de compétence réservés aux provinces et a affirmé sa suprématie dans un grand nombre de champs de compétence partagée. L’opinion publique canadienne-anglaise n’a pas résisté à ces ingérences. Il serait fastidieux d’énumérer ici toutes ces querelles constitutionnelles. Ce qu’il importe de retenir, c’est que l’évolution du fédéralisme canadien tend à réduire le contrôle des Québécois sur les voies et les moyens de développement de leur société et accentue les rapports de dépendance tant sur le plan économique que politique.

Pour les Québécois, la structure politique fédérale est non seulement une entrave à leur épanouissement [41] collectif mais elle est aussi cause d’inefficacité, de gaspillage et de conflits permanents. Parce que les Québécois sont déterminés à protéger leur autonomie, il en résulte des chevauchements administratifs fort coûteux et un désordre administratif. René Lévesque décrit cette situation en disant que le système politique canadien est une maison de fous. Ainsi, les chevauchements de programmes touchent 34 des 36 secteurs d’activités gouvernementales. Pour sortir de cet imbroglio administratif, on a mis sur pied toutes sortes de comités qui se multiplient. Ainsi, en 1957, il y avait 64 organismes fédéraux-provinciaux, en 1967, on en comptait 119 et en 1977, ils sont passés à 158. Ceci entraîne la confusion et l’inefficacité administrative. Elle n’est profitable ni au Québec, ni au reste du Canada.

Sur le plan des politiques économiques, le Québec se sent défavorisé. Les Québécois pensent que s’ils géraient leurs propres affaires, ils seraient mieux en mesure de lutter contre le sous-développement économique et les déséquilibres structurels de l’économie québécoise. On affirme que dans le cadre du fédéralisme, on a surdéveloppé l’Ontario et l’Ouest au détriment du Québec et des Maritimes. Les impôts perçus par le fédéral au Québec ont servi au développement économique des autres provinces. Le Québec est perdant dans la redistribution des revenus fiscaux. Les exemples à l’appui de cette thèse foisonnent. Alors que le Québec représente 27 pour cent de la population canadienne, seulement 12 pour cent du réseau ferroviaire canadien est en territoire québécois et le gouvernement fédéral n’engage que 16,5 pour cent de son personnel au Québec. De même, dans le commerce extérieur, les produits qui entrent au Québec ou qui en sortent sont assujettis à des tarifs supérieurs d’environ 40 pour cent à la moyenne canadienne. En 1970, l’Ontario pouvait compter sur 68 pour cent des industries les plus hautement protégées au Canada par rapport à 24 pour cent pour le Québec. Entre 1961 et 1977, la part des dépenses du gouvernement fédéral directement créatrices d’emplois faites au Québec n’a été en moyenne que de 20,6 pour cent contre 40 pour cent en [42] Ontario. Le Québec ne récupère pas sa quote-part des dépenses du gouvernement fédéral. Le Québec fournit environ 25 pour cent des impôts à Ottawa, mais il n’a perçu que 20 pour cent des achats effectués par le fédéral. Il en résulte une perte de $300 millions par année. S’il était souverain, non seulement pourrait-il utiliser ses ressources fiscales pour son propre développement, mais encore il pourrait participer directement à la définition des politiques commerciales, tarifaires et monétaires dans le cadre de l’association économique et ainsi faire valoir ses avantages comparatifs.

Enfin, les Québécois invoquent des arguments d’ordre théorique ou de principe. Rationnellement, il est impossible de justifier l’inégalité entre les peuples à moins d’adopter une vision raciste. En conséquence, puisque tous les peuples dans l’histoire ont cherché à atteindre cette égalité politique, on ne voit pas pourquoi ce qui est bon pour les autres ne le serait pas aussi pour les Québécois. Ceux qui refusent cette logique croient que les Québécois sont congénitalement inférieurs aux autres et que la dépendance leur est alors nécessaire et bénéfique. La recherche de l’égalité politique entre les peuples est une aspiration légitime. Seule la souveraineté peut satisfaire cette exigence.

Une nouvelle entente serait profitable à la fois au Québec et au Canada. Elle mettrait fin à l’anarchie administrative, aux gaspillages de fonds et d’énergie qui résultent des chevauchements de programmes. Elle réduirait les tensions et les conflits entre les deux nations qui ont souvent paralysé les processus de décisions politiques. Elle favoriserait une gestion plus efficace des affaires publiques. Elle permettrait aux peuples canadien et québécois de définir des politiques plus conformes à leur identité et à leurs besoins respectifs. Elle rendrait possible l’aménagement de relations plus démocratiques entre les peuples dans la mesure où chaque peuple pourrait assumer ses choix collectifs sans subir la volonté et les décisions unilatérales de l’autre. La souveraineté-association est une formule originale qui permet de concilier les exigences de [43] cohésion, d’efficacité et de coopération propres aux sociétés modernes, tout en respectant l’autonomie et l’épanouissement des spécificités nationales. Elle rééquilibre les rapports de forces entre les communautés nationales en leur procurant les pouvoirs nécessaires pour qu’elles puissent orienter leur développement en fonction de leurs priorités. Elle change des rapports de domination en rapports de coopération dans les champs d’intérêt mutuel et favorise aussi des relations plus harmonieuses entre les peuples.

[44]

[45]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 3

LA LOGIQUE
DU POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le politique est le lieu où se condensent les rapports de forces et les intérêts en conflit dans une société. Il médiatise les rapports de forces et en même temps les institutionnalise, contribuant ainsi à leur persistance. En ce sens, un système politique n’est jamais neutre. Tout en étant facteur de cohésion sociale, il exerce aussi des fonctions de domination par lesquelles se réalisent les intérêts particuliers. Toute décision politique favorise ou défavorise, et même si l’allocation des ressources n’est pas à sens unique ou n’est pas monopolisée, elle est toujours structurée par le rapport entre les forces qui composent la société. Ces forces peuvent être de nature sociale, nationale, linguistique, culturelle. Telle est la logique fondamentale du politique et nous nous proposons ici d’examiner comment elle s’applique au fonctionnement du système politique canadien. Autrement dit, comment la structure du pouvoir de l’État canadien [46] affecte-t-elle le rapport entre les deux communautés nationales ? Cette problématique vise à clarifier les enjeux collectifs de la crise politique canadienne et met en évidence certaines connaissances rationnelles portant sur la logique du politique dans le monde moderne. Il ne s’agit pas ici de juger la valeur morale de cette logique mais de la reconnaître afin de ne pas être mystifié par les apparences conjoncturelles.

Le rôle de l’État

L’évolution des sociétés industrielles a fait apparaître deux phénomènes majeurs. D’une part, on a assisté au développement d’un très haut degré d’interaction entre l’économie, le social, le politique et le culturel de sorte qu’aujourd’hui une modification dans un de ces champs d’activités se répercute sur les autres. D’autre part, sous la pression des forces économiques dominantes, on a assisté à un changement des fonctions du politique de sorte que le contrôle du pouvoir politique est devenu l’enjeu stratégique des luttes sociales. L’État n’est plus considéré comme un mal nécessaire mais comme une nécessité bénéfique parce qu’il a dû suppléer aux défaillances des relations de marché pour rationaliser l’allocation des ressources. L’État n’est plus seulement un instrument de légitimation juridique et de maintien de la propriété, il effectue en plus la socialisation et joue un rôle actif de direction et d’organisation des activités économiques. Le système politique exerce donc des fonctions de coordination et de régulation de la vie économique et sociale. Même s’il n’y a pas symétrie dans le développement des systèmes politiques des sociétés capitalistes avancées, la tendance à la concentration du pouvoir et à l’extension des fonctions de l’État se retrouve partout selon des modalités différentes.

À l’âge du capitalisme monopoliste, l’État intervient comme facteur de régulation économique en devenant pourvoyeur de capitaux et créateur d’emplois. Il assure le fonctionnement des services sociaux et fournit les infrastructures indispensables à la persistance de l’économie capitaliste. Il nationalise le risque en prenant [47] en charge les investissements trop coûteux pour le secteur privé. Il remplace l’entreprise privée dans les secteurs à faible rentabilité, ou il les soutient lorsque la rentabilité est à trop longue échéance. Il finance entre autres une bonne part de l’innovation scientifique et technique. Cet interventionnisme étatique n’est pas neutre car il ne va jamais à l’encontre des intérêts des agents économiques dominants et des groupes qui comptent politiquement. L’État est devenu le centre de contrôle de la société. Il tend à être omniprésent. Certes on peut déplorer ce fait et envisager des alternatives à cette réalité historique, mais dans un avenir prévisible il ne semble pas que cette tendance s’inversera car les périodes de crise ont toujours favorisé la concentration du pouvoir. Le système politique canadien s’inscrit comme les autres dans cette dynamique et cela peut avoir des conséquences dramatiques pour un peuple minoritaire qui ne contrôlerait pas cette évolution.

Tout système politique cherche à réaliser de façon adéquate deux fonctions : effectuer l’allocation des ressources publiques et faire accepter cette allocation comme obligatoire par toutes les composantes de la société. Au Canada, le système politique ne peut remplir cette deuxième fonction parce que la communauté politique est divisée en deux nations dont l’une, minoritaire, conteste la légitimité de la redistribution du pouvoir et des ressources pour des raisons historiques, démographiques, politiques et économiques.

Certes, le Québec n’a pas été défavorisé systématiquement dans le cadre du fédéralisme canadien. On peut toujours, pour alimenter les discours politiques en effets-chocs, essayer de démontrer que le Québec retire plus de millions ou au contraire qu’il en perd dans le système actuel. Mais un bilan comptable du fédéralisme ne pourra jamais être concluant car une telle évaluation, pour être exhaustive, devrait être faite sur une longue période et ne pourrait pas de toute façon tenir compte des effets structurels cumulatifs de l’allocation des ressources publiques. L’analyse coût-bénéfices est inadéquate pour résoudre ce genre de problème.

[48]

La question essentielle consiste plutôt à savoir si les intérêts de la société québécoise sont maximisés à l’intérieur du régime fédéral, et c’est seulement en examinant la logique du pouvoir qu’on aura une réponse rationnelle. À cet égard on peut considérer que la répartition des pouvoirs et la logique décisionnelle des gouvernants sont révélatrices.

La centralisation des pouvoirs

On invoque souvent le caractère décentralisé du fédéralisme comme un des avantages de notre appartenance au Canada. Cet argument n’est pas pertinent dans la mesure où il constate l’évidence du partage des pouvoirs et fait abstraction de la réalité de la coexistence des deux peuples. Mais le principal défaut de cette thèse, c’est de mettre sur le même plan tous les secteurs d’activités gouvernementales. Par cet artifice, on aboutit à une vision angélique du fédéralisme qui serait fondé sur l’interdépendance et la concertation dans les prises de décisions. Cette thèse repose sur des omissions douteuses. Elle oublie de préciser quelles sont les règles de la prise de décision. Elle néglige de mentionner qu’il y a différents types de pouvoirs (initiative, décision, gestion). Elle cache le fait que les différents pouvoirs ou compétences n’ont pas la même importance pour le développement d’une collectivité et qu’ils sont hiérarchisés non seulement par la Constitution mais aussi par la pratique. Enfin cette position est contredite par les fédéralistes eux-mêmes qui, comme le Premier ministre Trudeau, ont défini à de multiples reprises le gouvernement fédéral comme étant un gouvernement d’ordre supérieur par rapport aux gouvernements provinciaux et qui ont affirmé qu’il devait avoir le pouvoir d’imposer ses vues aux provinces.

Cette conception d’un Canada décentralisé biaise la perception de la vie politique car elle occulte la structure du pouvoir et masque le fait qu’il y a des pouvoirs qui sont plus déterminants que les autres. Certes l’État exerce diverses fonctions mais celles-ci n’ont pas la même influence. Il y a des fonctions stratégiques qui [49] structurent et encadrent l’évolution d’une société. Les leviers de commande que sont la politique douanière et tarifaire, la politique monétaire, la politique d’achat, les politiques de développement industriel, de subventions aux entreprises, le pouvoir de dépenser, n’ont jamais été décentralisés dans le fédéralisme canadien. Autrement dit, l’État fédéral ne s’est jamais départi de ses pouvoirs économiques et de ses instruments stratégiques qui lui permettent d’imposer sa conception de l’intérêt national. Au contraire, il a plutôt eu tendance à accroître l’étendue de son autorité. C’est le gouvernement central qui est le maître-d’œuvre de la gouverne politique. Bien sûr, dans certains secteurs d’intervention gouvernementale, il y a concurrence de la part des provinces, mais c’est une concurrence inégale et qui souvent entretient un rapport de dépendance. De plus, elle est facteur de confusion, de gaspillage et d’inefficacité. Les chevauchements administratifs qui en résultent ont des conséquences politiques négatives car ils diminuent l’emprise des citoyens sur leurs gouvernements et vont à l’encontre du principe qui veut que le gouvernement qui est le plus apte à répondre aux besoins de la population est celui qui est situé le plus près des gens [[6]](#footnote-6).

Décentraliser la gérance ou déléguer des responsabilités secondaires ne signifie nullement que les provinces et l’État fédéral sont d’égal à égal. Dans la structure du pouvoir, les provinces occupent une position subordonnée et leur marge de manœuvre est réduite au créneau que fixe le pouvoir central. Dans le fédéralisme canadien les décisions clés, déterminantes de l’avenir, sont la chasse-gardée du gouvernement central. « Ce n’est pas du partage des pouvoirs mais de celui de la gestion dont Ottawa a toujours été prêt à discuter [[7]](#footnote-7). » Au Canada, il y a eu et il y aura concentration des vrais pouvoirs. La décentralisation politique dans le cadre du fédéralisme est une illusion d’optique, un mirage [50] dangereux pour un peuple qui cherche le chemin de son avenir.

La logique de fonctionnement d’un tel système s’incarne dans la logique décisionnelle des gouvernants fédéraux. Dans tous les systèmes politiques, les choix de politiques se font *d’abord* en fonction des intérêts de la majorité et des agents économiques dominants. Les principaux facteurs qui déterminent l’orientation des décisions politiques sont : les orientations des politiques antérieures, les exigences des puissances économiques, celles des groupes ou des régions qui comptent politiquement c’est-à-dire qui peuvent marchander leur allégeance politique pour maximiser leurs gains. Les ressources politiques étant rares, les gouvernants cherchent à tirer le profit maximum de leurs décisions non seulement en termes des effets des politiques nationales mais aussi en fonction de leur réélection. La combinaison de ces facteurs a surtout profité à l’Ontario qui, en raison de son poids politique, réussit à imposer ses exigences. Dans cette logique, les intérêts du Québec sont soumis à la dynamique des rapports de forces où, pour des raisons démographiques et économiques, notre poids politique n’est pas déterminant. Dans la structure fédérale, nous sommes minoritaires et nous le serons de plus en plus de sorte que nous ne pouvons pas contrôler l’usage des ressources publiques et orienter les décisions de politique générale en fonction de nos intérêts spécifiques même lorsqu’il y a des francophones au pouvoir, car ils doivent répondre à la logique de l’intérêt national. Ceci ne signifie pas que les intérêts du Québec sont négligés, cela implique que nos intérêts ne sont pas maximisés. Nous devons supporter le coût des décisions et des priorités qui sont définies par des forces exogènes.

Comment, dans ce contexte, planifier le développement économique ? Comment peut-on corriger les déséquilibres structurels de l’économie québécoise ? Comment peut-on agir pour stimuler le développement industriel et résorber le chômage lorsqu’on n’a pas ou peu d’influence sur les mécanismes de régulation économique ? Dans le système politique canadien, les [51] régions économiquement en avance jouissent d’un poids politique décisif et qui ne cesse de s’accroître, ce qui leur permet d’influencer les décisions à leur avantage. Les décisions prises à Ottawa ont toujours visé la maximisation de la croissance nationale ce qui a provoqué un processus cumulatif de croissance centré sur l’Ontario. Malgré la présence de francophones à Ottawa, les disparités régionales n’ont cessé de s’accroître et les centres d’activité industrielle ont continué de s’éloigner du Québec. Dans le système actuel, l’État québécois est dépourvu des moyens politiques et financiers pour restructurer sa propre économie et contrer les tendances à la concentration du développement en Ontario et dans l’Ouest. D’où la nécessité de faire de l’État du Québec un centre de décision qui contrôle les instruments stratégiques du pouvoir.

Le projet souverainiste offre des garanties institutionnelles à la persistance de la communauté francophone alors que dans le régime fédéral nous n’avons pas de pouvoirs assurés. L’évolution du fédéralisme est déterminée par les rapports de forces démographiques, économiques et politiques, et à l’intérieur de ces rapports la seule certitude que nous pouvons avoir, c’est que nous serons toujours minoritaires et à la merci du pouvoir des autres. Certes, on peut à l’occasion obtenir des concessions qui respectent partiellement les priorités du Québec. Mais une concession est aléatoire. Elle ne change pas la structure du pouvoir. Elle peut être modifiée selon les exigences de la conjoncture électorale ou encore pour des raisons qui sont imprévisibles actuellement. Dans le fédéralisme, jamais en tant que peuple, nous ne pourrons contrôler les centres de décisions. Au lieu d’être soumis à la logique d’un pouvoir qui ne dépend pas de nous, par la souveraineté, nous pourrons ramener ce pouvoir à notre portée, afin que les décisions reflètent nos exigences de développement. C’est le sens et l’importance de l’égalité politique et c’est l’enjeu fondamental du conflit Canada-Québec. Il s’agit de mettre la logique de la politique à notre service pour que le Québec soit égal au Canada sur le plan politique, c’est-à-dire responsable de son avenir grâce au contrôle des pouvoirs d’un État souverain.

[52]

[53]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 4

DEUX DISCOURS
POUR LE CHOIX
D’UN PAYS

La propagande référendaire

[Retour à la table des matières](#tdm)

En prenant le pouvoir en 1976, le gouvernement du Parti québécois savait que son option souverainiste ne ralliait pas une majorité de Québécois. Il comptait sur l’efficacité de sa gestion des affaires publiques pour convaincre les citoyens du bien-fondé de son option. Mais l’approche pédagogique du bon gouvernement ne donna pas tous les fruits escomptés. Les échecs successifs aux élections partielles et les divers sondages laissaient peu d’espoir de victoire des souverainistes au référendum. On a donc cherché à différer le choix définitif sur le statut politique du Québec en circonscrivant l’objet du référendum à un mandat de négocier et en annonçant la tenue d’un second référendum pour entériner les résultats des négociations visant à réaliser l’égalité politique des peuples québécois et canadien. On demandait aux [54] Québécois d’ouvrir la porte à un changement de régime politique et de soutenir le renforcement du pouvoir québécois.

Or, cette démarche pour un changement progressif a été contrée par les partisans du non qui ont réussi à convaincre les Québécois que l’enjeu du référendum était la séparation immédiate du Québec et la destruction du Canada. Ainsi, la propagande du non a réussi à imposer son interprétation du sens à donner à la question, alors que les forces pour le oui n’ont pas su faire accepter leur démarche constitutionnelle. Comme le notait le Premier ministre dans son analyse des résultats : le 20 mai on a voté sur le deuxième référendum et non sur le premier. Un militant péquiste de la région de Montréal expliquait ainsi la défaite du oui : « Le post-mortem de la campagne nous porte à croire qu’il y a eu une faiblesse du côté du contenu de notre message mais peu sur le plan organisationnel » [[8]](#footnote-8). Ces deux interprétations signifient que la propagande politique a joué un rôle important dans cette campagne référendaire.

L’efficacité de la propagande du non n’explique pas tellement l’échec du oui mais davantage l’amplitude de l’écart entre les oui et les non. Le bien-fondé de cette hypothèse est en partie justifié par une des caractéristiques de cette campagne mise en relief par les sondages : l’oscillement de l’opinion publique vis-à-vis de la question posée par le gouvernement. En juin 1979, le sondage Cloutier établissait qu’il y avait une majorité favorable au mandat de négocier. En février 1980, après l’élection fédérale qui reportait les libéraux au pouvoir, le premier sondage CROP révélait qu’il y avait une forte majorité en faveur du non. Puis après le débat à l’Assemblée nationale, le pendule se déplaça en direction du oui. Enfin, avec l’intensification de l’effort de propagande du non et l’entrée en scène des fédéraux qui utilisèrent les fonds publics de l’État fédéral pour faire valoir le Canada, le non reprit le dessus, puis conserva et élargit [55] son avance. Pour ce faire, il fallait attirer le soutien des hésitants et des indécis. Ceux-ci furent séduits par le discours fédéraliste et basculèrent presque tous dans le camp du non. Il faut dire que l’inertie des convictions allait dans le sens du non. Les thèses fédéralistes étaient plus faciles à faire accepter car, selon Gérard Bergeron [[9]](#footnote-9), elles n’offraient pas de surprise désagréable. Elles étaient plus sécurisantes, ne sous-tendant aucun changement de structures.

Il faut aussi tenir compte du fait que le camp du non pouvait compter sur un capital idéologique accumulé depuis plus d’un siècle par la propagande fédéraliste. Les nationalistes canadiens-français, dans le passé, ont toujours proclamé leur appartenance au Canada. Même les plus ardents défenseurs des Canadiens français, comme Lionel Groulx, n’ont jamais prêché l’indépendance du Québec. Le nationalisme québécois, quoique en expansion, est relativement jeune. Il n’a que vingt ans. Même s’il a réussi à socialiser et à mobiliser les énergies des forces vives de la société québécoise, il avait encore du chemin à faire. Beaucoup de Québécois se définissent comme Canadiens français et se reconnaissent comme Canadiens par atavisme culturel. Il faudra tenir compte de cette dimension dans l’analyse de la propagande référendaire.

Une campagne référendaire est donc une occasion propice à l’analyse de l’influence de la propagande politique. L’observation est plus facile que lors d’une élection où il y a multiplicité des acteurs, des programmes et des thèmes qui varient aussi selon les régions et la personnalité des candidats. Un référendum permet de mieux apprécier le rendement d’une propagande politique car il porte sur un seul thème et le nombre des acteurs est plus restreint, de sorte qu’il y a moins de facteurs susceptibles d’influencer l’opinion publique.

L’intérêt d’une telle étude est de mettre en relief les arguments utilisés par les forces en présence pour faire [56] valoir leur option. Ce qui nous intéressera ici, c’est d’étudier la propagande comme reflet de l’idéologie des classes et des partis en lutte. La propagande peut servir d’indicateur pour déceler quelles sont les valeurs dominantes dans une société. En effet, de par sa logique même, la propagande pour réussir doit identifier et refléter ces valeurs. La propagande n’est pas que pure manipulation. Les forces politiques ne peuvent s’en remettre uniquement aux techniques de la communication et de la persuasion, au viol des foules, pour imposer leur vision du monde et prendre le pouvoir. On ne viole plus le public, on le séduit. Certes, la propagande est généralement définie comme la gestion des attitudes collectives par la manipulation relativement délibérée de la pensée et de l’action des autres par l’utilisation des symboles politiques[[10]](#footnote-10). Mais un propagandiste ne peut pas faire accepter n’importe quelle image, idée ou symbole. Puisqu’il cherche l’identification du plus grand nombre aux thèses proposées, cela implique que l’image suggérée doit correspondre à la perception propre du citoyen. C’est en partant des idées ou des valeurs déjà présentes chez sa clientèle cible qu’il peut orienter les choix. Sa réussite dépend donc de sa perception des attentes cachées ou informulées du récepteur du message.

La stratégie de l’émetteur est d’orienter à son profit la subjectivité du récepteur en engourdissant les réactions négatives et en activant celles qui sont positives. Une des conditions du succès de cette stratégie c’est que l’émetteur persuade le récepteur de sa propre soumission aux désirs, aux besoins de celui qu’il cherche en fait à soumettre par la conviction. L’émetteur doit dissimuler le fait que ce qu’il promet comme satisfaction des intérêts des récepteurs sert en réalité ses propres intérêts.

Il y a donc une relation de réciprocité asymétrique entre le propagandiste et l’opinion publique, le premier jouant un rôle actif, structuré, mais surtout structurant, alors que la dimension structurante est plus faible pour [57] l’opinion qui est, en dernière instance, non pas le résultat arbitraire de l’addition d’une multitude de volontés individuelles, mais plutôt un construit modelé par les appareils idéologiques ou, autrement dit, par la propagande des divers pouvoirs. Dans cette relation structurelle, la puissance financière constitue aussi un facteur déterminant de l’influence politique.

Ce facteur a pesé lourdement sur les résultats référendaires. La loi sur les consultations populaires (loi 92) imposait l’égalité entre les deux options comme règle du jeu. Mais elle fut violée par le gouvernement fédéral qui déséquilibra les rapports de forces en dépensant des sommes évaluées à plus de $5 millions pour soutenir la cause du fédéralisme alors que les deux comités pour le oui et pour le non étaient limités par la loi à environ $2 millions. En 1980 le gouvernement fédéral a dépensé $54 millions en publicité. L’organisme qui a le plus dépensé fut comme par hasard le Centre d’information sur l’unité canadienne (relevant du ministère de la Justice) qui a englouti $13,6 millions entre le 1er avril 1980 et le 31 mars 1981. La lutte référendaire ne s’est donc pas faite à armes égales.

Nous essaierons par cette modeste contribution analytique de mieux comprendre la société québécoise et les forces qui l’animent, en examinant à travers la propagande pour le oui et pour le non le rapport ou le mouvement entre la société québécoise et ses idéologies, et la représentation qu’en donnent les discours politiques. Nous analyserons donc les prises de position des principaux acteurs de la campagne référendaire afin de dégager les deux thématiques en conflit et d’évaluer leur pertinence pour les diverses classes sociales.

« Ô Canada, mon pays, mes amours »

« Nous autres dit couramment ce peuple à propos de lui-même marquant ainsi d’un mot l’intime ambiguïté de son identité ».

Michèle Lalonde, *Défense et illustration de la langue québécoise*, p. 53.

Les francophones à travers leur histoire ont toujours eu un problème d’identité. Leur sentiment d’appartenance à une communauté nationale a été incertain, d’où les [58] nombreuses variations dans leur auto-définition : Canayens, Canadiens français, Québécois. Cette appartenance ambiguë s’est traduite par deux formes de nationalisme qui se sont côtoyées et entremêlées, l’une plus canadienne, l’autre plus québécoise. Cette ambivalence chronique de notre sens de la communauté reflète notre statut de nation minoritaire et notre volonté d’affirmation collective à l’intérieur d’une structure politique que nous ne contrôlons pas et dont nous dépendons.

Tout en accusant de façon démagogique le nationalisme québécois d’être source d’ambivalence [[11]](#footnote-11), Claude Ryan déclarait sans sourciller le 19 mai 1980 : « Le Québécois de 1980 est celui que je retrouve rempli de fierté à l’endroit de sa double appartenance au Québec et au Canada » [[12]](#footnote-12). Si cette double déclaration n’est pas une fourberie, c’est du moins de la confusion sciemment entretenue. Il est de bonne guerre de reprocher à ses adversaires ce qu’on pratique soi-même.

Une accusation ne coûte rien. Mais elle est une arme de propagande efficace car elle oblige l’adversaire à se défendre, à répondre, et ainsi ce dernier donne l’impression d’avoir quelque chose à se reprocher parce qu’il cherche à se justifier. Cette tactique de contre-propagande consiste à utiliser les points forts de l’adversaire et à les retourner contre lui. Il s’agit de transformer la force en faiblesse en accusant l’autre de faire ce que l’on fait. Ceci a pour effet d’occulter les différences entre les forces en présence. La dévalorisation de l’autre qui en résulte permet par la suite de faire valoir ses propres arguments.

La propagande opère toujours sur un substrat préexistant. Elle ne part pas du néant et ne peut imposer n’importe quoi aux masses. Elle doit se rattacher à l’attitude de base du public. Elle doit donc partir de ce qu’il ressent pour l’amadouer et l’amener sur son propre terrain. Pour infléchir une opinion dans une direction, il ne faut pas l’affronter. Il faut commencer par se déclarer d’accord avec l’opinion la plus répandue afin de [59] l’exploiter à son profit. Voilà en quoi consiste le processus de détournement idéologique qui est l’objectif de la contre-propagande.

La propagande du non a donc cherché, dans un premier temps, à enlever aux souverainistes le monopole de l’identité québécoise. Avec la Révolution tranquille, le Canadien français a eu tendance à se donner une nouvelle identité québécoise. Le sentiment d’appartenance au Québec a accompagné la croissance des fonctions de l’État du Québec et s’est imposé grâce à la montée des mouvements indépendantistes, au travail des créateurs culturels et, enfin, grâce à l’image projetée par les divers partis qui ont assumé la gouverne politique. Cet acquis culturel ne pouvait être attaqué de front ou négligé par les partisans du non. Les fédéralistes ne pouvaient opposer directement à l’identité québécoise qui risquait de favoriser les souverainistes, l’appartenance au Canada qui a toujours eu une légitimité beaucoup plus économique qu’affective. Les stratèges du non devaient désamorcer l’efficacité idéologique de la québécitude et, si possible, la récupérer au profit de l’identité canadienne. Il fallait transformer ce qui avait toujours été considéré comme une affaire d’argent — le fédéralisme canadien — en une affaire de cœur. Pour ce faire, l’ancien directeur du Devoir modernisa le credo nationaliste d’Henri Bourassa fondateur dudit journal, en proposant une hiérarchie de sentiments patriotiques à l’intérieur de laquelle l’identité québécoise se subordonnait à l’identité canadienne. Il fut épaulé en cela par les chants d’amour provenant du Canada anglais.

Cette entreprise de détournement du sens de l’identité collective fut amorcée par le lancement du slogan « Mon non est québécois », lors du congrès d’orientation du parti libéral qui consacrait le statut provincial du Québec dans le projet de réforme constitutionnelle du parti libéral. On délaissait allègrement les revendications traditionnelles du Québec en matière de partage des pouvoirs, allant même jusqu’à envisager l’abandon des pouvoirs de taxation. Et du même souffle, on proclamait sa fierté d’être Québécois. Le choix au référendum devait [60] être Québécois. Il s’agissait de choisir que le Québec reste une province comme les autres, c’est-à-dire un niveau de pouvoir subordonné et dépendant, jouant un rôle fonctionnel de courroie de transmission des décisions importantes, lesquelles devaient relever du pouvoir central à Ottawa. Dans cette perspective, « Mon non est Québécois » pouvait se transformer ultérieurement en « le Canada est mon pays ». Il s’agissait ainsi de rendre le Québec impossible comme pays tout en faisant croire que cette inexistence était profitable et préférable à l’émancipation politique et à la souveraineté. Le Québec des libéraux n’a rien de comparable à celui qui est défini par les nationalistes québécois. C’est le Québec du statu quo politique. C’est le Québec défini essentiellement comme une entité culturelle, dépourvu de pouvoirs réels, minoritaire et dépendant. C’est, en somme, le Québec d’antan, tel que l’avaient conçu les nationalistes traditionnels qui, comme H. Bourassa, L. Groulx et M. Duplessis, mais avec des tonalités différentes, ont toujours prêché l’appartenance du Québec au Canada et défendu la constitution canadienne.

L’appel à la double appartenance a surtout réveillé la sensibilité nationaliste de ceux dont la socialisation politique s’est déroulée entre 1920 et 1960. Il ne faut pas oublier que dans le champ des idéologies au Québec, le nationalisme a contenu pendant longtemps une dimension messianique pan-canadienne et que l’hymne « O Canada » a conservé pour beaucoup de gens une valeur de symbole. La propagande fédéraliste a exploité avec succès cette dimension latente de notre conscience collective où le rêve messianique de reconquérir le Canada n’a pas été abandonné.

Alors qu’il y a un siècle, notre mission était de porter le flambeau de la civilisation et de la chrétienté, aujourd’hui, selon les chantres du fédéralisme, notre mission serait de conserver l’héritage fictif laissé par nos pères, le fédéralisme canadien et la grandeur du Canada [[13]](#footnote-13). « Il est interdit, déclarait Jeanne Sauvé aux [61] Yvettes, de trahir ceux qui ont autrefois ouvert le chemin de l’Ouest » [[14]](#footnote-14). Encore une fois, la mythologie des pionniers, l’argument de la perte de l’héritage touchait la corde sensible des personnes âgées. Selon P. E. Trudeau, il fallait « dire non à ceux qui veulent démolir la maison, nous enlever notre héritage, nous priver du territoire canadien » [[15]](#footnote-15). Ainsi, les souverainistes portaient la responsabilité de ce qui avait été réalisé en pratique il y a deux siècles par la colonisation britannique. Bel exemple d’inversion de l’histoire.

Progressivement, au cours de la campagne référendaire, on mettra de plus en plus l’accent sur l’identité canadienne et on insistera moins sur l’identité québécoise. Pour ce faire, on fera appel à la grandeur géographique du Canada, à la beauté de ses paysages, à la richesse de ses ressources. Sur un ton apocalyptique, on incitera les Québécois à voter non s’ils veulent demeurer co-propriétaires des Montagnes Rocheuses et des puits de pétrole de l’Alberta. Certains analystes ont fait ressortir à cet égard que le mythe de « nos Rocheuses » répondait en particulier au besoin d’évasion chez les femmes âgées cantonnées dans leur foyer. En plus, il offrait une image neutre et positive.

« Le Canada j’y suis, j’y reste pour ma liberté, ma sécurité, ma prospérité ». « Le Canada est l’un des pays au monde où le niveau de vie est le plus élevé » [[16]](#footnote-16). « Dire non au repli sur soi prêché par les péquistes pour pouvoir dire oui au renouvellement de la fédération canadienne deviendra dès lors une question de fierté et d’affirmation de soi » [[17]](#footnote-17). « Non parce que le Canada est mon pays et j’en suis fier » [[18]](#footnote-18). Ainsi s’opéra la transmutation du nationalisme québécois en nationalisme canadien, ce dernier étant plus vertueux et plus respectable, parce que conforme aux intérêts dominants.

[62]

Prendre un non pour un oui
ou des vessies pour des lanternes

Le deuxième objectif de la propagande fédéraliste consistait à convertir une négation en affirmation. Les stratèges fédéralistes étaient conscients des dangers d’une argumentation essentiellement négative parce que les réponses positives ont tendance à l’emporter plus souvent que les réponses négatives. Ainsi, les dirigeants du Parti libéral déclaraient en juillet 1979 qu’ils ne soumettraient pas de projet de réforme constitutionnelle, mais ils se ravisèrent en cours de route et élaborèrent le Livre beige afin de présenter une alternative au Livre blanc du gouvernement. Par la suite, durant la campagne proprement dite on assista à un chassé-croisé de non=oui et de oui=non qui constitue un autre bel exemple de détournement idéologique.

Mais avant d’expliquer le sens de la réponse, les partisans du non attaquèrent le contenu de la question afin d’en modifier l’enjeu aux yeux de l’opinion publique. Cette bataille d’interprétation de la question fut décisive dans la campagne référendaire car elle mit en évidence une des faiblesses de la stratégie souverainiste : la complexité de la démarche pour le changement de statut politique du Québec, à laquelle les fédéralistes opposèrent la simplicité et la clarté de leur option. On assista alors à une autre entreprise de détournement idéologique. Ce fut la plus belle réussite de la propagande fédéraliste, car elle mettait les souverainistes sur la défensive et jetait des doutes dans l’esprit du public sur la bonne foi du gouvernement qui était insidieusement accusé de manipuler l’opinion publique et de vouloir la tromper. C’était atteindre le sublime dans l’art de la mystification.

Les leaders fédéralistes martelèrent l’opinion publique de déclarations qui taxaient la formulation de la question d’être malhonnête, confuse et ambiguë. Ils s’attaquèrent même à la validité du référendum qui représentait, à leurs yeux, une fraude intellectuelle parce que la question dissimulait l’objectif réel du Parti [63] québécois : la séparation du Québec du reste du Canada [[19]](#footnote-19). Un oui au référendum allait être un oui à l’indépendance du Québec. Puisque le gouvernement demandait un mandat pour négocier la souveraineté-association, et puisque personne dans le reste du Canada n’acceptait de négocier, dès lors la question n’avait pas beaucoup de crédibilité. En conséquence, la campagne du camp fédéraliste se concentra non pas sur la mise en marche d’une nouvelle entente entre le Québec et le Canada, mais sur l’aboutissement du processus : la souveraineté du Québec. L’intensité de l’effort de propagande portant sur cet aspect du débat contrait la stratégie des souverainistes qui comptaient attirer le soutien des Québécois non encore souverainistes mais favorables à l’extension des pouvoirs du Québec. Ces votes stratégiques qui voulaient renforcer la position de négociation du Québec, étaient acculés au pied du mur par la propagande du non qui associait le oui à la séparation du Québec, réduisant à néant leur marge de manœuvre et leur capacité d’influencer les Québécois indécis mais désireux d’obtenir des changements constitutionnels. Ce groupe de Québécois était la cible stratégique de la campagne référendaire, car de son soutien dépendait la victoire ou l’échec des partisans du oui ou du non. Tous les sondages avaient montré qu’il y avait une large majorité de Québécois acquis à l’idée de la nécessité urgente de changements constitutionnels. Les souverainistes tentèrent de les convaincre de voter oui pour débloquer les négociations qui stagnaient depuis vingt ans et pour donner plus de force de négociation au Québec, sans nécessairement opter pour la souveraineté. Il s’agissait en votant oui d’ouvrir la porte au changement et de donner au Québec le pouvoir de marchandage nécessaire pour maximiser ses gains. De toutes façons, les Québécois resteraient maîtres de la décision finale concernant le statut politique du Québec, car les résultats des négociations devaient être sanctionnés par un autre référendum. La porte pouvait toujours être refermée.

[64]

Cette dialectique était habile par sa prudence et sa pondération, mais difficile à manœuvrer dans les discours de propagande qui, par définition, doivent viser la simplicité de l’argumentation. On pouvait dire oui pour plusieurs raisons en ayant des objectifs politiques différents.

Les stratèges du non exploitèrent avec succès ce point sensible en diffusant un seul mot d’ordre : « Plus j’y pense, plus c’est non ». « Non à la séparation, à la division ». « Il faut choisir l’indépendance ou le fédéralisme renouvelé. Si je vote oui, je donne un coup de ciseau et à bien y penser, un coup de ciseau de trop » [[20]](#footnote-20). « Si jamais le P.Q. obtenait le oui au référendum, ce serait le début d’une crise majeure au Canada, parce que le P.Q. tenterait de réaliser la séparation totale » [[21]](#footnote-21). « Voter oui n’est pas une solution pour ceux qui veulent des changements car un oui au référendum signifiera en réalité un vote pour le statu quo et mènera à une impasse puisque les autres provinces ont affirmé qu’elles ne négocieraient pas la souveraineté-association » [[22]](#footnote-22). « Pour éviter le cul-de-sac, il faut voter non, parce qu’un non massif signifiera un oui au fédéralisme renouvelé » [[23]](#footnote-23). « Les fédéralistes sincères qui voteront oui pour donner du pouvoir de marchandage au gouvernement péquiste jouent avec le feu et prennent d’énormes risques politiques » [[24]](#footnote-24).

Dire non, c’est dire oui au changement, « Dire non au projet du gouvernement, ce sera un oui profond, un oui intense à ce qu’il y a de mieux dans notre tradition québécoise, à ce qu’il y a de mieux dans la grande tradition canadienne, un oui au défi plus large, au défi plus positif, au défi plus généreux que nous propose le [65] Canada d’aujourd’hui et, encore bien davantage le Canada de demain » [[25]](#footnote-25). Mais, au-delà de cette promesse de changement qui n’est d’ailleurs pas nouvelle, on ne propose aucun engagement précis. Le contenu du fédéralisme renouvelé qui aurait pu et aurait dû être défini pendant les 17 années de pouvoir des libéraux, n’est pas précisé, et surtout le Livre beige n’est pratiquement pas invoqué comme solution de rechange durant la campagne. D’ailleurs, cette absence de contenu était la condition de l’unité fragile des forces fédéralistes.

Le secret du succès de la propagande du non a été un savant dosage de menace, de peur et d’espoir, ces ingrédients étant liés par une image idyllique du Canada, pays d’anges et de merveilles. La propagande du non a surtout joué sur deux ressorts psychologiques : la peur et l’exaltation, en les faisant alterner et en identifiant le oui au risque, à l’incertitude, et le non à la beauté et aux avantages du Canada.

« Canada, grand pays que nous avons découvert, exploré, défriché, pays qui nous appartient, terre d’avenir où il y a abondance de richesses partagées entre les provinces, pays de stabilité et de prospérité grâce au fédéralisme qui garantit la liberté et la sécurité » [[26]](#footnote-26). Comment pouvait-on ne pas choisir le paradis fédéraliste ? Pourquoi dire oui et descendre aux enfers ?

Comment unir les humbles aux puissants ?

Par le terrorisme économique. La bourgeoisie canadienne sentant que ses intérêts pouvaient être affectés par une nouvelle entente Québec-Canada s’est engagée à fond dans la campagne référendaire en soutenant financièrement et idéologiquement le camp fédéraliste. Parce qu’elle contrôle le pouvoir économique, ses prises de position avaient une influence considérable sur l’opinion publique et visaient surtout à atteindre les citoyens les plus fragiles de la société. Cette propagande [66] associait l’option souverainiste à l’insécurité économique, à l’appauvrissement des Québécois en insinuant que sans le Canada, le Québec était voué à la dégradation de son économie, alors que, dans le cadre du fédéralisme, la prospérité était assurée. Pour assurer son hégémonie, la bourgeoisie avait besoin de l’appui des classes populaires et, pour arriver à ses fins, elle capitalisa sur la situation de dépendance des catégories de citoyens les plus démunis économiquement.

En plus de financer la campagne publicitaire du non par l’intermédiaire de la Fondation Pro-Canada, les hommes d’affaires canadiens diffusèrent par le biais de leurs organisations patronales ou par des déclarations publiques des prises de position alarmistes sur l’avenir d’un Québec souverain. Ainsi, le 9 avril, le Conseil du patronat du Québec prophétisait qu’un Québec souverain ne pourrait pas faire face à ses engagements financiers ni assumer ses responsabilités dans le domaine de la sécurité sociale. Il ne pourrait non plus éviter d’augmenter les impôts.

Cet argument de faillite financière et de l’augmentation des impôts sera repris systématiquement par les leaders du non. Selon Jean Lesage, « Un Québec souverain devrait augmenter le fardeau fiscal des contribuables de 20 à 30 pour cent » [[27]](#footnote-27), s’il voulait être en mesure de continuer à payer les allocations familiales. Selon Marc Lalonde, « Un Québec indépendant aurait un déficit énergétique de $16.6 milliards » [[28]](#footnote-28). « Par exemple, une famille possédant une maison, une automobile et consommant normalement se verrait imposer un fardeau supplémentaire annuel de $1250 » [[29]](#footnote-29). L’alternative est nette : progresser avec les richesses énergétiques du Canada ou reculer avec le projet souverainiste. Selon André Ouellet, « Un Québec souverain ne pourrait assurer les mêmes services sociaux même si les impôts payés à [67] Ottawa par les Québécois revenaient au gouvernement du Québec » [[30]](#footnote-30). Selon Monique Bégin, « dans un régime de souveraineté-association, le gouvernement québécois ne pourrait continuer à payer les pensions de vieillesse et les mesures de bien-être social sans hausser sensiblement les impôts » [[31]](#footnote-31). Enfin, C. Ryan reprit le même argument le 23 avril. Ces menaces étaient répercutées dans les centres d’accueil pour personnes âgées et rappelées insidieusement avec l’envoi des chèques de pension de vieillesse.

Ces prophéties de malheur, de crises économiques sont indémontrables, mais elles ont une grande efficacité persuasive sur ceux dont la situation économique est précaire. Elles suscitent des craintes, des peurs qu’aucune argumentation rationnelle ne peut effacer, de sorte que les partisans du oui seront incapables de faire valoir leur point de vue sur les avantages économiques de la souveraineté-association. Ils dénonçaient les effets négatifs de la dépendance politique et économique du Québec. Mais cette critique demeurait abstraite dans la mesure où elle portait sur des aspects structurels, sur des problèmes qui ne sont pas immédiatement visibles et sensibles dans la vie de tous les jours. À l’inverse, les tenants du non pouvaient invoquer les avantages matériels à court terme du fédéralisme, comme les paiements de transfert aux individus, la péréquation, le prix du pétrole, qui avaient des incidences directes et concrètes pour les citoyens. Leurs arguments avaient plus de crédibilité parce qu’ils faisaient appel à des politiques connues, concrètes, même si celles-ci étaient conjoncturelles, éphémères et camouflaient des inégalités de développement résultant de la structure de dépendance entretenue par le fédéralisme. On pouvait ainsi faire croire aux agriculteurs, aux chômeurs, aux assistés sociaux, aux mères de famille, aux retraités qu’ils allaient être défavorisés et appauvris s’ils votaient oui au référendum. La propagande du non jouait sur les [68] effets de la dépossession et de l’aliénation en faisant miroiter les intérêts immédiats des individus, alors que celle du oui mettait en évidence les causes structurelles de notre situation et insistait sur les intérêts de la collectivité dans une perspective de développement à long terme.

Solidarité, continuité, égalité = souveraineté

Toute propagande se heurte à de très grandes difficultés dès qu’elle vise à changer et non simplement à confirmer les opinions ou les comportements de son audience. Conscients de cette réalité, les stratèges du oui ont tenté de réduire l’effet de la peur devant le changement. Pour ce faire, ils ont limité la portée de la question et fait appel à des thèmes très généraux et abstraits comme la continuité, la solidarité et l’égalité, pensant ainsi dédramatiser l’enjeu et obtenir un large appui populaire. Cette approche digne, sereine et confiante contrastait fortement avec celle du non qui était agressive, furibonde et virulente.

On a surtout misé sur le sens de l’identité collective des Québécois, sur leur sentiment d’appartenance au Québec. On a fait appel à la tradition des luttes autonomistes. On a fait valoir la nécessité de la souveraineté-association pour garantir l’avenir. Le thème de la solidarité fut à la base non seulement du discours politique des partisans du oui, mais il servit aussi à structurer l’organisation de la campagne qui fut axée sur les prises de position et l’adhésion d’individus et de groupes provenant de tous les milieux. Il s’agissait de favoriser la multiplication des regroupements pour le oui à tous les niveaux de la société et provenant de tous les horizons politiques afin de rendre tangible ce mouvement de solidarité sur lequel devait reposer la construction de l’avenir du Québec.

Du regroupement national pour le oui au regroupement des amis de Jocelyne pour le oui, en passant par les regroupements de rues, de quartiers, de syndiqués, [69] d’étudiants, d’artistes, de professionnels, etc., tous ces témoignages de solidarité et d’adhésion au principe de l’égalité politique entre les peuples devaient avoir des effets d’entraînement à la base, provoquer la contagion, la confiance et la fierté et faire ainsi pénétrer le message dans la population. On estimait qu’une approche personnalisée serait plus sécurisante, et que le fait de voir des gens connus ou des proches dans le milieu de travail, dans le quartier ou dans les organisations locales s’afficher pour le oui, réussirait à donner confiance aux indécis ou aux hésitants et les persuaderait du bien-fondé de la souveraineté-association. Il s’agissait de convaincre par l’influence des gens du milieu et de créer un vaste mouvement, une vague populaire en faveur du oui.

Cette stratégie échoua non pas en raison du manque de regroupements pour le oui, car il y en eut plus de huit mille qui se constituèrent dans un court laps de temps, ce qui en soi représente un phénomène unique dans l’histoire politique du Québec. On sentit effectivement monter un courant de solidarité à travers le Québec, mais il n’engendra pas l’effet d’entraînement escompté. Pourquoi ? Pour deux raisons principales.

D’abord, l’efficacité de cette stratégie dépendait d’une variable aléatoire, le rôle des média d’information qui devaient répercuter dans le public ces adhésions. Ceci était crucial, car l’effet de persuasion attendu était dépendant de la diffusion des adhésions. Il semble que dans une région comme le Saguenay-Lac-St-Jean, les média jouèrent le rôle de courroie de transmission de façon efficace, mais ce ne fut pas le cas ailleurs. Ainsi, dans la région de Montréal, la formation des regroupements passa presque inaperçue, les journalistes ne se rendant pas aux conférences de presse. Par exemple, la formation du Regroupement des Montréalais pour le oui eut peu d’écho dans La Presse, Le Devoir et dans les média électroniques, en dépit de la convocation de deux conférences de presse. La couverture de ces événements fut insuffisante pour leur assurer un rayonnement efficace.

[70]

De plus, à cause de la structure de l'information qui favorise le « star System », la « couverture » de la campagne par les média a attiré l’attention du public sur le combat des chefs, allant à l’encontre de la stratégie de dispersion et de pénétration en profondeur qu’on avait encouragée par la multiplication des adhésions individuelles et collectives.

L’autre raison de cet échec est à chercher dans l’attitude des dirigeants du Parti québécois qui, malgré leurs prétentions à départisaner la campagne, refusèrent d’ouvrir le cercle des responsabilités. Le bureau du Premier ministre a gardé un contrôle jaloux sur l’orientation de la campagne. Il n’y eut pas de véritable décentralisation des prises de décision. Les thèmes et les mots d’ordre étaient fixés par quelques éminences grises et les organisations de comté du parti et les regroupements pour le oui n’avaient qu’à les répercuter. Cette façon de procéder assurait certes la cohésion de l’action mais elle était frustrante pour les militants qui devenaient de simples exécutants bénévoles sans capacité d’initiatives. Ce rapport d’autorité explique en partie la mobilisation tiède des militants souverainistes qui ne furent pas aussi « contagieux » qu’on l’espérait en haut lieu. Le mot d’ordre « soyez contagieux » n’a pas fonctionné. En réalité, les divers regroupements pour le oui ne servaient qu’à accumuler des signatures et à obtenir des adhésions de témoignage. On n’encourageait pas l’engagement actif. Il s’agissait de regroupements potiches et non de groupes de militants orientés vers l’action. Il n’y avait rien à faire sinon témoigner et, une fois ce geste accompli, on avait plutôt tendance à rester chez soi ou à se retrouver entre convaincus de sorte que l’effet d’entraînement fut limité. Mis à part les cadres du Parti québécois, beaucoup d’énergie resta inemployée. Il est certain que la résistance au changement et la crainte de l’inconnu sont les principaux facteurs qui expliquent la défaite du oui, mais la stratégie des regroupements aurait pu atténuer leurs effets négatifs si on lui avait attribué un autre rôle que la simple figuration.

[71]

En somme, la campagne du oui, malgré les bonnes intentions, a reposé sur la performance des leaders. Paradoxalement, à l’occasion de ce choix historique, ce qui avait été par le passé la force du mouvement souverainiste — c’est-à-dire la participation, l’ardeur et la ténacité des militants — ne s’est pas manifesté et n’a pas été stimulé par les structures de l’action. La machine du Parti québécois n’a pas tourné à plein régime. Après trois ans de pouvoir, on a pris la mauvaise habitude de regarder les dirigeants agir et de les soutenir moralement. On s’est assoupi. C’est peut-être une conséquence inattendue de la mise en veilleuse du parti depuis 1976 au profit des spécialistes en marketing politique.

La propagande souverainiste avait aussi un long retard à rattraper, car pendant trois ans on s’est fié à la pédagogie du bon gouvernement pour convaincre les Québécois de la nécessité de la souveraineté en leur parlant le moins possible du contenu de la souveraineté-association, lequel n’a été défini qu'à la toute dernière minute dans le Livre blanc. Cette approche était à la limite antinomique, car comment déduire la nécessité de la souveraineté de l’exercice du bon gouvernement et de la défense des intérêts du Québec dans le cadre du fédéralisme ? Les fédéralistes ne manqueront d’ailleurs pas d’exploiter cette ambiguïté [[32]](#footnote-32). Cette façon indirecte d’aborder le problème du Québec en dissociant le projet politique du Parti québécois de l’exercice du pouvoir était certes efficace électoralement, mais ne servait pas le projet souverainiste. Elle avait plutôt pour effet de le minimiser sinon de le faire oublier. Il était téméraire de penser que trois mois de débats référendaires seraient suffisants pour rattraper le temps perdu, d’autant plus que, pendant tout ce temps, les forces fédéralistes étaient sur un pied de guerre et ne se gênaient pas pour utiliser leurs positions de pouvoir afin de convaincre les Québécois des avantages du fédéralisme, ce qui rendait le combat inégal, étant donné les ressources à la disposition des deux ordres de gouvernement.

[72]

Contrairement à la propagande du non qui, dans son argumentation, cherchait à atteindre des groupes précis aux intérêts particuliers, la propagande du oui s’adressait à l’ensemble de la nation et faisait appel à la fierté d’être Québécois. La force de la solidarité collective était évoquée par divers slogans : « Et si ensemble on disait oui ». « Le Québec a besoin de tous les siens ». « Choisir notre avenir à tous ». « Mercredi, on sera fier... d’avoir voté avec confiance en pensant au Québec d’abord » [[33]](#footnote-33). René Lévesque, dans une lettre adressée à tous les Québécois, faisait appel à cette solidarité et à cette identité québécoises : « C’est par la solidarité de toutes les Québécoises et de tous les Québécois que nous pourrons avancer pour de bon dans cette voie de l’égalité. Une solidarité faite de confiance en nous et d’espoir pour nos enfants. Une solidarité à laquelle je vous invite à participer en votant oui mardi prochain » [[34]](#footnote-34). Ce thème sera aussi diffusé par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal qui conclura ainsi une page publicitaire : « Unis, c’est nous qui allons décider du sort du Québec. Divisés, c’est les autres qui le feront à notre place » [[35]](#footnote-35). L’effet mobilisant de ce thème central de la campagne du oui touchait surtout ceux qui avaient l’expérience des luttes collectives ou qui participaient à des groupes organisés comme les syndicats ou les associations de citoyens. Mais les citoyens isolés furent moins sensibles à cette thématique abstraite.

Dans le cadre des sociétés développées, on ne peut pas susciter un soutien politique significatif uniquement en faisant appel à la solidarité nationale, parce que la société est fractionnée. Elle se compose d’une grande diversité de groupes qui connaissent des conditions socio-économiques différentes et qui vivent des sentiments d’appartenance diversifiés de même que des allégeances croisées. Les citoyens sont plus sensibles aux solidarités [73] immédiates qu’à la solidarité collective. Ils sont plus réceptifs à un message à contenu partiel qui se réfère plus directement à leurs intérêts particuliers. La conscience du tout existe mais elle est inerte. Elle est insuffisante comme motivation. Elle est plus facile à mobiliser pour des objectifs de conservation que d’innovation. Elle ne peut être activée qu’en situation de crise, mais l’appel à l’urgence nationale était peu compatible avec la perspective dédramatisante de la démarche péquiste. Dès lors, l’effet d’entraînement ne pouvait qu’être limité.

L’affirmation et la consolidation de l’identité québécoise furent aussi invoquées comme arguments pour voter oui. On fit appel à l’histoire, à la continuité du combat québécois pour légitimer le projet souverainiste. On peut remarquer, à cet égard, que le discours des partisans du oui, hormis quelques variantes de circonstances, a été modelé sur la structure du Livre blanc et développait trois lignes d’argumentation : la continuité, la critique du fédéralisme et les avantages de la souveraineté-association pour le développement du Québec. Cette structure se retrouve presque immanquablement dans tous les discours des ténors du oui, ce qui confirme le caractère centralisé et directif de l’organisation référendaire pour le oui, (voir à cet égard le catalogue du vendeur de la souveraineté-association, « Toute la question est là »).

Pour les souverainistes, le seul héritage que nous a laissé l’expérience canadienne c’est une tradition de résistance à l’assimilation et de lutte pour reconquérir l’égalité politique. L’affirmation politique du Québec est une constante de notre vie collective et cette marche vers l’égalité s’est accélérée depuis 1920 avec les Taschereau, Duplessis, Lesage, Johnson et Bourassa qui n’ont cessé de faire valoir les droits prioritaires du Québec. « La souveraineté-association s’inscrit maintenant dans le prolongement des demandes traditionnelles du Québec ». [[36]](#footnote-36) [74] Cette idée de l’égalité collective est, selon René Lévesque, non seulement profondément enracinée au Québec, mais elle est aussi conforme à un courant de plus en plus universel qui est la reconnaissance de l’égalité entre les peuples. On a donc axé la campagne sur la légitimité et la nécessité de l’égalité, la souveraineté étant présentée comme la réalisation politique de ce principe. Ainsi, en faisant appel à la solidarité, à la continuité et à l’égalité, on pensait dédramatiser l’enjeu du référendum et favoriser l’ouverture au changement. Il s’agissait, par cette approche, de désamorcer le terrorisme psychologique de la propagande fédéraliste.

La critique du fédéralisme porte essentiellement sur la structure d'inégalité qu’entretient ce régime politique qui favorise les intérêts du Canada anglais au détriment de ceux du Québec. Ce régime est source d’injustices pour les Québécois et ne peut répondre aux besoins de développement de la société québécoise. On illustre cette thèse par une kyrielle d’exemples. Les budgets de l’Agence canadienne de développement international ne favorisent pas les agriculteurs québécois. Le Québec s’est fait littéralement rouler dans le choix de l’avion de combat F 18. [[37]](#footnote-37) Le refus fédéral de financer le développement des mines de sel des Îles-de-la-Madeleine montre que les intérêts du Québec ne sont pas prioritaires à Ottawa. Pourquoi ? Parce que nous sommes minoritaires en tant que collectivité et que nous le serons de plus en plus à l’avenir. De plus, avec l’inéluctable processus de centralisation des pouvoirs au niveau de l’État fédéral, le Québec sera de moins en moins en mesure de maîtriser les leviers de développement social et économique. Enfin, le régime fédéral est coûteux, inefficace et entretient des tensions inutiles surtout à cause des chevauchements de juridictions qu’il implique [[38]](#footnote-38). « Le régime fédéral signifie tutelle, subordination, chevauchements des juridictions, conflits incessants... entraves au développement » [[39]](#footnote-39). [75] Tous ces problèmes sont connus depuis longtemps, ayant fait l’objet de nombreuses commissions d’enquête. Mais rien n’a été fait pour reconnaître la dualité des nations au Canada, et aucune réforme de la constitution ne pourra satisfaire les intérêts du Québec. Les multiples conférences constitutionnelles en sont la preuve.

Le Québec a besoin de la souveraineté pour se développer. Le Québec est arrivé à maturité. Il a la créativité, le dynamisme, les ressources et les compétences pour assumer son destin. À cette étape du discours, les tenants du oui faisaient valoir les nombreuses réalisations du gouvernement depuis trois ans. Mais cet esprit d’initiative, ce dynamisme ne peut s’épanouir pleinement car il lui manque les leviers de commande indispensables. « Le pouvoir exclusif de faire ses lois et de contrôler ses impôts est essentiel au Québec s’il veut asseoir sur son immense potentiel économique toutes les dimensions de son développement [[40]](#footnote-40).

À l’argument du pétrole de l’Ouest non renouvelable, on opposait l’immense potentiel hydro-électrique, renouvelable celui-là. La souveraineté sera donc un instrument efficace de prospérité, car elle ramènera les centres de décisions au Québec. Les Québécois seront maîtres chez eux s’ils votent oui au référendum. Il ne s’agit pas de détruire le Canada, mais de négocier un nouveau contrat qui instituera le principe de l’égalité entre les deux peuples fondateurs et maintiendra avec le reste du Canada une association économique étroite comportant l’usage de la même monnaie.

Cette nouvelle entente est indispensable à la survie et à l’épanouissement de la communauté francophone en Amérique du Nord. Dire oui c’était confier au futur État du Québec la responsabilité d’être le maître-d’œuvre de notre avenir collectif en rapatriant les centres d’autorité. C’était non seulement accepter le changement de structure politique mais aussi cautionner implicitement un projet de développement socio-économique.

[76]

La propagande du oui a donc fait appel à des valeurs dynamiques orientées vers le changement, en continuité avec la perspective amorcée par la Révolution tranquille. Intérêt, contrôle, pouvoir, décision, compétence, responsabilité, changement, développement, égalité, sont des notions abstraites qui foisonnent dans le discours souverainiste, celui-ci suivant une facture analytique et critique de l’ordre politique établi. Il développe une logique du manque, de l’absence, de la dépossession des pouvoirs pour justifier ses appels au changement. À l’inverse, le discours fédéraliste fait appel à la logique de la présence dans le système et fait valoir les acquis tangibles qu’elle permet. Il semble bien que la portée de la crédibilité de l’acquis soit plus grande que celle du possible, surtout lorsque le manque est collectif et qu’il n’affecte qu’indirectement la vie des individus. La conscience de l’intérêt immédiat prime sur la conscience de l’intérêt stratégique.

La victoire des grands pouvoirs

Si on exclut l’appel à la fierté d’être Québécois, le discours souverainiste fait surtout référence à des valeurs froides, abstraites, conceptuelles qui n’ont pas de rapport direct avec le vécu immédiat des individus. La réceptivité de ce message est liée au raisonnement parce qu’elle implique la conscience d’un rapport d’inégalité entre le fédéral et le provincial, entre la majorité anglophone et la minorité francophone et entre le système économique et le système politique. Elle suppose une compréhension des relations de pouvoir et donc une logique relationnelle visant la saisie de la globalité et valorisant le collectif. Sa force de conviction dépend du taux de scolarisation et de l’éducation politique, car elle fait appel aux connaissances historiques, sociologiques et économiques pour justifier ses conclusions et ses projets. Son champ de mobilisation s’étend aux couches sociales en ascension qui pratiquent l’action collective, qui éprouvent plus directement la contradiction entre leurs capacités et les limites que leur impose la structure du pouvoir, et qui lient leur situation personnelle [77] à celle de leur groupe d’appartenance. C’est une pensée consciente des effets de structure sur le plan social et politique. Ces couches n’ont pas encore réussi à faire accepter leur direction par l’ensemble de la société. Elles sont bloquées par la résistance des élites traditionnelles qui, grâce à la division des pouvoirs dans le système fédéral, conservent des ressources politiques et une légitimité suffisante pour maintenir leur hégémonie. Leur position dominante dépend donc du maintien de la structure de dépendance et de leur présence dans ce système.

Le résultat du 20 mai n’a pas dissipé l’équivoque de notre situation. Les Québécois n’ont pas choisi de s’affirmer comme majorité souveraine parce qu’ils ont intériorisé les réflexes du minoritaire qui consent à la raison du plus fort. Un peuple menacé, incertain de son avenir, n’a pas l’habitude de prendre des risques, d’explorer de nouvelles avenues. Il préfère croire aux apparences de l’éphémère, aux avantages à court terme. Il fait confiance au système, lui accorde le bénéfice du doute, en espérant que le pouvoir lui sera reconnaissant de cette docilité.

Le 20 mai, c’est la raison du plus fort qui l’a emporté. Le résultat du référendum reflète l’écart de capacité hégémonique ou la différence de force de conviction entre deux ordres de pouvoirs inégaux. La dépendance structurée, instituée, a été plus forte que le désir d’émancipation. Ce choix est le prolongement de l’impact colonial et du nationalisme traditionnel qui depuis deux siècles a déployé des énergies considérables pour aménager le plus rentablement possible notre « minorisation ». La politique coloniale a porté ses fruits : faire accepter l'inégalité politique comme source de liberté et de prospérité.

Le référendum a démontré qu’un processus de colonisation équilibré pouvait réussir à faire consentir un peuple à sa propre subordination. De la dépendance imposée par un rapport de forces nous sommes passés collectivement à la dépendance volontaire. Deux siècles de sujétion laissent des marques que deux décennies [78] d’espoir émancipateur sont insuffisantes à effacer. En dépit de l’ambiguïté de notre situation collective, la résistance à la résignation s’est développée à travers le néo-nationalisme qui a régénéré la conscience nationale de la moitié de la population francophone du Québec. Le 20 mai, une majorité de Québécois a choisi de faire un détour. Il se pourrait que ce détour plein d’embûches solidifie la solidarité québécoise et rende possible dans un proche avenir un large consensus pour revenir sur la voie de notre émancipation.

[79]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 5

LES AMBIGUÏTÉS
DU NATIONALISME
DANS UN SYSTÈME
POLITIQUE FÉDÉRAL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Après l’échec du référendum, la vie a continué son cours. Rien n’avait changé. Et pourtant l’impression d’une fin de cycle historique se glissait subrepticement dans les esprits. Alors que les spécialistes des questions constitutionnelles revenaient sur le devant de la scène pour préparer la conférence de la dernière chance, d’autres profitèrent de l’été pour faire un bilan des vingt dernières années, critiquer les stratégies mises en œuvre et évaluer l’avenir du projet national québécois. Nous aimerions pour notre part contribuer au débat qui s’amorce en proposant quelques réflexions sur les équivoques du nationalisme dans une structure politique fédérale.

[80]

La question nationale au Québec se pose de façon inédite. Notre situation est spécifique parce que d’une part, elle appelle un processus d’émancipation au sein d’une société développée et parce que d’autre part, le mouvement nationaliste doit affronter les conditions originales qu’impose la nature fédérale du système politique canadien. À notre connaissance, le Québec présente un cas unique de mouvement de libération nationale dans un État fédéral qui s’est constitué à la suite d’une décolonisation progressive et relative. Cette dimension a été négligée jusqu’à présent car le nationalisme a occulté l’interaction entre le mouvement souverainiste et le système fédéral. En mettant en relief cette dialectique, nous pourrons peut-être mieux comprendre les résultats du 20 mai et saisir au-delà des événements les tendances structurelles qui animent notre évolution collective.

Cet essai n’a pas de prétention systématique et nous n’accordons à nos affirmations aucun caractère définitif. Nous tentons simplement un retour critique sur le nationalisme québécois non pas pour le rejeter mais pour le rendre plus efficace politiquement en le dépouillant des confusions qui entravent son action.

La double légitimité

Les francophones à travers leur histoire ont toujours eu un problème d’identité. Leur sentiment d’appartenance à une communauté nationale a été incertain, d’où les nombreuses variations dans leur auto-définition : Canayens, Canadiens français, Québécois. Cette appartenance ambiguë s’est traduite par deux formes de nationalisme qui se sont côtoyées et entremêlées, l’une plus canadienne, l’autre plus québécoise. Cette ambivalence chronique de notre sens de la communauté reflète notre statut de nation minoritaire et notre volonté d’affirmation collective à l’intérieur d’une structure politique que nous ne contrôlons pas et dont nous dépendons.

Placés en situation défensive par des jeux de pouvoir qui nous excluaient, nous avons toujours opposé une [81] résistance farouche aux forces qui, délibérément ou par insouciance, favorisaient notre disparition comme communauté structurée. Ce vouloir-vivre collectif a été assumé selon les époques par des élites, soit cléricales, soit laïques qui, selon les conjonctures employèrent des stratégies différentes (de collaboration ou d’affrontement) pour assurer notre continuité et défendre leurs intérêts.

Parce que nous avons été « minorisés » par la force des armes et par le poids du nombre, nous avons dû négocier notre survivance et l’échanger contre une loyauté schizoïde. La conclusion de chaque compromis historique nous enfonçait plus profondément dans la relation de dépendance car il y a une dynamique du compromis qui assure des avantages mais qui force en même temps l’acceptation du rapport de forces et l’allégeance à la structure du pouvoir. Dans un rapport inégalitaire, la raison du plus fort l’emporte toujours sur la volonté du plus faible. Celui-ci peut par la négociation obtenir des concessions, mais en retour il doit reconnaître la légitimité du rapport de forces existant parce que dans ce rapport le dominant lui reconnaît des droits. Il est alors intégré dans un jeu d’alliances où il n’a pas l’initiative. Il doit accepter la collaboration subordonnée et est amené par la logique des choses à valoriser le système qui institutionnalise sa dépendance. La dépendance consentie est alors fonction des concessions qu’elle permet d’obtenir dans un rapport de forces défavorable ou perçu comme tel. En retour, ce processus entraîne l’intériorisation de la soumission comme condition de la conservation et aboutit à un échange inégal car il permet au dominant de jouir de son pouvoir alors que le dominé ne peut jouir que de sa survivance.

Cette logique fut pendant plus d’un siècle légitimée par le nationalisme traditionnel qui a été un facteur actif de socialisation dans le cadre du système politique canadien. Lionel Groulx déclarait en ce sens : « la Confédération, c’est nous qui l’avons voulue, nous qui l’avons exigée » [[41]](#footnote-41). La légitimité de notre appartenance au [82] système politique canadien ne faisait aucun doute pour Groulx même si son fonctionnement pouvait être critiqué.

Dans cette perspective, une logique de rupture était impossible. L’intégration parla participation minoritaire à la structure du pouvoir nous empêchait de remettre en question le système lui-même. Pour éviter le risque mortel de la lutte, le minoritaire accepte sa position dans le rapport de l'inégalité à la condition que le dominant le reconnaisse comme entité participante et nécessaire au fonctionnement du tout. On peut dire que toute relation de dépendance fonctionne à l’ambiguïté. Cette logique s’applique aussi bien aux rapports entre les peuples qu’aux rapports entre patrons et ouvriers et au rôle des partis socialistes dans les démocraties libérales. Elle correspond objectivement à la pratique de collaboration des élites traditionnelles de Monseigneur Briand à Maurice Duplessis. En occultant les contradictions de la société canadienne et l’oppression nationale qui en découle, elle contribua par son influence temporisatrice à la stabilité du fédéralisme.

Toutefois, l’efficacité de cette pratique s’éroda sous la pression des changements structurels de l’après-Seconde Guerre mondiale. Avec la Révolution tranquille, le Québec devint un facteur perturbateur à l’intérieur du système politique canadien.

La modernisation industrielle effectuée sous la pression des forces économiques exogènes a nécessité l’adaptation des superstructures sociales et politiques qui ont elles-mêmes fourni le terreau propice au développement d’une nouvelle conscience nationale orientée vers le changement dans les rapports de forces politiques et économiques. Les nouvelles forces sociales créées par cette modernisation mirent de l’avant une stratégie de développement basée sur l’utilisation du pouvoir politique comme levier de commande. Ces mutations réalisées dans le contexte euphorique de la prospérité et de la croissance illimitée contenaient en germe la crise politique canadienne. En effet, la montée du néo-nationalisme québécois appelait un renforcement du pouvoir de l’État québécois et impliquait par conséquent une mise en [83] question de la répartition des pouvoirs à l’intérieur de la fédération. Deux pôles de légitimité politique allaient s’affronter parce qu’animés par des logiques incompatibles : la logique fédérale menant à la centralisation des pouvoirs pour répondre aux exigences de la reproduction élargie du capital par la concentration des pôles de croissance ; la logique québécoise cherchant à concurrencer, d’abord dans le cadre du système et par la suite à travers le projet de souveraineté politique, les tendances centralisatrices et voulant concentrer les leviers de développement au niveau de l’État québécois afin d’une part d’assurer la reproduction de la nation et d’autre part afin de consolider le pouvoir des nouvelles élites technocratiques, liées aux nouvelles fonctions de l’État. Cette logique aboutit à l’idéologie de la souveraineté-association. Le nationalisme, dans cette perspective, légitimait le changement politique et les aspirations à la mobilité sociale des enfants de la Révolution tranquille. La conséquence directe en fut la crise constitutionnelle qu’on connaît.

P. E. Trudeau et le nationalisme

Mais la montée du néo-nationalisme eut aussi des effets indirects et inattendus car paradoxalement, elle rendit possible la montée à Ottawa du French Power et du phénomène Trudeau ce qui contribua, en définitive, à renforcer par un jeu de bascule la légitimité du système politique canadien aux yeux du peuple québécois, bloqua le processus de changement et augmenta en fin de compte la puissance politique de l’État fédéral. Le choc en retour pour le système politique québécois fut la division de la société en deux blocs et le détournement partiel du sens du nationalisme.

Examinons les mécanismes par lesquels ce processus de récupération s’est effectué. Dans un premier temps, le mouvement indépendantiste remit en question d’une façon radicale l’appartenance du Québec à la Confédération. Les bombes du FLQ sonnèrent l’alerte et agirent comme détonateurs de la réaction du Canada anglais [84] qui s’éveillait à la question nationale québécoise. Le système politique canadien fait face dans les années soixante à une crise des soutiens qui menace la communauté, le régime et les autorités. Pour répondre à cette crise et freiner la baisse des soutiens, le fédéral institue une commission d’enquête et met en branle un processus de renouvellement des autorités politiques qui ouvre la porte du pouvoir fédéral à des francophones. Cet appel d’air engouffre les trois colombes et leur suite qui, après avoir soutenu la revalorisation de l’appareil politique québécois et sa modernisation, veulent freiner sa dynamique et la récupérer pour rendre plus fonctionnel le système politique canadien. Il y a une relation dynamique entre l’affirmation politique du Québec et sa conséquence logique que fut la croissance du mouvement indépendantiste et la montée à Ottawa de francophones ayant pour mandat de résorber la crise sans changer les rapports de forces entre les deux communautés nationales.

La deuxième opération vise à utiliser le nationalisme québécois pour stimuler le développement du nationalisme canadien par la production d’une nouvelle symbolique incorporant certains aspects des revendications québécoises. Trudeau est un produit du nationalisme au même titre que Groulx et les autres qui ont réduit la nation à sa dimension culturelle. Il s’agissait d’atténuer l’aliénation ressentie par les francophones envers le système canadien en modifiant l’image du gouvernement fédéral pour en faire un pôle d’identité. Il s’agissait avant tout, parla politique du bilinguisme fonctionnel, de corriger des injustices flagrantes qui servaient la cause des indépendantistes et de permettre aux francophones d’avoir une représentation plus équitable dans l’appareil d’État fédéral. La marge de manœuvre était étroite car le seuil de tolérance des forces économiques et régionales dominantes envers le changement était bas, d’où la nécessité de mettre au rancart la thèse des deux nations et celle du statut particulier et de renforcer les tendances centralisatrices du pouvoir fédéral au nom de l’intérêt national à partir de 1968. Il fallait s’en tenir à la chirurgie plastique. Quant aux causes structurelles de [85] l’aliénation et de l’oppression nationale du Québec, rien ne fut modifié. On continua à privilégier les mécanismes de la péréquation et les paiements de transfert aux individus, ce qui ne corrigeait en rien les inégalités de développement mais avait l’avantage de rendre plus acceptable pour les individus le maintien du régime politique et leur appartenance à la communauté politique canadienne. Ainsi, en collaborant activement à la gestion de l’État canadien, le French Power sauvait les apparences en faisant croire aux Québécois par des réformes symboliques que leurs intérêts étaient défendus à Ottawa. On voulait ainsi contredire par des faits tangibles les critiques des indépendantistes. La preuve fonctionnait à l’évidence puisque de nombreux francophones occupaient des postes clés dans le gouvernement canadien et le bilinguisme, malgré ses déboires, laissait des traces immédiatement perceptibles par les citoyens. Cette stratégie était efficace et rentable car elle se traduisait par l’obtention par le parti libéral d’un quasi-monopole politique aux élections fédérales tout particulièrement lors des deux dernières élections qui contribuaient en retour à accroître la légitimité du système politique canadien.

Pendant ce temps-là, le pouvoir au Québec malgré la députation libérale pléthorique était faible et l’opposition souverainiste congrue. L’action se déplaçait sur le terrain socio-économique où les syndicats représentaient la nouvelle force de contestation. Le Québec, paralysé par ces contradictions internes, ne pouvait faire face à l’offensive fédérale.

Ainsi, parce que la définition de la nation reposait sur l’identité linguistique, le nationalisme était miné de l’intérieur car à cause de la structure fédérale deux niveaux de pouvoir pouvaient se déclarer représentants légitimes des francophones. Ce conflit de légitimité provoquait un effet de diversion sur la conscience nationale et empêchait la cristallisation de l’identité nationale sur l’État québécois. Ainsi le nationalisme s’est retourné contre lui-même et a été utilisé pour assurer la persistance de la communauté politique [86] canadienne. La nation québécoise est unie sur la scène fédérale et divisée sur la scène provinciale ce qui paralyse la dynamique de l’émancipation politique.

L\_

Ce paradoxe est fonction de notre situation de groupe minoritaire car la condition d’accès au pouvoir dans le cadre du fédéralisme pour une minorité ethnique est la maximisation de la cohésion qui est elle-même l’effet du nationalisme, ce qui empêche en dernière instance ce nationalisme de fonctionner pour lui-même dans le sens d’une libération. Ainsi le comportement politique des Québécois n’est pas inconséquent. Il est surdéterminé par la structure de dépendance et constitue une réaction défensive d’une collectivité minoritaire et menacée.

Fédéralisme et monolithisme politique

Pour que les francophones constituent une force politique dans le système fédéral, ils doivent se résigner à être dominés par un parti unique. Pour accéder au pouvoir, ils doivent rejeter le pluralisme car si leur vote n’était pas canalisé vers un seul parti leur poids politique serait dispersé entre les diverses formations politiques et dès lors ne serait pas significatif. En quelque sorte, le fédéralisme et le pluralisme politique sont incompatibles pour les francophones. Nous sommes condamnés, pour exister politiquement sur la scène fédérale, à accepter la dictature du parti libéral.

Les libéraux ont réalisé le vieux rêve des nationalistes traditionnels qui se méfiaient de la démocratie parlementaire parce que le jeu des partis divisait la nation et l’affaiblissait. Les Tardinel, Bourassa et Groulx ont tour à tour dénoncé l’esprit de parti qui divisait les Canadiens français entre les bleus et les rouges. La concurrence politique était alors très vive entre les Conservateurs et les Libéraux et la division du vote ne permettait pas aux représentants du Québec à Ottawa de jouer un rôle significatif dans les prises de décisions. Les francophones au pouvoir jouaient un rôle de figuration dans un jeu d’alliances où ils se trouvaient impuissants et étaient soumis à une dynamique sur laquelle leur influence était minime.

[87]

Pour contrer l’effet de division inhérent au système des partis, on favorisa la stratégie du front national. Le Québec devait être monolithique pour augmenter son poids politique à Ottawa. Paradoxalement, ce n’est qu’avec la montée du mouvement indépendantiste que cette stratégie a pu être mise en œuvre par les libéraux fédéraux qui ont réussi à éliminer toute concurrence politique au Québec et à imposer le monopartisme.

La loi de la majorité propre au régime démocratique force les minorités à adopter des comportements politiques particuliers. Elle les oblige à concentrer leurs votes pour obtenir un optimum d’efficacité dans les rapports de forces et à se fier au monopole d’un parti [[42]](#footnote-42). La liberté politique d’une minorité est plus restreinte que celle de la majorité car les francophones ne peuvent choisir entre les diverses alternatives offertes sur le marché politique national. Ainsi, le pouvoir des francophones dans la structure politique fédérale est incompatible avec l’exercice de la démocratie pluraliste au Québec. Dans la mesure où les représentants du Québec appartiennent très largement à une seule formation politique, ils réussiront à maximiser leur influence dans le processus politique. Mais cette logique structurelle est fort dommageable pour la vie démocratique car elle tend à éliminer toute opposition. Dès lors fédéralisme et démocratie ne vont pas de pair.

Sans le soutien des Québécois, le parti libéral ne pourrait pas exercer le pouvoir et les francophones ne pourraient pas accéder à l’élite du pouvoir politique de sorte que les Québécois ne pourraient pas se reconnaître dans l’État fédéral et concentreraient leurs forces pour accéder à la souveraineté. Sans le nationalisme québécois qui a une fonction de repoussoir vis-à-vis le Canada anglais, l’équipe Trudeau n’aurait pu accéder au pouvoir et le conserver. En effet, c’est la menace du nationalisme québécois qui crée les conditions du soutien de l’Ontario à l’équipe Trudeau. Ce soutien, combiné au comportement [88] nationaliste des électeurs québécois qui votent pour des francophones à Ottawa, fait la force politique du *French Power.* Tel est le cercle vicieux ou la dialectique insoluble qui empêche le Québec d’accéder à la souveraineté.

Mais au-delà des apparences conjoncturelles et des intérêts à court terme, le *French Power* est lui-même une illusion en raison de la logique du politique qui s’incarne dans la logique décisionnelle des gouvernants fédéraux. Ce pouvoir est illusoire dans la mesure où il est aléatoire puisqu’il dépend d’alliances inter-régionales où les représentants du Québec jouent un rôle d’appui mais où ils n’ont aucune garantie structurelle quant au maintien de leur position dans le rapport de forces. Celle-ci est soumise aux aléas des conjonctures électorales, comme l’a bien démontré l’élection des Conservateurs en 1979.

De plus, dans tous les systèmes politiques, les choix politiques se font *d'abord* en fonction des intérêts de la majorité et des agents économiques dominants. Les décisions répondent aux exigences des groupes économiques ou des régions qui comptent politiquement, c’est-à-dire qui peuvent marchander leur allégeance politique pour maximiser leurs gains. Est favorisé celui dont le changement d’allégeance partisane peut faire la différence entre la victoire ou l’échec du parti au pouvoir. Les ressources politiques étant rares, les gouvernants cherchent à tirer le profit maximum de leurs décisions non seulement au niveau des effets des politiques nationales mais aussi en fonction de leur réélection. Dès lors, ce n’est pas celui dont le vote est captif, dont l’allégeance est assurée qui maximise ses intérêts mais c’est plutôt celui qui peut marchander son soutien politique. Jusqu’à présent cette logique a surtout profité à l’Ontario qui en raison de son poids politique et de son soutien stratégique a réussi à imposer ses exigences. Dans cette logique, les intérêts du Québec sont soumis à la dynamique des rapports de forces où, pour des raisons historiques, démographiques et économiques, notre poids politique est nécessaire mais non déterminant dans le jeu d’alliances sur lequel repose le pouvoir à Ottawa. [89] Malgré la présence de francophones au pouvoir à Ottawa, les disparités régionales n’ont cessé de s’accroître et les centres d’activité industrielle ont continué de s’éloigner du Québec. Dans une structure politique où nous sommes minoritaires, nous ne pouvons pas contrôler l’usage des ressources publiques et orienter les décisions de politique générale selon nos besoins prioritaires car quelle que soit l’origine ethnique des dirigeants, ceux-ci doivent répondre à la logique de l’intérêt national. Ceci ne signifie pas que les intérêts du Québec sont négligés, cela implique que nos intérêts ne sont pas maximisés parce que même si nous participons au pouvoir nous ne contrôlons pas les instruments stratégiques du pouvoir.

En somme, dans le cadre du fédéralisme nous sommes condamnés à être nationalistes à la fois sur la scène fédérale en y concentrant notre soutien politique et sur la scène provinciale en appuyant des politiques autonomistes ou souverainistes afin de maintenir une pression constante sur le système politique canadien. Autrement dit, parce que nous sommes minoritaires dans le rapport de forces, nous sommes forcés de privilégier une logique défensive. Nous devons investir les énergies collectives dans une résistance aux pressions objectives qui tendront à remettre en question notre position dans la structure du pouvoir de même que les droits qui pourraient être inscrits dans une nouvelle constitution. À cet égard, l’histoire du fédéralisme est garante de l’avenir, c’est-à-dire que les constitutions n’ont jamais arrêté le mouvement. Parce qu’il est légitime pour un peuple de vouloir assurer sa survie, nous serons constamment sur le qui-vive pour défendre nos droits, pour déplorer notre régression démographique et protéger notre position dans les structures du pouvoir économique et politique. Le fédéralisme enferme le nationalisme dans la lutte pour la survivance et le dépouille de son potentiel de développement. Il détourne son dynamisme créateur au profit du repli sur soi. Autrement dit, dans un régime fédéral nous n’avons pas le choix. Nous sommes obligés de mobiliser la solidarité nationale contre les forces exogènes qui, dans leur [90] expansion, se préoccupent avant tout de maximiser leurs intérêts et considèrent les droits des minorités comme des obstacles à franchir.

Le nationalisme dans un système fédéral a aussi d’autres effets pervers. Il engendre d’autres formes d’illusions qui l’empêchent de réaliser ses possibles émancipateurs. Ces illusions concernent notre rapport au pouvoir sur la scène québécoise où là aussi la structure fédérale, par le partage des compétences qu’elle implique, entraîne un effet de diversion. L’existence de deux paliers de gouvernement entretient le mirage de notre accès au pouvoir. Ainsi nous nous accrochons désespérément aux concessions faites par le groupe dominant comme ce fut le cas à l’occasion de la Confédération où le Québec a « conquis » l’autonomie provinciale. Or le Québec est sans pouvoir réel. Les décisions stratégiques qui affectent notre vie collective nous échappent et sont prises à l’extérieur. Mais en dépit de ce fait, nos partis politiques luttent pour le pouvoir de servir de courroie de transmission des volontés d’Ottawa ou de Washington. Ce phénomène d’ambiguïté a pris toute son ampleur avec l’arrivée du P.Q. au « pouvoir ». Les intellectuels entre autres sont tombés dans le piège en prenant leur distance vis-à-vis le P.Q. parce qu’il était au pouvoir, en oubliant que les pouvoirs réels étaient ailleurs. Par rapport à la totalité concrète, nous sommes toujours dans l’opposition. Nous ne tenons pas le gouvernail. Ceux qui louvoient à Québec n’ont qu’un aviron pour mener la barque de la nation.

Le nationalisme est condition d’existence de notre prise de conscience et nous oriente dans l’action, mais en même temps, il peut nous ligoter. Il est nécessaire comme source de solidarité mais il peut biaiser notre vision du monde. Sa fonction de valorisation, d’affirmation de soi, peut détourner notre attention des rapports de forces réels. En magnifiant notre fierté, il tend à minimiser la puissance des forces qui nous dominent. Ceci peut nous amener d’une part à croire que nos rêves sont en voie de réalisation et à faire comme si les intérêts antagoniques n’existaient pas, comme s’il n’y avait pas d’adversaires. [91] D’autre part, le nationalisme peut tendre à l’autosatisfaction par la survalorisation des réalisations collectives. Ainsi, alors que durant la Révolution tranquille, on pensait mettre en œuvre une stratégie de développement, on réussissait à peine à maintenir le niveau de l’inégalité.

Il faut sortir du cercle vicieux qui nous enferme dans un mouvement de pendule oscillant entre une exaltation de soi dépourvue de sens critique et un masochisme collectif qui, pour surcompenser le sentiment d’impuissance, projette sur les forces dominantes le modèle de la réussite et présente la subordination comme gage de liberté et de prospérité. Un nationalisme constructif doit trouver un point d’équilibre entre la valorisation de soi et la reconnaissance de notre situation objective.

Il ne s’agit pas de nier la nécessité du nationalisme mais d’éliminer ses effets déformants sur la conscience collective. Il nous faut apprendre à reconnaître le pouvoir réel et à affronter la réalité. Parce que nous nous sentons impuissants, nous avons tendance à déguiser la réalité pour mieux la supporter. Nous aimons penser que les conflits n’existent pas et que tout peut s’arranger à l’amiable par la négociation. Parce que nous sommes dépossédés, nous surestimons ce que nous avons réussi à conserver ou à réaliser. Nous nous accrochons à des apparences de pouvoir alors que les jeux se font ailleurs.

Croire que le P.Q. est au pouvoir est une illusion d’optique qui contribue à reproduire notre subordination collective. Nous ne pouvons plus fonctionner à la religion d’un pouvoir tronqué. Il nous faut un nationalisme lucide pour que le Québec ne reste pas un pays imaginaire. Il nous faut un nationalisme axé sur le dévoilement des rapports de domination.

Le projet d’émancipation politique du Québec doit enchâsser une logique de l’autonomie généralisée qui diffuse le pouvoir dans toutes les sphères de la société. La légitimité de la libération nationale s’appuiera alors sur la légitimité de l’émancipation des forces sociales dominées ; de sorte que chaque niveau de lutte se renforcera réciproquement rendant ainsi possible une solidarité combative et concrète.

[92]

[93]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 6

POUR SORTIR
DE L’ÉQUIVOQUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Notre équivoque nationale remonte à l’échec de la rébellion de 1837-38. À l’époque du Bas-Canada, il y avait deux partis opposés : le parti bureaucrate qui soutenait la politique coloniale et le parti patriote qui défendait les droits et les intérêts des Canadiens et prônait l’indépendance. Les lignes de parti recoupaient les distinctions nationales et sociales. Les enjeux et les intérêts étaient clairs.

L’Union des deux Canadas força les Canadiens français à adopter une politique de collaboration subordonnée et à entrer dans un jeu d’alliances où ils n'avaient plus de capacité d’initiative. La reconnaissance du gouvernement responsable correspondit à la « minorisation » démographique des francophones. Puisque, dans un régime parlementaire, la distribution du pouvoir est fonction du nombre, le poids politique des francophones aura tendance à s’amenuiser.

[94]

Le régime des partis nous vouait à l’impuissance, en tant que collectivité. Il contribuait à nous diviser entre conservateurs et libéraux selon une stratégie conçue par le pouvoir colonial. Nous devions d’ailleurs nous identifier par des dénominations partisanes empruntées au système politique anglais. Non seulement avions-nous perdu le contrôle de l’Assemblée législative du Bas-Canada mais de plus dans le Parlement du Canada-Uni nous étions incapables de reconstituer une force qui nous représentait comme collectivité. Désormais, les intérêts partisans passeraient avant l’intérêt collectif.

Le soutien des députés francophones était certes une condition indispensable pour qu’un parti puisse exercer le pouvoir en ayant une majorité en Chambre, mais la participation des francophones au pouvoir ne pouvait qu’être minoritaire, dépendante et se faire sur une base individuelle. Notre situation était paradoxale car pour défendre nos droits nous devions collaborer et composer avec le pouvoir qui les menaçait. Ce paradoxe donnera naissance à un nationalisme défensif ou de marchandage qui s’institutionnalisa en 1867. La Confédération redonnait aux Canadiens français le contrôle d’un centre de décisions aux pouvoirs certes restreints mais qui pouvait assurer la préservation de la langue, de la foi et des institutions dans le cadre de sa juridiction.

La stratégie de la survivance

Sur la scène fédérale, les francophones pouvaient être appelés à participer à l’exercice du pouvoir mais ils étaient incapables d’imposer une direction politique ou encore d’empêcher les mesures discriminatoires à leur égard. Ils subissaient des décisions prises en fonction des intérêts de la majorité et l’esprit de parti les obligeait à soutenir des politiques contraires aux intérêts de leurs commettants. Dans le cadre du bipartisme et de la solidarité partisane qu’il exige, la question nationale perdit sa dimension politique et fut réduite à la résistance culturelle qui sera assumée par l’élite cléricale. Dans un tel contexte, le nationalisme ne pouvait qu’être défensif. [95] Il ne pouvait poser la question du pouvoir politique. Il définissait un ensemble de valeurs qui étaient communes à toutes les forces politiques. Celles-ci avaient d’ailleurs accepté le partage des pouvoirs dans le cadre du fédéralisme. Il s’agissait de survivre en préservant l’autonomie provinciale, en défendant la langue française et en conservant la haute main sur les institutions éducatives et sociales qui assuraient la reproduction culturelle. Il y avait consensus sur les structures politiques et tous acceptaient une stratégie implicite qui consistait à défendre les droits du français à l’échelle canadienne et visait à améliorer la position des francophones dans l’administration publique fédérale en utilisant le poids politique du Québec comme moyen de pression.

Au-delà des discours et des chicanes partisanes, on tentait d’obtenir le maximum de pouvoir pour le Québec et le maximum de pouvoir pour les représentants francophones à Ottawa. Il s’agissait de jouer sur les deux tableaux. On pouvait être bleu à Québec et rouge à Ottawa mais la cause était commune même s’il y avait des divergences quant à la meilleure façon de la promouvoir. Cette politique équivoque connut bien des avatars, mais elle survivait en dépit des trahisons, compromissions et déceptions qui lui étaient inhérentes.

Le nationalisme traditionnel ne pouvait fonctionner qu’à l’équivoque puisque la survie d’une minorité dépend toujours de la bonne volonté du groupe majoritaire. Pour cela nous devions nous rendre indispensables. Nous dépendions de leur pouvoir mais pour l’exercer efficacement ils avaient besoin de notre collaboration. Aucun parti ne pouvait gouverner à Ottawa sans avoir au moins un appui partiel au Québec. La nation pouvait marchander sa survie. Tous les partis fédéraux pour accéder au pouvoir ont entretenu cette logique de l’ambivalence, le parti libéral ayant montré plus de clairvoyance que le parti conservateur en étant plus réceptif aux revendications des francophones.

La conséquence de cette stratégie de survivance fut le monolithisme idéologique et le monopolisme politique [96] sur la scène fédérale. En effet, l’efficacité de cette stratégie dépendait de la capacité de faire élire le plus grand nombre de députés du même parti afin de maximiser le poids de l’influence des francophones dans les jeux de pouvoir au fédéral. La dispersion du soutien électoral entre plusieurs partis affaiblissait la force de pression des Québécois. Nous nous sommes donc retrouvés en situation de monopole politique. La représentation pluraliste et la concurrence politique sur la scène fédérale nous étaient interdites dans la perspective stratégique du nationalisme défensif. Cela ne favorisait guère la démocratie et le débat public mais le monopole était le prix à payer pour participer activement au système politique canadien. Paradoxe encore plus ironique, ce furent ceux qui critiquaient le plus le manque de démocratie et le nationalisme au Québec qui profitèrent le plus de ce monopole. En effet depuis plus de cinquante ans, le parti libéral domine le système politique canadien grâce à l’appui indéfectible du Québec.

Seuls les Créditistes (et les Conservateurs de 1958 à 1962) réussirent à entamer ce monopole. Leur succès peut être interprété comme une manifestation de nationalisme dans la mesure où il résulte de la frustration engendrée par le règne des Conservateurs qui s’étaient ingéniés à provoquer le ressentiment des francophones ; le parti libéral sans leaders francophones prestigieux avait perdu de son attrait pour les Canadiens français. En 1962 et par la suite, les Québécois aux élections fédérales se comportèrent en nationalistes défensifs conséquents. Cette constante ne fit que se renforcer dans les élections subséquentes au profit de P. E. Trudeau qui entra en politique pour freiner la poussée revendicative du Québec et enrayer la montée du créditisme. Il sut habilement flatter la fierté nationale de ses compatriotes et utilisa leur soutien pour changer les termes de l’équilibre politique traditionnel afin de contrer la prétention du Québec d’être le foyer national des francophones en Amérique. Pour ce faire, il enfourcha le cheval de bataille de la défense des droits des minorités afin de dépouiller les provinces de leurs prérogatives législatives en matière [97] de langue d’enseignement. Il rejetait la valorisation de l’État provincial comme lieu privilégié de la sauvegarde de la langue. Il poursuivit et accéléra le processus de centralisation des pouvoirs aux mains du gouvernement fédéral. Il récusait la stratégie du nationalisme défensif : un État du Québec fort dans un Canada décentralisé, tout en conservant sa finalité : la reconnaissance du français « *from coast to coast*» par le bilinguisme fonctionnel. La thèse des deux nations n’avait pas de sens à ses yeux et ne devait pas être institutionnalisée. Le Canada devait remplacer le Québec comme État national des Canadiens français. L’unité nationale exigeait de fondre les droits collectifs en droits individuels pour forger la nouvelle identité canadienne. Ainsi le nationalisme de revendication se transformerait en nationalisme d’intégration dans un tout multiculturel.

Depuis la crise et la seconde guerre mondiale la stratégie défensive fondée sur l'autonomie provinciale était de plus en plus désaccordée et inadéquate par rapport aux tendances centralisatrices de l’État canadien. Les intérêts économiques dominants exigeaient une plus grande cohérence des politiques appliquées à l’espace canadien. L’uniformisation des politiques de « welfare », la concentration des ressources publiques et l’élaboration d’une stratégie de développement industriel imposaient une logique de l’intégration. Cette dynamique laissait peu de marge de manœuvre aux partisans de la théorie des deux nations et de la thèse du statut particulier pour le Québec ou du « fédéralisme asymétrique ». Le sort réservé au rapport Pépin-Robarts fut une preuve concluante de l’échec des partisans du fédéralisme coopératif.

De plus, les rapports de forces démographiques et économiques accentuent ces tendances en conférant une force politique de plus en plus grande aux provinces de l’Ouest ce qui entraîne un affaiblissement relatif du Québec. Non seulement dans le cadre du régime fédéral la « minorisation » des francophones est-elle irréversible, mais encore cette minorité représente une force de moins en moins significative politiquement. Alors que le [98] Québec en 1840 contrôlait 50 pour cent des sièges du Canada Uni, il ne dispose aujourd’hui que de 26,6 pour cent de la députation au Parlement fédéral.

Que ferons-nous
dans le nouveau contexte constitutionnel ?

Cette nouvelle réalité est aussi illustrée par les récentes négociations de la réforme constitutionnelle qui institutionnalisera la suprématie du Parlement fédéral sur les Parlements provinciaux dans des champs de compétence réservés jusque-là exclusivement aux provinces comme l’enseignement. La nouvelle fédération complétera notre sujétion collective. En effet, plus l’autorité du gouvernement central se développe, moins les francophones sont capables de contrôler leur destin collectif car ils sont impuissants à empêcher l’adoption d’une loi qui les desservirait. L’isolement du Québec à la conférence constitutionnelle en a fait une démonstration éloquente. Dans le cadre du fédéralisme, jamais le Québec ne pourra faire accepter son point de vue et il sera à la merci des amendements constitutionnels qui pourront être adoptés sans son consentement. On l’a bien vu, le reste du Canada rejette toute idée de concession lorsqu’il s’agit des intérêts du Québec. Léon Dion décrit bien le phénomène lorsqu’il écrit : « lorsque les anglophones, après avoir longtemps cherché à résoudre un problème qui les confronte en viennent finalement à une solution qui leur convient, ils adoptent cette solution sans hésitation, même si elle ne reçoit pas l’agrément des francophones parce que ceux-ci la jugent préjudiciable à leurs intérêts » [[43]](#footnote-43).

La nouvelle fédération concoctée par les libéraux fédéraux mettra fin à l’autonomie provinciale. Elle consacrera probablement la fin de l’exclusivité des compétences législatives provinciales. Les gouvernements provinciaux ne seront plus que des courroies de transmission des volontés du gouvernement central. Les provinces [99] devront se conformer à un cadre législatif qui leur sera imposé par un autre ordre de gouvernement. Elles seront responsables de la mise en œuvre technique et de l’application régionale de politiques nationales, toute consultation et concertation étant égales par ailleurs. Il n’y aura plus d’obstacle ou de barrage institutionnalisés empêchant le fédéral d’imposer sa conception de l’intérêt national. On peut se demander comment les partisans de la dernière chance peuvent encore espérer ? Cette persistance dans l’aveuglement est morbide.

L’échec de la stratégie du nationalisme défensif serait dramatique si les Québécois n’avaient pas, depuis 1960, développé un nationalisme de combat visant la conquête des pleins pouvoirs d’un État souverain pour le Québec. Dans le contexte de la nouvelle constitution, cette stratégie s’avère être la seule alternative viable pour être maître de notre destin. L’idée d’un Canada décentralisé qui a soutenu l’espoir de nombreuses générations de nationalistes et a produit un abondant répertoire de discours patriotiques n’est plus qu’une vue de l’esprit sans crédibilité.

Nous n’avons plus le choix collectivement. Nous devons sortir de l’équivoque et choisir entre le Québec et le Canada. Les libéraux fédéraux ont déjà fait leur choix et même s’ils ne l’ont pas fait sanctionner par le peuple, ils sont en train de nous l’imposer. Ils ne prêchent la démocratie qu’aux autres et ne se soucient guère d’agir sans mandat car ils sont convaincus que l’histoire fait bien peu de cas des vertueux.

En votant non au référendum de mai 1980, les Québécois se sont piégés. Ils ont privé leur gouvernement de toute marge de manœuvre laissant ainsi l’initiative au gouvernement fédéral sans exiger de ses représentants qu’ils prennent des engagements fermes quant à l’orientation des changements constitutionnels. Ces mêmes Québécois qui avaient élu 74 députés libéraux à Ottawa, qui avaient voté non au référendum, ont par la suite réélu le gouvernement du Parti québécois en espérant rétablir ainsi l’équilibre traditionnel dans le rapport de forces. Ils manifestaient ainsi leurs inquiétudes quant [100] aux intentions des fédéralistes mais il était déjà trop tard car ceux-ci avaient décidé d’en finir avec la résistance québécoise en niant au Québec son statut et ses prérogatives de société distincte. D’où le coup de force que l’on connaît.

Le gouvernement du Parti québécois a toujours respecté ses engagements et ne voudra vraisemblablement pas opposer au coup de force de Trudeau la proclamation unilatérale de l’indépendance, ce qui serait légitime puisque le Québec est dépouillé sans son consentement et par la force du nombre de certains de ses pouvoirs qui sont essentiels pour la survie du peuple québécois. Il ne peut non plus se réfugier dans une attitude passive et attendre la fin de son mandat pour soumettre à l’assentiment du peuple l’option souverainiste. Il doit porter la contradiction au cœur du système en ouvrant un autre front de lutte sur la scène fédérale afin que les aspirations du Québec ne soient plus entre les mains de maquignons. Les Québécois auront alors un véritable choix et s’ils décident de soutenir majoritairement l’option souverainiste, ils seront assurés que ces députés souverainistes jouiront d’une force de négociation beaucoup plus grande que dans le rapport interprovincial de 1/9 et qu’ils défendront mieux les intérêts du Québec que les 74 députés libéraux n’ont su le faire, inféodés qu’ils sont à un parti qui privilégie l’intérêt national tel qu’il est défini par l’Ontario et la majorité anglophone.

C’est grâce au monopole politique qu’il possède au Québec que le gouvernement Trudeau a eu la marge de manœuvre politique pour imposer son projet qui enfantera une nouvelle fédération établie sur une fausse représentation. Trudeau s’est en effet fait élire sans préciser ses intentions constitutionnelles ; sa députation fausse aussi la représentation du Québec dans le système politique canadien puisqu’au moins cinquante pour cent de l’électorat francophone québécois était souverainiste en 1980. Ces électeurs ne se reconnaissent certainement pas dans le projet de constitution et ne comptent pas dans le jeu politique. M. Trudeau a la légalité de son côté pour rapatrier parce que rien ne lui interdit de le faire. De [101] même il jouit d’une légitimité par défaut parce qu’il n’a pas d’opposition aux élections fédérales.

Dans le contexte actuel, la dissidence sur la scène fédérale sera à tous points de vue plus efficace que la soumission béate des libéraux, à condition bien sûr que les Québécois élisent un grand nombre de députés souverainistes c’est-à-dire qu’ils décident de faire front commun pour accroître les pouvoirs du seul centre de décision que nous maîtrisions : l’État du Québec. Il n’y aura plus alors d’équivoque car le programme de cette députation ne sera pas la construction de l’unité canadienne mais la défense du droit du Québec à l’autodétermination et la juste redistribution des ressources publiques. C’est en tant que parti de combat et non de compromis qu’il faut s’engager dans cette voie.

Porter la contradiction au centre du pouvoir

La perspective de voir arriver les souverainistes sur la scène électorale fédérale ne semble pas réjouir outre mesure monsieur Trudeau et ses fidèles partisans. Les libéraux fédéraux parmi lesquels se retrouvent des figures connues du parti libéral provincial, à leur dernier congrès tenu à Québec, manifestèrent leurs inquiétudes quant aux conséquences politiques de la réforme constitutionnelle effectuée sans l’accord du Québec. Ils semblaient de toute évidence mal à l’aise devant l’irrémédiable consécration de la division du Canada provoquée par l’intransigeance de leur chef bien-aimé.

M. Trudeau en habile tacticien a tenté d’alléger leurs angoisses par ses bravades habituelles. Sa manœuvre, cette fois-ci, a consisté à mettre le gouvernement péquiste au défi de déclencher une élection provinciale. Il s’agit là bel et bien d’une entreprise de diversion et de mystification puisque si monsieur Trudeau était si certain de son bon droit, s’il était loyal, il lui reviendrait à lui et non au gouvernement Lévesque de déclencher une élection fédérale. C’est lui et non monsieur Lévesque qui n’a pas de mandat du peuple pour changer la Constitution. Il [102] trahit ainsi son propre manque de confiance, son incertitude quant aux chances de succès électoral de son parti. Avec son cynisme coutumier, il détourne l’attention.

Depuis quatorze ans, sa façon de gouverner a toujours consisté à renverser les rôles pour prendre ses adversaires en déséquilibre.

Les fédéralistes craignent l’entrée du P.Q. sur la scène fédérale parce qu’ils n’ont pas l’habitude de l’opposition sur le terrain électoral. Ils ont toujours vaincu sans coup férir. Ensuite, ils savent pertinemment qu’une représentation souverainiste à Ottawa modifierait les règles du jeu et perturberait le fonctionnement du système politique parce que le Québec ne serait plus ligoté et bâillonné par le monopole politique du parti libéral. Ils se souviennent encore des créditistes et des gouvernements minoritaires.

Depuis lors, l’État n’a pas connu de crise profonde parce qu’il institutionnalise un malentendu exploité et symbolisé par monsieur Trudeau : les Canadiens français croyant avoir découvert le sauveur qui augmenterait leur pouvoir dans le système fédéral et les Canadiens anglais croyant avoir trouvé celui qui mettra le Québec à sa place — cette dernière espérance s’étant avérée plus réaliste que la première. Paradoxalement le fédéralisme canadien persiste parce que le pays légal ou institutionnel ne correspond pas au pays réel.

Or les illusions ont la vie dure mais s’usent malgré tout. L’arrivée à Ottawa de représentants souverainistes dissipera l’équivoque sur laquelle repose le système politique canadien en rendant le parlement et le gouvernement plus conformes à l’image du pays réel. Toutes les tendances politiques pourront être représentées et seront forcées d’agir à visage découvert. On aura un fédéralisme sans distorsion où la réalité des différences régionales et nationales déterminera les rapports de forces et l’orientation des politiques. Les seuls à souffrir de cette nouvelle transparence du pouvoir politique seront les libéraux fédéraux du Québec dont le pouvoir a toujours été fonction de l’absence de concurrence politique au Québec, ce qui leur conférait un poids politique excessif à Ottawa et [103] faussait en retour la représentation des forces politiques du Canada anglais.

On est tellement habitué chez nous à réfléchir selon la logique du nationalisme défensif que certains pourront à première vue considérer ce projet comme illogique ou contradictoire. Comment un parti souverainiste pourra-t-il être efficace à Ottawa pour représenter le Québec ? En participant aux institutions fédérales, ne risque-t-il pas de les légitimer ? Les réponses à ces questions dépendent des objectifs visés. S’il s’agissait pour ce parti de défendre les intérêts du Québec en tant que représentant d’une province comme les autres, cela effectivement n’aurait pas beaucoup de sens puisque c’est ce qui a toujours été fait avec les résultats qu’on connaît. Il ne s’agit donc pas de participer au pouvoir dans un jeu d’alliances qui institutionnalise notre subordination dans un grand tout où nous ne sommes qu’une minorité qui s’amenuise progressivement. Il s’agira avant tout de représenter le peuple québécois comme une totalité en soi afin d’exercer les pressions persuasives nécessaires pour redéfinir nos liens avec le Canada sur la base de la souveraineté politique du Québec. L’objectif prioritaire ne sera pas de faire fonctionner le système au profit de l’unité pan-canadienne ni d’entériner toutes les compromissions qui servent à anémier nos droits collectifs jusqu’à leur dissolution finale dans le melting-pot multiculturel. Il s’agira plutôt de mener une contestation institutionnelle pour mettre fin au régime de l’inégalité politique entre les peuples canadien, québécois et autochtones.

Participer aux élections fédérales dans cet esprit ne risque pas de légitimer le fédéralisme canadien. C’est une fausse crainte qui ne résiste pas à l’analyse puisque ces représentants souverainistes articuleront une critique directe, active, constante du régime fédéral et des effets de la centralisation politique. En étant au cœur du système, ils pourront utiliser ses ressources mêmes et sa visibilité pour entrer directement en communication avec le reste du Canada ; ils pourront aussi utiliser cette tribune pour développer la conscience souverainiste en exposant à leurs compatriotes les inégalités structurelles [104] engendrées par le fonctionnement du régime fédéral. Au lieu d’écouter les mêmes voix qui du haut de leur arrogance méprisent les Québécois, les citoyens auront l’occasion d’entendre résonner une autre parole dans l’enceinte du Parlement canadien. Ce discours percutant brisera le miroir aux alouettes d’un Québec fédéraliste. Ainsi, nous aurions au moins au petit écran une image plus fidèle de la dualité canadienne.

La mission de la députation souverainiste consistera à inverser les perspectives de l’action des parlementaires québécois. Au lieu de quémander des concessions ponctuelles et aléatoires qui accentuent notre asservissement collectif, ces députés lutteront pour rapatrier au Québec les pouvoirs d’un État souverain indispensables à notre développement. Cette lutte ne pourra aboutir qu’après une élection provinciale où les Québécois se seront prononcés majoritairement en faveur de l’option souverainiste.

Dans cette perspective, ils constitueraient alors une force d’appoint importante pour faciliter l'accession du Québec à la souveraineté. Leur présence à Ottawa éviterait le conflit de légitimité qui serait immanquablement invoqué, si comme c’est le cas actuellement, la députation québécoise à Ottawa était fédéraliste à 100 pour cent. Ils faciliteraient aussi la reconnaissance internationale du nouvel État souverain.

Nous ne pouvons être indéfiniment représentés à Ottawa par des députés qui, par leurs prises de position et leurs actions, contredisent la volonté de 50 pour cent de l’électorat francophone québécois. Il serait naïf de penser que cette situation n’a pas d'incidence sur la crédibilité du mouvement souverainiste à l’étranger et sur le progrès de l’option souverainiste au Québec même. Les députés et ministres fédéraux du Québec disposent de moyens d’intervention et d’influence puissants pour lutter contre le P.Q. Leur arsenal financier et publicitaire a lourdement pesé dans la balance du résultat référendaire de mai 1980. Si on continue à les laisser faire on sera toujours dans un rapport de forces défavorable à l’heure du choix décisif.

[105]

La présence d’une députation souverainiste à Ottawa, en plus de fournir une tribune de choix pour exposer la thèse souverainiste, assurerait une meilleure défense des intérêts du Québec durant la période précédant l’accession à la souveraineté. Ces députés ne participeront pas à l’exercice du pouvoir mais ils disposeront d’une influence stratégique beaucoup plus efficace que celle des libéraux car il y a de fortes probabilités qu’ils détiennent la balance du pouvoir. Ils pourront ainsi exiger la juste part des Québécois dans la redistribution des ressources.

En dépit du soutien massif qu’ils ont obtenu du Québec, les libéraux fédéraux n’ont pas su maximiser les intérêts du Québec. Ils ont été utilisés pour cautionner la réduction des pouvoirs du Québec. Ils ont été incapables d’infléchir la logique redistributive déterminée par les intérêts de l’Ontario et de l’Ouest. Ils ont contribué par leurs politiques à accentuer les tendances à la désindustrialisation, au sous-développement et sa conséquence, la croissance du chômage.

L’Ontario, par ses oscillations électorales, a beaucoup mieux réussi à maximiser ses intérêts en obligeant le gouvernement libéral à répondre à ses exigences par le chantage à la non-réélection. Le changement d’allégeance partisane d’une province peut être plus bénéfique que le soutien indéfectible et répétitif. Comment interpréter autrement l’attitude du gouvernement fédéral dans les dossiers récents de Chrysler, Ford, Massey Ferguson, les retombées du F-18 et Volkswagen. Les exemples de promesses non tenues et d’inégalité de traitement sont trop nombreuses pour être le fait du hasard. Ce sont des effets structurels du système fédéral.

Les députés libéraux du Québec n'ont pas les mains libres pour défendre les intérêts du Québec. Ils doivent d’abord penser à l’intérêt pan-canadien et à l'intérêt de leur parti. Pour se maintenir au pouvoir, ils doivent se montrer intraitables envers le Québec. Ils ne peuvent donc pas favoriser de façon significative le développement du Québec en effectuant une répartition plus juste des ressources publiques.

[106]

En étant dans l’opposition, les députés combatifs et déterminés à défendre les droits du Québec pourront faire mieux en dévoilant les discriminations subtiles et les mécanismes de l’oppression nationale. Ils mettront en évidence les inégalités structurelles entretenues par l’État fédéral. Leur présence mettra le fédéralisme canadien à l’épreuve en confrontant la vie politique canadienne à ses contradictions. Le système politique ne pourra sortir de la crise qu’en acceptant de négocier une nouvelle entente reconnaissant la souveraineté politique du Québec. En faisant jouer la solidarité nationale québécoise sur la scène fédérale, la réalité des deux peuples s’incarnera politiquement. Nous pourrons ainsi soutenir avec plus de force la résistance du gouvernement québécois au processus de centralisation politique.

[107]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 7

CHRONIQUE
D’UN ISOLEMENT
CHRONIQUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Au lendemain de la conférence constitutionnelle tenue à Ottawa le 5 novembre 1981, les coryphées du fédéralisme ont entonné l’hymne de la déception. Sous les réflecteurs de la télévision, l’œil humide, ils déplorèrent l’isolement du Québec. Après des mois d’espoir le verdict dix contre un les frappa de stupeur. Comment la bonne entente canadienne pouvait-elle donner des résultats aussi mesquins ? Comment avait-on pu abuser sans vergogne de notre bonne foi proverbiale ? Le complot nocturne enlevait non seulement des droits au Québec mais en plus la façon dont les tractations avaient été menées signifiait que le Canada pouvait se faire sans le Québec. L’illusion de la dualité canadienne avait été fracassée sur l’enclume de l’unité nationale. Le Canada avait choisi son destin sans tenir compte du Québec. Le Canada s’était séparé du Québec.

[108]

L’isolement du Québec a été ressenti avec étonnement, amertume et indignation comme si ce phénomène était nouveau ou n’était pas inscrit dans la logique des choses. Il faut être aveugle ou avoir la mémoire courte pour ne pas comprendre que l’histoire se répète en aggravant chaque fois notre état de subordination collective.

À tous les moments importants de l’histoire politique canadienne, le Québec s’est retrouvé isolé et minoritaire dans les choix impliquant un rapport de forces interethnique. L’isolement du Québec participe de l’éternel recommencement inhérent à la coexistence de deux solitudes inégales, depuis un siècle, la révolte des Métis, la guerre des Boers, la question des écoles de l’Ontario, les deux conscriptions, la double taxation, les conférences constitutionnelles de Toronto (1967), de Victoria (1971) et dernièrement celle d’Ottawa jalonnent l’histoire de cet isolement chronique.

Pour comprendre le sens des événements actuels, il faut remonter la chaîne de cette fatalité qui s’attaque aux fondements politiques de notre statut de peuple. Cette rétrospective pourra faire apparaître certaines constantes de notre histoire collective. On pourra ainsi constater que la participation des francophones au pouvoir dans le cadre du système fédéral où nous sommes minoritaires n’a pas favorisé la reconnaissance de l’égalité des peuples. Les francophones dans le cadre des institutions fédérales ont troqué les droits politiques du Québec contre des avantages provisoires ou la reconnaissance formelle de droits individuels. Leur pouvoir était fonction de la maximisation des intérêts de la majorité. Pour être Canadiens, ils durent renier la nation québécoise. Les chefs politiques du Canada français ont gouverné par abus de confiance. Ils servent d’hommes de main.

Laurier et les illusions perdues

L’arrivée au pouvoir de Wilfrid Laurier en 1896, suscita l’espoir et l’enthousiasme des Canadiens français. Pour la première fois, l’élection d’un gouvernement [109] libéral canadien résultait du vote québécois. La stratégie de la collaboration pratiquée depuis soixante ans allait enfin donner ses fruits. Les francophones seraient désormais des citoyens à part entière puisqu’un des leurs venait d’accéder à la direction du pays. Il pourrait corriger bien des injustices et des humiliations, prendre la défense des intérêts des Canadiens et favoriser la bonne entente entre les deux peuples fondateurs. Le nouveau messie sauveur de la race était là et c’est avec dévotion qu’on l’accompagna jusqu’aux premières marches du pouvoir. On comprenait mal à l’époque les jeux de pouvoir et l’on croyait qu’il suffisait d’élire des députés pour obtenir gain de cause. On ne voyait pas la politique comme une lutte d’intérêts où règne la logique de la majorité et des puissances d’argent qui impose la raison du plus fort.

Dès 1899, Laurier heurta l’opinion publique québécoise en acceptant de financer l’envoi de volontaires canadiens en Afrique du Sud. La politique étrangère canadienne devait se conformer aux volontés des milieux impérialistes ontariens qui par loyalisme et intérêts matériels bien compris exigeaient que le Canada participe aux guerres de l’Empire où le soleil ne se couche jamais. Laurier n’était pas maître du pouvoir. Il dut obéir aux partisans de l’impérialisme britannique. Le Canada français, malgré la présence d’un francophone au pouvoir, était isolé du reste du pays en raison même de sa vision du Canada qu’il souhaitait libérée des contraintes coloniales et fondée sur le respect mutuel des deux peuples fondateurs.

Les Canadiens français, apôtres du nationalisme canadien et farouches défenseurs de l'indépendance des autres (c’est-à-dire du Canada), s’opposèrent à cette politique de dépendance préconisée par Laurier et le parti libéral. Mais rien ne put infléchir le parti-pris impérialiste. Ils étaient confinés à l’impuissance et ballottés par l’histoire entre l’espoir et la déception. Pour protester contre cette démission de Laurier, Charles Anger et Olivar Asselin se présentèrent sans succès comme candidats nationalistes indépendants aux élections du 3 novembre 1900. [110] Ils fondèrent en 1903 la Ligue nationaliste pour protester contre l’impérialisme britannique.

Armand Lavergne et Henri Bourassa s’opposaient eux aussi à la soumission du Canada aux politiques impérialistes de la Grande-Bretagne mais ils choisirent la voie de la patience en restant dans les rangs du parti libéral. La force du parti libéral au Québec dépendra de sa capacité de prendre en charge les revendications nationalistes du Québec, tout en prêchant la modération et la nécessité des compromis et des atermoiements pour ne pas nuire aux chances du parti d’être réélu. Une minorité ne peut se permettre d’être exigeante. Elle doit marchander sa survie et pour ce faire, tolérer l’écart entre le discours et l’action. Le soutien du Québec était indispensable pour former un gouvernement majoritaire à Ottawa. Pour obtenir ce soutien, les politiciens devaient promettre de défendre les intérêts et les droits de la minorité, mais à l’inverse l’exercice du pouvoir était conditionné par les exigences de la majorité qui étaient rarement compatibles avec les promesses faites aux Canadiens français. Ceux-ci, dans les circonstances, devaient se résigner à choisir le moindre mal, c’est-à-dire la patience. Celle-ci fut mise à rude épreuve et la récidive de Laurier en 1911 avec le projet de loi créant une marine canadienne à la disposition de la Grande-Bretagne rompit les amarres de la soumission au parti libéral.

Bourassa et Asselin sonnèrent le tocsin pour le réveil de la nation en clamant que Laurier trompait les Canadiens français et ne défendait pas leurs intérêts. Pour donner plus d’influence au point de vue nationaliste, ils fondent Le Devoir en 1910. L’exaspération du sentiment populaire à l’égard de la politique de Laurier fut confirmée par l’élection d’un cultivateur nationaliste, Arthur Gilbert, lors de l’élection complémentaire dans Drummond-Arthabaska. Le double jeu du parti libéral allait être sévèrement désapprouvé par l’électorat québécois aux élections générales de 1911. L’alliance entre les nationalistes et les conservateurs obtint 27 sièges contre 38 qui allèrent aux Libéraux. Ce déplacement d’allégeance fut suffisant pour faire perdre le pouvoir à Laurier mais [111] ne modifia nullement le rapport majorité-minorité dans les jeux du pouvoir où le point de vue des Québécois ne peut jamais prévaloir. Entre les Libéraux et les conservateurs, la seule différence est que les seconds n’essaient pas de sauver les apparences. Les dés sont tout aussi pipés mais le rapport de forces est transparent. La relation d’inégalité n’est pas dissimulée par la rhétorique de la bonne entente et les louvoiements. Le discours colle plus à la réalité.

La crise de la conscription, acte I

Les Conservateurs une fois au pouvoir brisèrent leur alliance avec les nationalistes en refusant d’intervenir en faveur des francophones dans la question des écoles du Keewatin au Manitoba et en continuant la politique de Laurier dans la question de la marine de guerre impériale. La crise de la conscription et la non-intervention du gouvernement Borden à propos du règlement XVII qui abolissait les écoles françaises en Ontario éloigneront les Québécois de la tentation conservatrice. C’est la constante du nationalisme qui explique les changements d’allégeance des Québécois sur la scène fédérale. En 1911, les Canadiens français se détachèrent des libéraux parce qu’ils n’étaient pas assez nationalistes. En 1917, ils reviendront au bercail libéral parce que les conservateurs étaient trop impérialistes et anti-francophones.

À l’élection de 1917, le gouvernement d’unité nationale de Borden est reporté au pouvoir. Le Canada anglais élit 150 députés unionistes contre 20 libéraux alors que le Québec élit 60 libéraux et seulement trois unionistes. Le vote libéral atteint un sommet : 61 pour cent des électeurs inscrits. Le Québec est isolé du reste du Canada. L’existence des deux solitudes est attestée par les attitudes divergentes des Québécois envers la conscription où le Québec se trouve seul du côté des opposants, ce qui amène le député Francœur à déposer une motion en Chambre demandant l’indépendance du Québec. La répression militaire et sanglante des manifestations anti-conscriptionnistes de Québec amplifiera ce sentiment de solitude et poussera les francophones dans le giron du [112] parti libéral. Après le coup de la conscription et jusqu’en 1945, les Conservateurs ne purent faire élire un seul de leurs candidats dans les comtés francophones du Québec et en 1921, ils ne firent élire aucun député au Québec. L’affaire des écoles de l'Ontario et la conscription donnèrent aux Libéraux le monopole politique au Québec.

L’astuce libérale

Le pendule de la confiance et de la crédulité se déplaça du côté des Libéraux et allait y rester accroché pour cinq des six décennies suivantes. En 1921, Mackenzie King ramena le règne de l’ambiguïté. Désormais le Parti libéral grâce à l’unanimisme québécois pourra gouverner sans avoir nécessairement la majorité des sièges en dehors du Québec. Ainsi, lorsqu’il y a une majorité conservatrice au Canada anglais, on retrouve très souvent une majorité libérale pour l’ensemble du Canada, grâce à la majorité libérale du Québec. C’est donc grâce au Québec que les Libéraux se maintiennent au pouvoir. Pierre Drouilly résume très bien l’astuce libérale :

Mackenzie King quant à lui, jouera sur deux tableaux. Prenant ses distances face à l’influence britannique et impériale, il s’assurera l’appui solide d'une bonne partie des Canadiens français, appui d’autant plus facilement obtenu que le chauvinisme anglo-saxon affiché par les Conservateurs sert de repoussoir pour les francophones du Canada. Et en mettant de l’avant une idéologie de la croissance économique ininterrompue et de la prospérité illimitée Mackenzie King légitime la pénétration américaine au Canada. [[44]](#footnote-44)

Quels que soient les conjonctures, les hommes et les partis au pouvoir, c’est l'intérêt de la majorité qui prime. L’histoire politique canadienne est jalonnée de promesses faites à la minorité et qui n’ont pas été respectées au nom de la raison majoritaire. Ainsi ce que les Conservateurs avaient fait en 1917, les Libéraux le feront à leur tour en 1942. Et d’une façon encore plus odieuse, dans le reniement le plus complet. Ils avaient profité pendant [113] vingt ans d’un capital politique acquis à la suite de leur opposition à la politique conscriptionniste des Conservateurs. Ils s’étaient engagés solennellement à démissionner si jamais la conscription était imposée aux Canadiens français.

Voici ce que déclarait Adélard Godbout durant la campagne électorale :

Comme chef du parti libéral dans la province de Québec, et je suis sûr d’exprimer le sentiment de tous nos ministres canadiens-français dans le cabinet fédéral je vous affirme, avec toute la force dont je suis capable, que le gouvernement d’Ottawa ne décrétera jamais la conscription militaire tant que vous laisserez la politique libérale diriger nos destinées. Et si mes paroles ne sont pas assez vigoureuses, si vous pensez quelles sont peut-être dictées par les circonstances, je m’engage sur l’honneur, en pesant chacun de mes mots, à quitter mon parti et même à le combattre si un seul Canadien français, d’ici la fin des hostilités en Europe, est mobilisé contre son gré sous un régime libéral ou même sous un régime provisoire auquel participeraient nos ministres actuels dans le cabinet de M. King [[45]](#footnote-45).

Les promesses d’Ernest Lapointe et d’Adélard Godbout ne seront qu’un rempart de paille devait la raison du loyalisme britannique et la logique du jeu politique fédéral où la loi du nombre s’impose toujours. En 1942, les Libéraux demandèrent par plébiscite à l’ensemble du Canada de les libérer de l’engagement pris envers le Québec seul. Le résultat confirma encore une fois la profonde division ethnique de la société canadienne. Chaque fois que le peuple québécois voulut faire respecter son identité spécifique, cela déclencha une crise nationale, ce qui tend à démontrer que la soumission et la passivité des Québécois sont les conditions du bon fonctionnement du système politique canadien.

La crise de la conscription, acte II

En avril 1942, la majorité anglaise du Canada imposa unilatéralement sa volonté conscriptionniste à la minorité francophone. Le Québec était isolé dans son opposition à la conscription. Le Canada vota à 79 pour cent [114] pour délier le gouvernement de sa promesse alors que le Québec vota non dans une proportion de 72 pour cent. Chez les francophones la proportion des anti-conscriptionnistes atteignit 85 pour cent. Le gouvernement fédéral profita aussi de la guerre pour dépouiller les provinces de leurs pouvoirs de taxation.

Le Bloc populaire fut alors fondé pour défendre l’autonomie provinciale et pour briser le cercle vicieux où les partis traditionnels enfermaient les Québécois. Cette formation politique était un amalgame d’éléments hétéroclites, ce qui réduisit sa cohésion et son efficacité électorale. Aux élections fédérales de 1945, ce parti obtint 13,1 pour cent du suffrage populaire et fit élire deux de ses candidats. Cet échec relatif est dû en partie à la fin de la guerre et au retour de la prospérité économique. Le contexte de l’après-guerre et de la victoire des alliés ne permettait plus de capitaliser sur les ressentiments suscités par la crise de la conscription.

Le climat psychologique avait changé. L’insuccès du Bloc peut aussi s’expliquer par le fait qu’une élection provinciale avait eu lieu en 1944. L’indignation nationaliste a été détournée de la scène fédérale et profita à l’Union nationale. Les libéraux provinciaux servirent de bouc émissaire et payèrent à la place des libéraux fédéraux le coup de la conscription quoique ces derniers furent aussi sanctionnés par les électeurs. Le parti libéral fédéral ne recueillit que 37 pour cent des électeurs inscrits. Il était tombé à son niveau le plus bas depuis 1911.

L’Union nationale canalisa le mécontentement par la défense de l’autonomie provinciale et la lutte entreprise pour rapatrier les pouvoirs de taxation extorqués durant la guerre. Le Québec n’était pas une province comme les autres et son gouvernement refusait d’abandonner comme les autres provinces ses pouvoirs fiscaux qui sont indispensables à une nation qui veut assumer son destin. Duplessis expliquait en ces termes son point de vue constitutionnel :

Toute modification sans le consentement unanime... constitue une atteinte au respect dû aux contrats et ne peut qu’affecter [115] l’harmonie et la stabilité des relations intergouvernementales canadiennes. Ce qui caractérise notre système fédératif, c’est que la répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux est le résultat de concessions librement consenties par les provinces. [[46]](#footnote-46)

Duplessis estimait qu’un gouvernement responsable ne pouvait se borner à administrer l’argent provenant des taxes imposées et perçues par un autre gouvernement. L’entente fédérale-provinciale de 1947 n’allouait au Québec que 5 pour cent du revenu de l’impôt prélevé dans la province. En 1952, les neuf provinces anglophones reconduisirent pour cinq ans leur entente fiscale avec Ottawa ; le Québec seul refusa d’abandonner le droit provincial de lever des impôts directs. L’Assemblée législative adopta le principe de la double taxation en février 1954. Cette loi créait un impôt sur le revenu des particuliers équivalant à 15 pour cent de l’impôt fédéral. Les libéraux accusèrent Duplessis d’être un séparatiste parce qu’il voulait défendre l’intérêt du Québec et faire respecter la Constitution.

Le règne des Conservateurs

Aux élections de 1957, le Québec se retrouva encore une fois isolé. Alors que l’ensemble du Canada préférait les Conservateurs aux Libéraux, le Québec élisait pour sa part une très forte majorité de candidats libéraux par fidélité à Louis Stephen St-Laurent. Le temps de l’alternance était arrivé après plus de vingt ans d’hégémonie libérale. Le Québec se retrouvait dans l’opposition à Ottawa. Le règne des Conservateurs contribua à élargir le fossé entre les deux communautés ethniques et accentua l’aliénation des Québécois envers le régime fédéral. Le chauvinisme du Canada anglais était plus apparent, n’étant plus occulté par la présence de francophones prestigieux dans l’appareil gouvernemental. L’effet de diversion ne jouait plus. La réalité des rapports de forces se manifestait au grand jour. Cette [116] période de transition fut fertile en réalignements politiques et idéologiques car elle vit apparaître deux phénomènes politiques nouveaux qui exprimaient le sentiment d’aliénation et de frustration des Québécois envers le système fédéral et les partis traditionnels : le mouvement créditiste et le mouvement indépendantiste. Ils portaient tous les deux une protestation nationaliste : le premier se situant dans la perspective du nationalisme traditionnel pan-canadien, le second présentant un projet de transformation du statut politique du Québec et de la situation économique des Québécois. L’action conjuguée (et non concertée) de ces deux mouvements provoque une crise profonde du système politique canadien. En sortant des cadres politiques traditionnels, les Québécois purent se faire entendre comme peuple distinct et perturber les jeux de pouvoir séculaires qui anémiaient notre existence collective. Les paisibles et tolérants Québécois se révoltaient et du lointain Canada l’écho leur répondit : « *What does Québec want ?*».

Le Québec des Libéraux

En juin 1962, les Québécois, désenchantés par le Canada des Conservateurs et peu attirés par l’intellectualisme tranquille de Pearson, jugèrent qu’ils n’avaient rien à perdre à essayer le Crédit social. Ils s’identifièrent à la forte personnalité de Réal Caouette qui leur offrait l’image du modeste Canadien français qui réussit à s’imposer et qui dérange les puissants. Cette image populiste combinée à une profonde désaffection envers les partis traditionnels donnèrent aux créditistes 26 pour cent du vote et 26 élus. Cette forte représentation inaugurait l’ère des gouvernements minoritaires. Le jeu politique canadien fut perturbé par la pression du nationalisme québécois qui exigeait plus de pouvoirs pour mener à terme la Révolution tranquille. La présence des créditistes à Ottawa et le dynamisme du gouvernement Lesage à Québec obligeaient les autorités politiques canadiennes à faire des concessions et à reconnaître la nécessité d’une réforme constitutionnelle qui accorde un statut particulier au Québec. Le Québec, [117] par l’intermédiaire des Créditistes, détenait la balance du pouvoir et pouvait déstabiliser le fonctionnement de la vie politique canadienne. Cette situation forçait le Canada à s’ajuster institutionnellement à la réalité des deux nations. Avec cette nouvelle donnée politique, le Parti libéral du Canada risquait d’être mis hors jeu. À l’élection de 1962, en n’attirant que 30 pour cent des électeurs inscrits, le Parti libéral atteignait son niveau le plus bas depuis le début du siècle. Il lui fallait à tout prix reprendre en main le Québec pour restaurer son hégémonie d’antan. Il s’agissait d’abord de regagner la faveur des Québécois pour, par la suite, renforcer l’autorité de l’État fédéral et enfin freiner les appétits de pouvoir du Québec.

Cette stratégie en trois temps fut lancée par Pearson qui aux élections de 1963 fit vibrer la corde nationaliste :

Nous de la majorité anglophone avons démontré beaucoup trop d’indifférence envers les sentiments, les aspirations et les craintes de nos concitoyens francophones... Il est grand temps que se prennent de grandes décisions sur la dualité de notre État. [[47]](#footnote-47)

La perspective du bilinguisme et du biculturalisme allait ramener le Québec dans l’enclos du parti libéral au détriment des Créditistes qui déclinèrent par la suite. La Commission d’enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme démontra le bien-fondé des revendications québécoises et laissa espérer des changements constitutionnels pour corriger l’inégalité chronique entre les deux peuples fondateurs.

Les trois colombes, Pelletier, Marchand et Trudeau, récupéreront le mécontentement québécois pour réaliser leur montée au pouvoir. Ils se présenteront comme le dernier recours pour détourner le courant de l’affirmation québécoise, déloger les créditistes, redonner une stabilité au gouvernement canadien et entreprendre la lutte contre les indépendantistes. En échange de concessions formelles comme le bilinguisme dans la fonction publique fédérale, le Canada anglais leur confia la mission de ramener le Québec à l’ordre du fédéralisme centralisateur. [118] Pour le « French Power », il fallait que le Québec devienne une province comme les autres. Il n’était pas question de faire des compromis sur la question du partage des pouvoirs. Ils désavoueront la thèse du statut particulier. Ils mettent de l’avant une conception intransigeante du fédéralisme où le Québec est défini comme une culture, c’est-à-dire un groupe ethnique comme les autres. En réduisant la question nationale à sa dimension culturelle, ils occultent les inégalités structurelles sur les plans économique et politique. Ils pensent résoudre la crise de l’unité canadienne en confiant à l’État fédéral la compétence pour légiférer sur les problèmes linguistiques.

Les conférences constitutionnelles

Trudeau, alors qu’il était ministre de la Justice, amorça le virage vers l’intransigeance. Il siffla la fin de la récréation et mit fin à l’esprit de conciliation qui prévalait depuis 1963. Tous les gouvernements qui se succéderont à Québec seront incapables d’enrayer cette tendance car ils étaient désormais isolés dans le jeu constitutionnel, les autres provinces se montrant peu intéressées à la réforme constitutionnelle. Elles préféraient s’en remettre au gouvernement fédéral, trop heureuses de voir un francophone prendre le leadership du combat contre les prétentions québécoises.

Ainsi à la conférence interprovinciale de Toronto (1967), le gouvernement du Québec fut le seul à réclamer une révision constitutionnelle qui reconnaîtrait par un nouveau partage des pouvoirs la dualité canadienne. Cette perspective est clairement exprimée dans le document synthèse présenté par Daniel Johnson qui faisait le point sur les revendications du Québec :

Il s’est passé que le Québec, point d’appui du Canada français, 1) remet en question la structure politique du pays, 2) demande un nouveau partage des pouvoirs entre les deux ordres de gouvernements et exige, pour le Canada français, la reconnaissance concrète de droits égaux à ceux dont jouit depuis toujours le Canada de langue anglaise. [[48]](#footnote-48)

[119]

Mais dès l’amorce du processus de révision constitutionnelle, la majorité des premiers ministres provinciaux rejetèrent la thèse des deux nations et confièrent au gouvernement fédéral le leadership de la réforme constitutionnelle. Le poids du nombre dans la négociation constitutionnelle empêchait le Québec de faire prévaloir son point de vue.

En février 1968 débute une série de conférences fédérales-provinciales sur la Constitution qui aboutiront à l’isolement du Québec à la conférence de Victoria en 1971. Dès le départ, les positions sont inconciliables. Alors que Daniel Johnson posait la question « de la dimension politique de l’égalité culturelle », P. E. Trudeau s’opposait à la reconnaissance des droits collectifs du peuple québécois et croyait solutionner la crise canadienne en institutionnalisant les droits individuels. Selon sa perspective, l’unité canadienne ne pouvait s’accommoder d’un changement de statut politique pour le Québec. La reconnaissance du français comme langue officielle et le bilinguisme fonctionnel étaient à son avis suffisants pour régler le problème.

Jean-Jacques Bertrand, lors de la Conférence de février 1969, s’opposa au concept des districts bilingues et se trouva lui aussi isolé sur la question essentielle de la révision complète de la Constitution. Il formulait ainsi le point de vue du Québec :

L’important pour les Canadiens français du Québec, ce n’est pas de pouvoir individuellement parler leur langue même dans les régions du pays où elle a très peu de chances d’être comprise ; c’est de pouvoir collectivement vivre en français, travailler en français, se construire une société qui leur ressemble... S’il y a crise au Canada, ce n’est pas parce qu’il s’y trouve des individus qui parlent des langues différentes, c’est parce qu’il s’y trouve deux collectivités, deux peuples, deux nations dont il faut harmoniser les rapports. [[49]](#footnote-49)

Mais les gouvernements des neuf autres provinces furent insensibles à cette argumentation et rejetèrent le principe d’un statut particulier pour le Québec. De son côté, le [120] gouvernement fédéral refusait de concéder aux provinces de nouveaux pouvoirs et de nouvelles sources de revenus. Il proposait même d’accroître ses pouvoirs dans le domaine de la sécurité sociale au nom de l’intérêt national. Claude Ryan dans Le Devoir s’insurgea contre cette proposition en soutenant que le Québec devait refuser ce projet fédéral qui menaçait l’affirmation de la personnalité distincte du Québec. Il était clair pour tous que la réforme de la Constitution allait se faire dans le sens d’une centralisation accrue parce qu’Ottawa voulait exercer un plus grand contrôle sur l’économie. Ainsi à la conférence de décembre 1969, toutes les provinces, à l’exception du Québec, reconnurent au gouvernement canadien le droit d’effectuer des paiements de transfert aux individus. Pour les provinces anglophones, de même que pour P. E. Trudeau, le gouvernement canadien est supérieur aux autres ordres de gouvernement. Il doit donc avoir le pouvoir de parler et d’agir au nom de tous les Canadiens et d’imposer ses vues aux provinces lorsque l’intérêt national est en jeu. Pour le premier ministre du Québec, comme pour ses prédécesseurs, le Québec était souverain dans ses domaines de juridiction. Il n’était pas question d’accepter le principe de la primauté de l’autorité fédérale.

Ainsi la conférence de Victoria déboucha sur une impasse. Même si Robert Bourassa se montre plus conciliant en n’exigeant plus un nouveau partage de l’ensemble des pouvoirs et des ressources comme préalable au consentement québécois au renouvellement de la Constitution, il maintient toutefois comme exigence la reconnaissance de la primauté législative du Québec dans le champ des politiques sociales. Le premier ministre Trudeau allait refuser cette exigence constitutionnelle du Québec. À cette époque, Claude Ryan mettait en garde le premier ministre du Québec contre toute concession qui ne serait pas approuvée formellement par le peuple :

M. Bourassa doit-il insister pour que son Parlement soit associé à un titre plus responsable que celui de « *rubber stamp*» à l’étude des documents dont il a été saisi. Il doit également informer ses interlocuteurs qu’une Constitution nouvelle ne saurait engager le [121] Québec tant qu’elle n’aura pas été approuvée formellement et explicitement par le peuple lui-même. [[50]](#footnote-50)

Il reconnaissait ainsi un droit de veto à l’Assemblée nationale et au peuple du Québec sur tout changement constitutionnel.

Le premier ministre Bourassa se retrouva isolé comme ses prédécesseurs. La thèse québécoise impliquait le contrôle exclusif par le Québec des allocations familiales, des allocations pour la formation de la main-d’œuvre et de la politique du supplément de revenu garanti. C’était la reconnaissance de « *l’opting out*» avec compensations financières. Cette position sera reprise par le gouvernement Lévesque dix ans plus tard. Mais elle recevra, tout comme en 1971, une fin de non-recevoir de la part de P. E. Trudeau, dont les thèses à ces deux occasions ont été appuyées par les neuf premiers ministres des provinces anglophones.

Cette brève rétrospective de l’histoire politique est révélatrice de la dualité canadienne et montre à l’évidence que le Québec n’est pas une province comme les autres. Les hommes politiques représentant le Canada anglais ont toujours favorisé une conception unitaire du fédéralisme. Seul le Québec a résisté aux tendances centralisatrices et a défendu avec constance et quel que soit le parti au pouvoir l’autonomie provinciale. C’est parce qu’il est garant et responsable du destin d'un peuple que le gouvernement québécois a toujours résisté à la dépossession des pouvoirs et que depuis deux décennies il revendique un nouveau partage des pouvoirs lui permettant d’assumer ses responsabilités dans le cadre des sociétés modernes où toutes les sphères d’activités sont en interaction. Cette nouvelle réalité implique qu’une collectivité qui veut se développer dans sa spécificité doit maîtriser les leviers qui commandent les politiques économiques et sociales. Les garanties culturelles et linguistiques inscrites dans une charte des droits ou dans la loi sont à elles seules insuffisantes pour [122] contrebalancer les forces d’uniformisation qui s’imposent par la logique de la marchandise qui détermine beaucoup plus efficacement le mode de vie, les aspirations et les valeurs d’une société.

Notre dépendance collective est structurelle. La reconnaissance du français comme langue officielle accompagnée de la garantie de droits individuels ne modifie en rien les rapports de forces réels et consacre notre statut minoritaire. Seul le pouvoir de s’autodéterminer peut permettre à une collectivité de survivre dans le monde moderne, car il rétablit un rapport d’égalité entre les peuples. Cette aspiration légitime et vitale pour notre avenir a été constamment niée dans le cadre du fédéralisme au nom d’un intérêt national défini par la majorité.

Il faut être inconscient ou malhonnête intellectuellement pour affirmer que des droits individuels sont préférables aux droits collectifs pour assurer l’épanouissement d’une collectivité. Cette habile mystification renforce en fait la centralisation des pouvoirs et n’a pour seul objectif que d’empêcher les Québécois d’être responsables de leur destin, en leur enlevant leur statut de peuple et en les réduisant à un agrégat d’individus structurés par une autorité qui leur est étrangère. En dépossédant le Québec de son droit de veto fondé sur les conventions et la pratique de la négociation constitutionnelle depuis les débuts de la Confédération, les premiers ministres du Canada anglais viennent d’instituer la raison du plus fort comme règle du jeu constitutionnel. Dans ce nouveau contexte, le Québec et les francophones seront désormais à la merci de l’arbitraire du Canada anglais. En institutionnalisant le pouvoir du nombre comme mécanisme de changement constitutionnel, on rend illusoire et aléatoire toute garantie constitutionnelle car aucune constitution ne peut résister à la volonté de la majorité. Comme le dit le dicton : les constitutions sont faites pour les peuples et puisqu’on ne reconnaît pas l’existence de deux peuples au Canada, en privant le Québec de son droit de veto, il est clair que la réforme constitutionnelle se fera dans [123] l’intérêt de la majorité et dans une perspective unitaire. Quels que soient ceux qui exercent le pouvoir nous sommes structurellement et juridiquement dans une situation d’oppression nationale, à la suite de la Conférence d’Ottawa et du rapatriement de la Constitution. Nous sommes devenus une colonie du Canada. Nous sommes à la croisée des chemins. Nous pouvons prendre la voie de la soumission et de la désintégration ou nous pouvons choisir de lutter pour la libération.

[124]

[125]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 8

Promesses et faire-accroire
du fédéralisme

« Gouverner, c’est faire croire ».

Machiavel

[Retour à la table des matières](#tdm)

Depuis le référendum, la majorité des Québécois qui avait voté non a été trahie par les représentants du Canada. Les promesses faites aux Québécois pour les garder dans le système fédéral ont été reniées. La réforme constitutionnelle, contrairement à ce qu’on avait laissé espérer, ne reconnaîtra pas le caractère distinct de la société québécoise.

Les représentants du Canada au Québec ont aussi trompé la population en faisant miroiter les avantages économiques du fédéralisme. Dans leurs discours, les Trudeau, Chrétien, Lalonde, Ouellet inondaient le Québec de promesses référendaires. Le non au référendum devait provoquer un déluge d’avantages économiques. Le [126] Québec allait connaître la prospérité avec un projet d’un milliard de $ pour Montréal, avec les investissements pour la construction des F-18, avec les subventions pour les Mines de sel des Îles-de-la-Madeleine, avec la construction du super-port à Gros Cacouna, avec le 12e redémarrage de la Place Guy Favreau, avec la construction d’un immeuble de vingt étages pour loger le siège social de la Banque fédérale de développement... Michel Nadeau, dans son bilan post-référendaire, écrivait à ce propos : « La manœuvre des promesses référendaires s’est soldée par de la fumée. Jusqu’à maintenant, il faut donner raison à ceux qui disaient qu’en disant Non merci, les Québécois n’auraient rien merci » [[51]](#footnote-51). Non seulement le fédéralisme fonctionne-t-il au détriment du Québec sur le plan économique mais en plus ce système favorise un dévoiement de la vie démocratique en érigeant la mystification en principe de gouvernement.

L’effet de diversion du système fédéral

Dans la démocratie de représentation, l’électeur a tendance à faire son choix en fonction des promesses électorales que lui proposent les divers candidats. Normalement celui que est élu cherche à réaliser ses principales promesses s’il est au pouvoir car ainsi il aura la confiance des citoyens et pourra rester au pouvoir en étant réélu. Cependant la relation électeur-candidat peut être biaisée si le premier se fie aveuglément aux promesses qu’on lui fait au lieu d’évaluer rationnellement les réalisations du parti au pouvoir en fonction de ses intérêts. Cette démarche est cependant coûteuse en temps et en énergie de sorte que rares sont les électeurs qui se comportent rationnellement. Le plus souvent ils réagissent par le cynisme et la dépolitisation. Ils soutiennent celui qui offre les apparences de la sincérité et qui réussit la meilleure performance de mise en marché. La manipulation de l’électeur constitue donc [127] une assise de la démocratie de représentation. Cette tendance est accentuée en régime fédéral.

Certains présentent le fédéralisme comme un système politique qui favoriserait la démocratie ; le fédéralisme comporterait en effet des mécanismes de contrepoids dans la mesure où les pouvoirs sont répartis entre plusieurs centres de décision. Cette vision du fédéralisme est trompeuse car la réalité est plus complexe. Le système des contrepoids engendre une structure de pouvoir indirect qui éloigne le simple citoyen et les groupes populaires du processus politique. En retour, ce système favorise les élites qui ont ainsi un accès plus discret et efficace aux leviers de commande de la vie collective. La concurrence des pouvoirs créée par la division des responsabilités et la multiplication des paliers de gouvernement réduit la capacité de contrôle des citoyens sur les décisions politiques qui sont prises aux étages supérieurs du pouvoir. La fragmentation des pouvoirs entre niveaux de gouvernements entraîne une certaine confusion qui profite aux gouvernants dans la mesure où ils ne sont pas soumis à la pression directe des citoyens. Les politiciens ont une plus grande marge de manœuvre puisque cette structure de responsabilités fractionnées disperse l’attention et affaiblit la vigilance de l’opinion publique. La pratique de la diversion est plus facile et pour cette raison systématisée dans le cadre du fédéralisme. Cet effet de diversion est particulièrement intense dans le fédéralisme canadien où les pouvoirs généraux et économiques appartiennent à l’État central et les pouvoirs sociaux qui affectent immédiatement la vie des citoyens sont dévolus aux États provinciaux qui sont le plus souvent des courroies de transmission du gouvernement central. Celui-ci s’abrite donc derrière un système de paravent qui disperse les responsabilités, ce qui rend le contrôle démocratique des décisions plus difficile à exercer par le citoyen-électeur. L’attention de ce dernier se porte plus naturellement sur le niveau de pouvoir qui l’affecte le plus immédiatement par ses décisions et qui lui est le plus directement accessible, c’est-à-dire le gouvernement [128] provincial. L’attention critique de l’opinion publique est ainsi détournée du gouvernement fédéral qui concentre les pouvoirs concernant l'intérêt général et dont les décisions conditionnent l’administration des provinces. Les citoyens étant moins près, ne serait-ce qu’en raison de l’éloignement géographique, du pouvoir central au Canada, les politiciens fédéraux peuvent plus facilement se dérober à la responsabilité de rendre compte de leur gestion. La structure fédérale, en rendant plus onéreuse et complexe l’évaluation des réalisations respectives de chaque palier de gouvernement, donne donc un poids plus grand aux promesses électorales comme facteur de sélection des dirigeants fédéraux. Ce phénomène est amplifié dans le cas des États poly-ethniques où les différences linguistiques permettent des jeux de cache-cache sophistiqués. Il est enfin plus difficile de savoir qui fait quoi et qui est responsable de quoi lorsque les champs de compétences se chevauchent comme c’est le cas au Canada. Le fédéralisme obscurcit à des degrés divers, selon les pays, les relations de pouvoir et favorise l’usage de la mystification dans le jeu politique.

Il était indispensable de rappeler ces principes théoriques pour être en mesure de dresser un bilan de la gestion économique du gouvernement fédéral, sans être victime de l’effet de diversion produit par monsieur Trudeau qui rend les autres gouvernements responsables du marasme économique alors que ce marasme résulte de sa propre politique économique. Il se disculpe cavalièrement devant l’opinion publique en dirigeant systématiquement l’accusation sur autrui. Il faut dénoncer cette tactique, faire la part des choses et respecter les ordres de responsabilité. Or c’est le fédéral, et non les gouvernements provinciaux, qui est le maître-d’œuvre dans le domaine économique. Les provinces n’ont qu’une responsabilité mineure et jouent plus un rôle d’exécutant que de décideur. Le fardeau de la preuve ne leur incombe pas. C’est Ottawa qui contrôle la politique monétaire, la politique douanière et tarifaire, la politique fiscale, la politique de la main-d’œuvre et c’est sur cette base que la politique des élus québécois à Ottawa doit être jugée.

[129]

La dynamique de l’injustice économique
au Canada

Ce n’est pas tant au niveau des paiements de transfert aux individus que le Québec est défavorisé car ces politiques s’appuient sur des critères identifiables : être chômeur, être retraité. Ces politiques nous avantagent dans la mesure où nous sommes défavorisés par les disparités économiques. Autrement dit Ottawa donne aux Québécois pour compenser les effets de sous-développement engendrés par ses politiques économiques. L’économiste Pierre Fortin écrit à ce propos : « Il faut se rendre compte que la stratégie de développement industriel a pu créer des distorsions sérieuses dans les patterns régionaux de la croissance économique et qu’elle a plus aidé à transformer le Québec en assisté social plutôt qu’en une économie génératrice de son propre développement. » Les Québécois pour ainsi dire financent par leur impôts les « cadeaux » que le fédéral prétend leur donner pendant que les élus du Québec à Ottawa soutiennent des politiques qui orientent le développement économique en faveur de l’Ontario et des provinces de l’Ouest. C’est au niveau des politiques qui déterminent la structure économique du Canada que le Québec n’a pas sa juste part. Ces politiques se traduisent par de nouvelles usines, une baisse du taux de chômage, la croissance des revenus des particuliers, ce qui rend moins nécessaires les paiements de transfert aux individus.

Les politiques financières, commerciales et industrielles ne sont pas soumises aux débats publics. Elles sont élaborées en fonction des pressions discrètes des milieux d’affaires. C’est sur la face cachée des jeux de pouvoir que s’oublient les intérêts du Québec. Au Canada l’État central détient les principaux instruments qui permettent d’articuler une stratégie de développement économique. C’est par la manipulation des dépenses publiques, de la taxation et de la masse monétaire que l’État intervient comme régulateur de l’économie. Ces interventions ne sont pas neutres. Elles favorisent les groupes sociaux et les régions qui comptent le plus [130] politiquement, c’est-à-dire qui peuvent influencer de façon déterminante la réélection du gouvernement.

Ainsi l’Ontario, depuis les débuts de la fédération canadienne et ce à cause de son poids politique, a beaucoup plus bénéficié de la, politique commerciale fédérale que le Québec qui, à certains égards et dans certaines conjonctures jouissait d’avantages comparables mais qui n’ont pas suscité de décisions politiques adéquates. En fait, les décisions prises à Ottawa depuis la National Policy de 1879 ont toujours visé la maximisation de la croissance nationale, ce qui a provoqué un processus cumulatif de croissance centré sur l’Ontario au détriment du développement des autres régions. Comme nous le verrons par la suite, les disparités régionales au Canada continuent de s’accroître depuis lors.

La politique tarifaire est un autre indicateur des orientations de la stratégie de développement industriel mise en œuvre par l’État fédéral qui peut ainsi déterminer la localisation des entreprises et des industries. Au Canada, c’est l’industrie ontarienne qui a été le plus favorisée par la protection tarifaire. En 1970, l’Ontario pouvait compter sur 68 pour cent des industries les plus hautement protégées au Canada par rapport à 24 pour cent pour le Québec. On peut facilement constater que dans le système politique canadien la région qui est économiquement en avance jouit d’un pouvoir politique considérable qui ne cesse de s’accroître et qui permet d’influencer les prises de décisions pour maintenir ses avantages. Cette dynamique de l’injustice qui confine le Québec au sous-développement et à la dépendance peut être illustrée par des exemples concernant les secteurs-clefs de l’activité économique où intervient l’État fédéral. On retrouvera aussi les tendances structurelles décrites précédemment dans les décisions budgétaires et fiscales prises récemment.

L’industrie automobile

L’industrie automobile est probablement le secteur où l’inégalité est la plus flagrante. Quatre-vingt-quinze [131] pour cent de l’industrie automobile canadienne est concentrée en Ontario. Ce déséquilibre est dramatique car l’automobile est une industrie industrialisante, c’est-à-dire qui commande la mise en place d’une infrastructure aux effets multiplicateurs. C’est une industrie qui emploie intensivement la main-d’œuvre et génère de hauts revenus. En 1976 il y avait au Québec 5 520 emplois reliés à l’industrie automobile comparativement à 95 039 en Ontario. Et pourtant le Québec consomme 25 pour cent des autos vendues au Canada. De plus ces autos sont fabriquées avec de l’aluminium produit au Québec mais dont le coût de transport vers l’Ontario est subventionné par Ottawa de sorte qu’il est plus économique d’expédier de l’aluminium du Québec à une usine ontarienne que de fabriquer les pièces d’aluminium au Québec.

Ce phénomène de concentration industrielle a été amplifié par les récentes subventions accordées par Ottawa aux multinationales de l’automobile. Au moment où le gouvernement fédéral versait une subvention de $400 millions à Chrysler pour moderniser ses usines installées à Windsor, il refusait de financer deux projets d’usines de pièces d’automobile au Québec [[52]](#footnote-52). Une subvention de $40 millions a aussi été accordée à la compagnie Ford en Ontario. Le Québec est pénalisé par la politique fédérale qui favorise constamment le développement de l’industrie ontarienne. Et pourtant ces subventions proviennent en partie des taxes qui sont prélevées au Québec. Nous finançons ainsi le développement économique des autres et nous obtenons en compensation pour la faiblesse de notre secteur secondaire de l’assurance-chômage.

L’installation de Volkswagen en Ontario constitue une preuve supplémentaire du favoritisme pratiqué par l’administration fédérale envers l’Ontario. Même les libéraux fédéraux ont été obligés d’admettre qu’ils avaient été leurrés par les hauts fonctionnaires du [132] ministère de l’Industrie et du Commerce [[53]](#footnote-53). Pour que la multinationale allemande Volkswagen établisse son usine canadienne de pièces en Ontario, le gouvernement fédéral lui a accordé une exemption de frais de douane représentant une perte annuelle de revenus de $25 millions pour le Trésor canadien. Cette décision entraînera $1 milliard de ventes pour l’Ontario et une perte de 2000 emplois directs et 4 000 emplois indirects pour le Québec. Voilà une façon pour le moins étrange de partager les richesses.

Les dépenses en recherche-développement

Ottawa privilégie aussi injustement l’Ontario par ses dépenses dans le domaine scientifique. Ainsi 52,6 pour cent des dépenses scientifiques fédérales se font en Ontario comparativement à 16,2 pour cent pour le Québec. Ces dépenses ont des effets d’entraînement considérables sur l’économie car elles génèrent des emplois, des recettes fiscales, des innovations technologiques et des investissements industriels. Le Québec est nettement défavorisé en ce domaine car selon des statistiques fédérales publiées par le ministère d’État aux sciences et à la technologie, on peut constater que le fédéral en 1978-79 a dépensé per capita en Ontario $87.90 et seulement $36.39 au Québec [[54]](#footnote-54). Il y a d’autres exemples de cette iniquité. Ainsi l’étude des dépenses faites à l’intérieur des établissements scientifiques fédéraux montre que le Québec reçoit une part encore plus congrue des dépenses fédérales soit $16.47 per capita par rapport à $61.11 dépensés en Ontario. Cette inégalité ce traduit en termes d’emplois. Sur les 22 775 personnes travaillant dans les établissements fédéraux, l’Ontario récupère 13 028 emplois contre seulement 2 368 pour le Québec. On peut aussi constater que 75 pour cent des contrats de recherche attribués par Ottawa à des Québécois vont à des anglophones. Ainsi les chercheurs québécois se [133] retrouvent en chômage parce que le Québec ne reçoit pas sa juste part des dépenses fédérales pour la recherche scientifique. Les 'activités de recherche du Conseil national de la Recherche du Canada, d’Énergie atomique du Canada et de la Défense nationale sont très majoritairement concentrées en Ontario. Cette iniquité a tendance à s’accentuer. Selon Jean-Pierre Goyer, la part du Québec a baissé progressivement de 25 pour cent à 20 pour cent depuis 1974. Même les membres de la commission Pépin-Robarts reconnaissaient que les Québécois payaient cher leur appartenance à l’ensemble canadien.

Les politiques d’achat

Il y a d’autres indicateurs des inégalités structurelles entretenues par le régime fédéral. On a par exemple constaté que si le Québec fournit 25 pour cent des impôts perçus par Ottawa, il est en retour défavorisé par les politiques d’achat du gouvernement fédéral qui n’effectue que 20 pour cent de ses dépenses au Québec. La politique d’achat d’un gouvernement est un puissant stimulant économique et le manque à dépenser du fédéral au Québec contribue au marasme de l’économie québécoise. Entre 1961 et 1974, le Québec a été la province la moins favorisée au Canada par les dépenses du fédéral en salaires, en biens et services, en subventions et en investissements [[55]](#footnote-55). Ainsi par exemple, le fédéral n’engage que 16,5 pour cent de son personnel au Québec en dépit du fait que la population québécoise représente 27 pour cent de l’ensemble canadien. Cette disproportion a de fortes incidences économiques car la fonction publique fédérale coûte annuellement $3 milliards au Québec. Cette discrimination se manifeste non seulement au niveau des dépenses globales mais elle affecte aussi l’accès des fonctionnaires fédéraux du Québec aux ministères importants comme centres de décisions économiques et financières. Les fonctionnaires fédéraux [134] francophones sont exclus des ministères de l’Industrie et Commerce (1,3 pour cent), des Finances (2,6 pour cent), du Conseil du Trésor (0,1 pour cent), du Conseil privé (0,1 pour cent), de l’Énergie et des Mines (1,3 pour cent), de l’Expansion économique régionale (7,4 pour cent), de l’Agriculture (13,6 pour cent), des Affaires extérieures (1,1 pour cent). Ils sont relégués à des ministères moins importants ou à des postes de soutien comme les ministères des Anciens Combattants, des Postes, de la Consommation, de la Main-d’œuvre et de l’Immigration. Selon le rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Canada, les francophones à Ottawa sont toujours sous-représentés aux niveaux supérieurs de l’administration publique et sont sur-représentés dans les emplois subalternes [[56]](#footnote-56). En 1981 selon Statistiques Canada, 53 pour cent des salariés de la haute direction de la fonction publique fédérale sont de l’Ontario, alors que 18 pour cent du Québec. « Si les grandes entreprises du Québec ne font pas une très grande place aux francophones dans les hauts postes de direction, la situation est pire dans la fonction publique fédérale d’Ottawa » [[57]](#footnote-57). On constate aussi que plus les salaires montent dans les ministères fédéraux, plus le nombre de francophones diminue. Ainsi entre $32 000 et $40 000 on retrouve 19 pour cent de francophones alors qu’entre $40 000 et $50 000 il y a 15 pour cent de francophones. Parmi les trois mille plus hauts salariés de l'État fédéral, il y a seulement 13 pour cent de francophones.

Le Québec en 1981 a perdu $576 millions en salaires à cause du sous-emploi du fédéral au Québec car les Québécois qui auront payé $2 628 546 000 pour les salaires des employés de l’administration publique fédérale ne recevront que $2 052 000 000 en retour de salaires, soit 19 pour cent. Les Québécois sont donc exploités par le régime fédéral. Les députés libéraux à Ottawa cautionnent un marché de dupes lorsqu’ils tentent de nous faire croire que les comptes économiques Québec-Canada s’équivalent. À leur avis l’échange est [135] équitable car si le Québec perd $576 millions en salaires d’emplois, ces $576 millions sont reversés au Québec sous forme de prestations d’assurance-chômage. Aucune société ne peut se développer en comptant sur les prestations d’assurance-chômage. Le Québec a besoin des emplois que lui refuse le système fédéral car ceux-ci signifient plus de pouvoirs et de décisions conformes aux priorités économiques du Québec. Le contrôle qu’exerce l’Ontario sur l’État fédéral n’est pas sans lien avec la concentration des industries dans cette province où forcément le taux de chômage est plus bas qu’au Québec.

Les fonctionnaires fédéraux qui vivent en Ontario ont tout naturellement tendance à favoriser leur province dans l’allocation des ressources publiques et dans l’attribution des contrats. Le cas de Volkswagen est exemplaire à cet égard. Les représentants canadiens à l’étranger entravent les échanges économiques internationaux avec le Québec en détournant les acheteurs éventuels vers les producteurs ontariens. Les fonctionnaires exercent souvent une influence déterminante dans les choix économiques et il est impossible d’imposer un contrôle objectif et efficace sur les facteurs de choix ; ceci signifient plus de pouvoirs et de décisions conformes aux et qu’elle profite à la province la mieux représentée qui, pour cette raison, jouit d'une rente de situation ! Ainsi se reproduisent les inégalités structurelles dans le système fédéral.

Quel que soit le gouvernement au pouvoir, le Québec, ne contrôlant pas dans le système fédéral les principaux leviers de développement économique, est condamné au chômage renouvelé de génération en génération. Entre 1S45-1950, il y avait au Québec 52,3 pour cent plus de chômeurs qu’en Ontario, entre 1951-1959 : 74,9 pourcent de plus, entre 1960-1969 : 83,5 pour cent de plus, entre 1970-1974 : 79,4 pour cent de plus, entre 1975-1976 : 33,3 pour cent de plus, entre 1976-1977 : 40 pour cent de plus.

La politique énergétique

Dans un autre domaine stratégique pour le développement économique, celui de la politique énergétique, le [136] bilan du fédéralisme est négatif si on examine les tendances à long terme qui révèlent les effets structurels de l’inégalité des pouvoirs régionaux au Canada.

Les ministres fédéraux ont utilisé l’argument du pétrole, ressource non renouvelable pour convaincre les Québécois des avantages du fédéralisme. Si la Confédération de 1867 s’est faite pour répondre aux exigences de la construction de chemin de fer, le Canada de 1980 tire sa raison d’être des puits de pétrole ce qui rend sa longévité incertaine. Les discours référendaires des représentants du Canada ont occulté la réalité.

Il faut savoir que de 1961 à 1973, les Québécois ont payé plus cher les produits du pétrole pour maintenir un prix pan-canadien. Au lieu de payer le prix international plus bas pour le pétrole importé au Québec, les Québécois devaient payer le prix fixé par le fédéral qui était plus élevé pour équivaloir à celui du pétrole de l’Ouest canadien. Si les Québécois pendant douze ans ont payé leur pétrole 25 pour cent plus cher, depuis neuf ans ils le paient moins cher que le prix mondial. C’est un juste retour des choses qui ne justifie nullement les discours dithyrambiques du ministre Lalonde d’autant plus que selon les plus récentes prévisions, en 1983 et ce de façon définitive, le Québec ne recevra plus une goutte de pétrole albertain. « C’est en effet en 1983 qu’on ne pourra plus compter sur l’Alberta parce que l’Ouest produit moins et consomme plus, cela obligera le Québec à dépendre exclusivement du pétrole importé des pays de l’OPEP » [[58]](#footnote-58). De plus il faut se rendre à l’évidence : le prix du pétrole canadien ira rejoindre à brève échéance le prix international [[59]](#footnote-59). Il ne faut pas être grand clerc pour conclure que les élus libéraux à Ottawa ont aliéné nos droits collectifs [137] pour un plat de lentilles. La fourberie du fédéralisme consiste à masquer la logique du système derrière des avantages à court terme et illusoires pour expliquer les avantages de l’appartenance du Québec à l’ensemble canadien.

Les investissements du gouvernement fédéral dans le secteur énergétique défavorisent aussi le Québec et accroissent les inégalités dans le partage des richesses. Alors qu’en matière énergétique rien n’était fait pour le Québec, la manne d’Ottawa apportait $8.4 milliards dans les provinces de l’Atlantique et un Fonds de développement de $2 milliards pour l’Ouest canadien [[60]](#footnote-60). Les Québécois ont pourtant en 1979-1980 payé $500 millions pour développer les richesses naturelles de l’Ouest mais n’ont rien reçu pour développer la Baie de James. Les députés libéraux ont utilisé à répétition dans leurs campagnes électorales la promesse de construire un super-port pétrolier à Gros-Cacouna pour relancer l’activité économique en Gaspésie. Mais leur parole ne pèse pas lourd à Ottawa. Depuis l'arrivée de Mac Eachen au gouvernement, on parle de plus en plus de construire ce port en Nouvelle-Ecosse, la province d’origine du ministre des Finances qui lui aussi doit satisfaire les exigences de ses électeurs. Enfin, dernier élément dans ce bilan provisoire de la politique énergétique du gouvernement canadien : le Québec profitera trois fois moins que l’Ontario des retombées économiques générées par les projets d’extraction des sables bitumineux de l’Alberta. $2.6 milliards iront à l’Ontario comparativement à $730 millions pour le Québec, ce qui représente 4,4 pour cent de l’investissement total qui sera de 16.8 milliards.

La déstabilisation économique du Québec

Nous avons vu jusqu’à présent les principaux paramètres qui orientent la stratégie fédérale dans l’allocation des ressources publiques au Canada et qui structurent le [138] développement inégal des régions. La crise que traversent les pays industrialisés a des effets amplifiés là où sévit le sous-développement, comme c’est le cas au Québec. Dans le contexte actuel, cette situation est aggravée par une guerre économique systématique menée contre le Québec par le gouvernement libéral de monsieur Trudeau. Celui-ci, le 13 décembre 1981, a dénoncé la gestion de l’économie du gouvernement québécois pour faire oublier l’incurie de sa propre gestion économique. Cette tactique qui lui est familière consiste à accuser les autres pour masquer sa propre responsabilité. Mais heureusement on ne peut tromper tout le monde à la fois, et à la conférence fédérale-provinciale sur la fiscalité, les dix provinces ont été unanimes pour dénoncer l’irresponsabilité économique du gouvernement Trudeau.

Au troisième trimestre de 1981, l’économie canadienne a enregistré sa plus forte chute depuis trente ans. En 1981, le Canada a connu la plus forte augmentation du taux de chômage depuis la Deuxième Guerre mondiale. La moyenne canadienne est de 8,2 pour cent. Une statistique est toujours abstraite et ne traduit pas toute la réalité. Pour lui donner un sens, il faut la décomposer ; et on constatera alors que les inégalités entre les provinces sont considérables. Ainsi Terre-Neuve à un taux de 17,8 pour cent. Le Québec avec un taux de 11,2 pour cent regroupe 35 pour cent du total des chômeurs canadiens. L’Ontario et la Colombie britannique sont en bas de la moyenne avec un peu plus de 7 pour cent. Ces données indiquent l’échec flagrant de la politique du ministère de l’Expansion économique et régionale qui depuis sa création en avril 1969 n’a pas réussi à modifier les déséquilibres économiques régionaux. Il a tout juste contribué à « ralentir l'élargissement du fossé entre les provinces ». Cela n’est pas étonnant lorsqu’on sait que l’Agence d’examen de l’investissement étranger favorise l’Ontario dans près de 70 pour cent de ses décisions [[61]](#footnote-61). Le sabotage délibéré du développement industriel du Québec [139] a été pratiqué récemment par cette agence du gouvernement fédéral qui a empêché une entreprise de fabrication d’appareils ménagers de réaliser une transaction qui aurait permis la construction au Québec d’une usine valant $5 millions [[62]](#footnote-62). Depuis dix ans, le Québec régresse sur le plan industriel en partie parce qu’il ne reçoit pas sa juste part des subventions au développement régional. De 1969 à 1979, le Québec a occupé la cinquième position pour les subventions par habitant [[63]](#footnote-63). Le Conseil économique du Canada de même que l’OPDQ ont fait des études qui démontrent que le MEER n’a pas aidé efficacement le Québec et qu’il a plus fait pour l’Ontario qui est déjà la région la plus industrialisée du Canada que pour le Québec qui se désindustrialise. [[64]](#footnote-64)

D’autres organismes fédéraux nuisent délibérément au développement économique du Québec. Selon *La Presse* du 25 novembre 1981, les ministres fédéraux du Québec, Marc Lalonde et Jean Chrétien, auraient donné instruction à l’Agence canadienne pour le développement international de ne plus rien entreprendre avec le Québec. Cet ostracisme semble durer depuis 1977 car depuis lors il n’y a eu aucun nouveau projet de coopération entre l’ACDI et le ministère des Affaires intergouvernementales. Cet automne, l'ACDI mettant en application la directive des ministres québécois a refusé de renouveler un contrat de coopération internationale à une entreprises québécoise qui avait déjà réalisé un premier contrat à la grande satisfaction du pays bénéficiaire de l’aide : le Zaïre. Par mesquinerie politique, l’ACDI a préféré donner le contrat à une entreprise de la Colombie britannique qui était incompétente pour ce genre d’opération. Pour compenser son manque d’expertise, l’entreprise dut donner un contrat de sous-traitance à une entreprise de Montréal. Comme quoi le cynisme des politiciens mène à la bêtise économique.

Dans le cadre de ses attributions en matière de politique commerciale, le gouvernement fédéral a le [140] pouvoir de contingenter les importations de produits manufacturés. En toute logique, lorsqu’un secteur industriel est faible et à moins qu’on ne veuille l’éliminer, on tend généralement à hausser les contingentements. En novembre 1981, au moment où le chômage atteint des sommets au Canada, le gouvernement fédéral décide de ne plus contingenter les importations de chaussures en cuir. Au Canada, 80 pour cent de la production de l’industrie de la chaussure est constitué par la chaussure de cuir. Comme par hasard c’est un secteur industriel important du Québec. Cette décision fédérale va créer du chômage car elle obligera les manufacturiers à faire des mises à pied puisqu’ils perdront une partie du marché face à la concurrence des producteurs européens ou asiatiques qui sont avantagés par les salaires très bas, par la faiblesse de leur devise nationale par rapport au dollar canadien (exemple, l’Italie) et par le travail des enfants dans les pays du tiers monde. Cette abolition des quotas pourrait entraîner une baisse de 50 pour cent des emplois dans l’industrie de la chaussure [[65]](#footnote-65). Cette politique ne profitera que très peu aux consommateurs, la différence des prix de détail étant moins élevée que la différence des prix à la production. Ce seront les importateurs qui accroîtront leurs profits en augmentant la part des produits importés sur le marché canadien [[66]](#footnote-66).

La politique d’Ottawa :
créer du chômage

Le gouvernement canadien est le premier responsable du marasme de l’économie québécoise et du taux de chômage élevé car il a décidé de recourir au credo monétariste pour lutter contre l’inflation. En adoptant comme stratégie de réduire la demande, le gouvernement fédéral a provoqué de façon délibérée le ralentissement de l’économie canadienne. La désinvolture économique du gouvernement Trudeau nous a aussi valu en 1981 de détenir un record peu enviable car le Canada a affiché [141] les taux d’intérêt les plus élevés du monde industrialisé [[67]](#footnote-67). Les taux d’intérêt usuraires pratiqués par la Banque du Canada aggravent la récession car ils découragent l’investissement, provoquent les faillites des petites et moyennes entreprises et paralysent l’industrie de la construction.

Cette politique délibérée anémie l’économie québécoise. Ainsi à cause des taux d’intérêt élevés, il y a eu en 1981 une baisse de $100 millions d’investissements dans l’industrie des pâtes et papier qui est un secteur important de l’économie québécoise [[68]](#footnote-68). À Montréal, le nombre des faillites d’entreprise a fait un bond de 38 pour cent de janvier à octobre à cause de la politique monétaire fédérale [[69]](#footnote-69). Les hauts taux d’intérêt sèment la panique chez les agriculteurs qui se sont endettés pour moderniser leurs fermes et être plus productifs [[70]](#footnote-70). L’éditorialiste de *La Presse* Yvan Guay résumait ainsi les effets des politiques fédérales : « le fédéral se sent totalement impuissant à sortir le pays du bourbier où son incohérence l’a conduit... la politique monérariste des taux d’intérêts élevés ruine l’industrie de la construction, alimente l’inflation, déprime et disloque l’économie. Bref, cette politique démontre depuis six ans sa stupidité croissante. Mais le gouvernement n’a ni le courage ni l’imagination de la changer. Il est vidé. » [[71]](#footnote-71) On pourrait penser que ce triste record est chose du passé puisque depuis quelques mois il y a eu une légère baisse du taux de base. Or cela est peu probable puisque les deux causes qui ont provoqué la flambée des taux d’intérêts existent toujours. Tout d’abord l’inflation n’a pas été jugulée aux États-Unis et plusieurs analystes croient qu’elle reprendra de plus belle au printemps prochain ce qui provoquera une nouvelle spirale. De plus, le ministre des Finances [142] Allan Mac Eachen n’a pas renoncé au credo monétariste [[72]](#footnote-72).

La hausse des taux d’intérêt est une décision politique prise par le gouvernement fédéral. Cette décision s’inscrit dans une stratégie pour lutter contre l’inflation, stratégie qui consiste à réduire la demande. La logique de cette politique est la suivante : il y a trop d’argent dans le système ce qui provoque une pression sur l’économie qui ne peut suffire à la demande, d’où la hausse des prix. En haussant les taux d’intérêts on fait porter aux travailleurs le fardeau de la lutte à l’inflation car on privilégie la création du chômage comme moyen de lutter contre l’inflation. Selon l’économiste Pierre Fortin de l’Université Laval, cette stratégie est inefficace car l’augmentation de 1 pour cent du taux de chômage ne fait baisser le taux d’inflation que de .4 de un pour cent. Pour sa part, le Conseil économique du Canada affirme qu’on ne peut attribuer l’inflation à la demande excédentaire. On prévoit qu’en 1982 il y aura 188 000 emplois créés de moins qu’en 1981. Ce sont donc les travailleurs qui paient pour l’irresponsabilité de la gestion économique fédérale. Pendant ce temps-là, les banques s’enrichissent. Les sept principales banques ont affiché pour 1981 une hausse de 38 pour cent de leurs profits, certaines comme la Banque Impériale réalisant des hausses de gains allant jusqu’à 61 pour cent. L’orientation des politiques commerciale et monétaire contrecarre les efforts du gouvernement québécois pour améliorer la performance économique du Québec et entrave ainsi le développement économique du Québec.

Les négociations sur la fiscalité

La rouerie du gouvernement fédéral a encore une fois été illustrée par les discussions sur les ententes fiscales. Ottawa tente de faire des économies sur le dos des provinces en modifiant les accords fiscaux afin de couper [143] $5.6 milliards aux provinces pour les cinq prochaines années. Le gouvernement central transfère aux provinces la responsabilité de réduire les dépenses publiques, ainsi il n'a pas à porter l’odieux des coupures de services et de postes puisque ceux-ci sont administrés par les provinces. En réduisant les transferts fiscaux aux provinces, Ottawa compte récupérer $2 milliards en deux ans. Alors qu’il prêche aux autres restrictions et dégraissage de l’appareil d’État, le gouvernement central continue à dépenser comme avant. Ainsi la part des dépenses publiques par rapport au P.N.B. ne bougera pas. Alors qu’elle était de 20,6 pour cent en 1981, elle sera de 20,2 pour cent en 1982.

Par le biais des accords fiscaux, le fédéral mène une offensive dont l’objectif est d’accroître la dépendance des gouvernements provinciaux envers le gouvernement central. Cette manœuvre vise en particulier à affaiblir l’autorité de l’État du Québec qui, contrairement aux autres provinces, a conservé une certaine autonomie dans sa politique fiscale en percevant lui-même ses impôts. C’est un des volets importants de la stratégie de centralisation des pouvoirs en faveur de l’État canadien.

L’an dernier, en invoquant une plus juste redistribution des richesses, le gouvernement fédéral passait outre aux juridictions exclusives des provinces sur les ressources naturelles pour fixer le prix du pétrole. Cette mesure devait entraîner des retombées pour les provinces pauvres. Mais ces belles promesses ont fondu comme neige en avril et maintenant le gouvernement central s’en prend aux budgets des provinces en réduisant les paiements de péréquation. Cette politique affecte directement le budget québécois qui tire de cette source 29 pour cent de ses revenus. Selon Jacques Parizeau, Ottawa tente ainsi de déstabiliser les finances du Québec.

Depuis 1960, le gouvernement fédéral a imposé aux provinces des programmes sociaux qui, avec l’inflation, se sont avérés plus coûteux que prévus. Aujourd’hui, les provinces qui doivent fournir ces services essentiels aux citoyens se voient privées par l’État fédéral des revenus [144] nécessaires à ces fins par la diminution des transferts aux provinces que veut imposer le ministre Mac Eachen à l’occasion de la renégociation des ententes fiscales. Il s’agit d’obliger les provinces à se soumettre aux volontés d’Ottawa afin qu’elles entérinent la réforme de la loi de l’impôt annoncée dans le budget Mac Eachen ; ceci aurait évidemment comme effet d’obliger les provinces à augmenter les impôts pour compenser les pertes ainsi encourues.

Par ce chantage fiscal, le gouvernement fédéral s’attribue un droit de regard sur des juridictions de compétence provinciale. Ottawa menace ainsi de geler les fonds alloués à l’éducation si les provinces ne modèlent par leurs politiques de l’éducation sur celles de la main-d’œuvre fixées par le fédéral. C’est là une atteinte aux pouvoirs législatifs des provinces dans leurs champs de compétence et cela montre bien les intentions centralisatrices qui seront inscrites dans la prochaine réforme constitutionnelle. La logique du fédéralisme canadien tend de plus en plus à faire des parlements provinciaux des succursales administratives du parlement fédéral qui, par la manipulation des leviers fiscaux, peut contrôler les décisions des provinces dans leurs propres champs de compétence. L’enjeu des présentes négociations fiscales est d’enlever au Québec le contrôle de sa stratégie fiscale et de l’obliger à se soumettre au processus d’uniformisation des politiques édictées par Ottawa.

Et pendant ce temps les députés du Québec à Ottawa restent cois et laissent faire cette dépossession de nos droits collectifs. Par leur inertie et leur soumission aveugle au chef, ils participent à l’affaiblissement politique et à la déstabilisation économique du Québec. C’est pourquoi on peut accuser les députés libéraux fédéraux d’être beaucoup plus des représentants d’Ottawa au Québec que des porte-parole du Québec à Ottawa.

Les tendances centralisatrices de la réforme constitutionnelle de même que les effets dépressifs des politiques économiques du gouvernement fédéral montrent qu’il est urgent pour les souverainistes d’aller à Ottawa défendre [145] et promouvoir les intérêts du Québec. Ils pourront alors questionner la gestion du gouvernement fédéral et présenter dans chaque dossier le point de vue et les besoins du Québec.

Depuis vingt ans, les Libéraux n’ont pas eu à rendre compte de leur conduite. Ils n’ont pas eu à justifier leurs décisions et leur utilisation des ressources publiques. Ils n’ont pas défendu les intérêts du Québec parce qu’ils pouvaient agir impunément. Puisqu'il n’y avait pas d’opposition ou de concurrence politique, ils n’encouraient pas le risque de sanctions électorales. Il est temps de leur demander des comptes. La seule façon d’y arriver est d’offrir aux Québécois non seulement une alternative partisane mais aussi un autre projet politique qui s’oppose à la centralisation politique et à la réduction des pouvoirs du Québec.

Ainsi le procès du fédéralisme se fera sur le bon terrain politique et les accusés devront répondre de leurs actes devant le peuple québécois. Il ne pourront plus se défiler et se donner l’apparence de la légitimité faute d’adversaires qui offrent un choix véritable.

[146]

[147]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 9

QUE FAIRE ?

Livrer combat sur la scène fédérale

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans les chapitres précédents, nous avons mis en relief les données objectives et les principes théoriques qui justifient l’idée de porter le combat souverainiste sur la scène fédérale. Cette nécessité politique doit aussi être située dans la nouvelle conjoncture constitutionnelle. Le rapatriement de la Constitution change radicalement les règles du jeu car il confère au Parlement fédéral le pouvoir de modifier la loi fondamentale du pays sans le consentement de toutes les provinces. Cette suprématie absolue de l’État fédéral pourrait même aller jusqu’à déclarer illégal tout mouvement préconisant l’indépendance d’un des États membres. La doctrine de l’unité nationale et de l’intérêt national ne connaîtra plus de limite dans ses applications. À l’avenir, rien n’empêchera le fédéral d’enlever des juridictions aux provinces. [148] Certaines d’entre elles, dans une situation économique difficile, pourraient consentir à abandonner certaines responsabilités. La réforme de la Constitution pourrait, par exemple, enlever aux provinces la primauté législative dans les domaines de l’éducation et de la culture. Des politiciens fédéraux du Québec comme Francis Fox [[73]](#footnote-73) refusent de reconnaître cette primauté en matière culturelle parce que la culture devient de plus en plus un enjeu stratégique pour le contrôle du développement économique. Cette attitude est révélatrice des intentions constitutionnelles du gouvernement canadien.

Dans ce nouveau contexte, il devient impérieux pour la promotion des droits et des besoins du Québec d’être représentés à Ottawa par des députés qui parlent Québécois, c’est-à-dire qui défendent les intérêts du Québec. La voix du Québec doit se faire entendre sur toutes les tribunes car dans ce nouveau contexte rien ne peut être pris pour acquis. Notre avenir comme collectivité distincte dépendra du rapport de forces politiques. Quant à notre force, elle s’établira avec l’homologie d’orientations politiques sur la scène provinciale et fédérale. Nous ne pouvons plus faire abstraction des lieux de pouvoir et faire comme si nous étions déjà souverains. Nous avons des adversaires réels et nous sommes dominés par une structure de pouvoir que nous avons contestée jusqu’à présent de l’extérieur. Nous avons laissé à nos adversaires une totale liberté de manœuvre sur le terrain de la politique fédérale, ce qui a eu pour effet de nous affaiblir. Nous ne devons plus séparer les terrains de la lutte politique.

Les conditions du succès

Cette analyse de la situation et le projet qui en découle laissent plusieurs militants souverainistes perplexes et inquiets. Même s’ils comprennent les raisons impérieuses qui dictent cette orientation, ils ont encore des réticences. Ils expriment deux craintes principales : la [149] peur de la récupération et celle de l’échec électoral. Même s’ils estiment l’entreprise souhaitable, ils ne la jugent pas réalisable à la lumière des expériences passées. Avec défaitisme, ils rappellent le peu de succès de l’Unité populaire et l’échec relatif du Bloc populaire. Certains pour se dissuader n'hésitent pas à remonter jusqu’à l’époque d’Henri Bourassa et d’Armand Lavergne. Ces objections ne résistent pas à l’analyse des faits.

Il faut d’abord considérer que les situations historiques ne sont pas comparables. Il n’y a par exemple jamais eu auparavant un parti politique nationaliste comparable au Parti québécois regroupant autant de militants, ayant une aussi grande expérience du combat politique. L’action des Lavergne et Bourassa se fondait plus sur leur charisme individuel que sur des organisations de masse, d’où leur relative impuissance dans le jeu politique. Jamais non plus auparavant, l’action des nationalistes sur la scène fédérale n’a pu s’appuyer sur la présence au pouvoir à Québec d’un parti souverainiste, ce qui a de fortes incidences sur les capacités de mobilisation. Cette conjoncture différente et les deux atouts qu’elle offre révèle la condition essentielle à une action efficace des souverainistes sur la scène fédérale. Cette entreprise n’a en effet de chance de succès que dans le cadre du Parti québécois, que si elle est prise en charge sur le plan organisationnel et idéologique par la structure de ce parti.

L’entrée du P.Q. sur la scène fédérale minimisera les problèmes relatifs à l’identification partisane et à la crédibilité des nouvelles formations politiques. Un nouveau parti mettrait plus de temps à s’organiser et à s’implanter. Il serait obligé de se construire une image et de conquérir la confiance de l’opinion publique. Il ne pourrait en même temps se constituer un capital politique et lutter efficacement contre les forces fédéralistes. Le Parti québécois a déjà une clientèle stable qui accordera plus facilement son soutien à une aile fédérale du P.Q. qu’à une nouvelle formation.

Il ne s’agit donc pas de fonder un nouveau parti pour œuvrer sur la scène fédérale. Cette logique unitaire évite [150] tous les dangers de division et de dilution du projet souverainiste. Ce seront les mêmes membres, les mêmes militants qui définiront les orientations politiques et le programme du parti, à Québec tout comme à Ottawa. Il n’y a donc pas risque de déviation ou de récupération.

Les membres du P.Q. choisiront aussi les candidats en se regroupant sur la base du découpage des circonscriptions électorales fédérales. Ces candidats seront donc liés à leur organisation de comté et une fois élus, ils devront comme les députés de n’importe quel autre parti se conformer à la ligne politique du parti. S’ils ne le font pas ils seront alors désavoués et perdront le soutien de la base. Le Parti québécois étant un parti à vocation idéologique, il y a peu de chances qu’une telle situation se produise, car ces candidats seront avant tout motivés par l’objectif de la souveraineté. Ils ne peuvent pas espérer faire carrière sur la scène fédérale tant et aussi longtemps que le Parti québécois demeurera souverainiste. De toute façon, si le contraire se produisait, le Parti québécois perdrait sa raison d’être et disparaîtrait. La seule difficulté sur le plan organisationnel sera d’ajuster la machine du P.Q. à la carte électorale fédérale. Il y a deux possibilités : soit créer une structure politique spécifique pour chaque comté, soit confier à une organisation de comté déjà existante la responsabilité d’organiser la campagne électorale fédérale. La deuxième hypothèse offre plus d’avantages en termes d’efficacité et d’économie de ressources. Elle évite la duplication des organisations qui peut donner lieu à des tensions sur le plan local. Elle maximise l’utilisation de l’expérience acquise par la machine électorale du parti québécois, mieux structurée et mieux rodée que celle du parti libéral fédéral qui, depuis le début des années soixante, n’a pas eu à faire preuve de compétence et d’efficacité pour faire élire ses candidats. Le moins grand nombre de comtés sur la scène fédérale permettra de concentrer les ressources et les énergies des militants. Pour coordonner ces efforts et le travail d’organisation, il est préférable de s’appuyer sur des structures déjà existantes plutôt que d’en créer de nouvelles. Ainsi il sera plus facile d’intégrer [151] les militants provenant des organisations de comtés non sollicitées par le découpage de la carte électorale.

L’action électorale fédérale ne peut qu’être stimulante pour la vie du parti. La prochaine élection provinciale n’aura vraisemblablement lieu qu’en 1985. Cette longue période d’inactivité risque de démobiliser les membres du parti comme cela s’est produit entre 1976 et 1981. L’inaction est cause de sclérose pour tous les types d’organisation et un parti doit se donner des défis et des objectifs réalisables à court terme, s’il veut maintenir un minimum de vitalité. La conjoncture actuelle est donc propice à une incursion sur la scène fédérale. L’ouverture d’un second front électoral n’était pas possible dans les années soixante-dix car il fallait construire le parti, créer une conscience et une identité québécoises et canaliser l’attention sur les institutions politiques québécoises. Ces objectifs étant maintenant atteints, le parti ayant acquis expérience et maturité politiques, il peut désormais s’attaquer à la cible principale de la lutte pour la souveraineté : la dualité de représentation inhérente au fédéralisme.

Il s’agit essentiellement par l’action sur la scène fédérale de continuer le combat pour la souveraineté en offrant aux Québécois un choix véritable entre les deux options qui polarisent l’opinion publique. Comment parler plus efficacement de la souveraineté du Québec sinon dans le cadre d’une mobilisation électorale où l’attention des citoyens est plus en éveil ? La présence d’enjeux tangibles est nécessaire à la conscientisation politique. Dès lors, l'impact du message souverainiste a plus de chance d’être amplifié dans le cadre d’une campagne électorale fédérale que dans le cadre d’une campagne de sensibilisation menée par le parti en attendant la prochaine échéance électorale provinciale. La politisation sera moins abstraite si elle a pour cible les députés libéraux fédéraux.

Cette stratégie dédouanerait le gouvernement du Parti québécois qui en raison des engagements pris à l’élection d'avril 1981 ne peut faire la promotion de l’option souverainiste. Le parti peut certes prendre le [152] relais et effectuer le travail d’éducation politique mais son audience et son autorité sont moindres. Il aurait moins d’impact persuasif. Il n’a qu’un accès circonstanciel aux mass médias qui sont les points stratégiques de l’influence politique et cet accès en temps normal est très coûteux. Mais des candidats, et encore plus des députés souverainistes sur la scène fédérale, pourraient jouer un rôle supplétif et faire un travail de politisation beaucoup plus efficace. En définitive il serait plus rentable politiquement d’investir les énergies militantes et les ressources financières du parti dans le cadre d’une élection fédérale. Puisque les militants devront être mobilisés de toute façon, autant leur fixer des objectifs concrets à atteindre et faire ainsi avancer la cause de la souveraineté en réduisant le contrôle politique qu’exerce sur le Québec l’État canadien par l’intermédiaire des députés libéraux fédéraux. C’est la meilleure façon de préparer la prochaine élection provinciale qui sera décisive quant au statut politique du Québec.

Ce qui caractérise le Parti québécois, ce n’est pas la rareté des ressources humaines, c’est plutôt le trop-plein qui fait que beaucoup de bonnes volontés ne sont pas utilisées. Il y a un potentiel inemployé qui à l’occasion d’une élection fédérale pourrait accroître la puissance de diffusion du projet souverainiste. La formation d’une aile fédérale permettrait aussi de renouveler le personnel politique québécois en introduisant de nouvelles figures. L’expérience électorale et parlementaire ainsi acquise pourrait être avantageusement mise à profit pour réaliser l’accession à la souveraineté. L’arène fédérale serait un bon lieu de formation de la relève politique québécoise qui pourrait ainsi préparer le terrain et les modalités de la transition politique et de la transmission des pouvoirs.

Toutes ces raisons positives n’entraînent pas d’emblée l’adhésion au projet de l’entrée du P.Q. sur la scène fédérale. La résistance de certains militants provient aussi d'une crainte de l’échec électoral. On voudrait être assuré par avance qu'il n’y a aucun danger d’échec. On a vu que les causes des échecs antérieurs comme le manque d’organisation, l’inexpérience des militants et [153] des leaders, les dissensions résultant de conflits de personnalité ne tiennent plus dans le contexte actuel.

Il est évident que l’exploration de voies nouvelles comporte des risques mais on peut calculer ceux encourus par l’entrée du P.Q. sur la scène fédérale. Notre raisonnement s’appuie sur deux hypothèses fort plausibles. La première consiste à dire que les Québécois savent ce qu'ils font, qu’ils ont des comportements politiques responsables. En conséquence la grande majorité de ceux qui soutiennent l’option souverainiste aura tendance à donner son soutien à des candidats souverainistes même lors d’élections fédérales. La deuxième hypothèse affirme que le report des votes d’un niveau électoral à un autre se fait mieux et quasi automatiquement lorsqu'il y a homologie partisane. Ce phénomène expliquerait pourquoi ceux qui votent P.Q. au provincial n’ont pas voté pour d’autres partis souverainistes aux élections fédérales (ex. Unité populaire). Ainsi les électeurs qui ont voté P.Q. à Québec auront tendance à voter P.Q. à Ottawa. Cette cohésion sera à notre avis renforcée par la conjoncture post-référendaire et le rapatriement de la Constitution qui ont déçu les non-souverainistes, ce qui occasionne un renforcement de la solidarité nationale.

Si on observe les comportements électoraux des Québécois depuis l’entrée en scène du P.Q., on constate qu’il y a une polarisation idéologique de l’électorat francophone qui se divise en deux blocs équivalents. En 1976, le Parti québécois recueillait 35 pour cent des votes des électeurs inscrits (1 390 361 voix) tandis que le Parti libéral du Canada aux élections de 1974 obtenait 34,6 pour cent des votes des électeurs inscrits au Québec soit 1 330 337 votes. Ce dernier aux élections de février 1980 totalisait 2 017 156 voix alors que le Parti québécois en obtenait 1 773 319 en avril 1981.

Ces électeurs souverainistes, à la prochaine élection fédérale, devront faire un choix et il y a de très fortes chances qu'ils soutiennent massivement une aile fédérale du Parti québécois. Selon Pierre Drouilly, ils ne peuvent pas faire autrement : « Les autres solutions qui s’offrent aux indépendantistes, boycotter l’élection fédérale en [154] s’abstenant de voter ou en annulant son vote, donner un appui tactique aux Conservateurs ou à un autre parti manquent de clarté ou d’efficacité ; elles sont vouées à l’échec au plan pratique. Objectivement elles équivalent à favoriser les Libéraux. » [[74]](#footnote-74) II serait étonnant que les Québécois veuillent refaire l’expérience.

On peut logiquement penser qu’une bonne partie des 1 401 187 abstentionnistes aux élections de 1980 étaient des souverainistes et qu’à la prochaine élection ils s’exprimeront conformément à leur conviction. Si on ajoute à ces électeurs les Rhinos (88 308) plus les Créditistes qui avaient en 1980 le soutien du P.Q. (174 583) plus un 20 à 25 pour cent des votes nationalistes qui sont allés au parti libéral, il n’est pas exagéré de prévoir que les souverainistes pourraient recueillir au minimum entre 35 et 40 pour cent du vote.

Ces prévisions peuvent trouver confirmation si on transpose les résultats obtenus lors du référendum et de l’élection d’avril 1981 par le Parti québécois sur la carte électorale fédérale. Nous ferons cet exercice pour la région de Montréal qui n’est pas la plus favorable au Parti québécois.

On peut construire quatre hypothèses prévisionnelles à partir de ce tableau, allant du scénario le plus pessimiste au plus optimiste, en fonction du report des voix et selon le déclin du soutien au parti libéral qui est inévitable puisque celui-ci a fait le plein de ses voix en février 1980.

H-l. Si le report des voix se fait de façon minimale et si le déclin du soutien au parti libéral est faible, il faut alors utiliser les résultats référendaires et retenir les comtés qui ont obtenu une majorité absolue en faveur du oui. Il y aurait alors dans la plus mauvaise hypothèse deux ou peut-être trois élus péquistes dans la région de Montréal.

[155]

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Comtés | Référendum 1980oui en % | Élection 1981P.Q. en % |
| Mercier | 49,1 | 60,9 |
| Anjou-St-Léonard | 34,5 | 42,7 |
| Bourassa | 43,2 | 51,6 |
| Gamelin | 42,9 | 51,5 |
| Hochelaga-Maisonneuve | 50,3 | 58,6 |
| Rosemont | 38,5 | 46,8 |
| St-Michel | 40,8 | 48,7 |
| Papineau | 44,3 | 53,1 |
| Laurier | 47,9 | 56,8 |
| Sainte-Marie | 51,0 | 61,8 |
| Saint-Jacques | 32,8 | 39,7 |
| Verdun | 34,0 | 42,7 |
| St-Henri-Westmount | 20,4 | 25,9 |
| Outremont | 31,9 | 38,7 |
| Lachine | 12,8 | 16,5 |
| Laval-des-Rapides | 38,2 | 45,3 |
| Saint-Denis | 27,5 | 34,9 |
| Vaudreuil | 29,4 | 37,8 |
| Dollard | 17,4 | 21,7 |
| Notre-Dame-de-Grâce | 16,5 | 22,8 |
| Lasalle | 30,0 | 36,6 |
| Mont-Royal | 7,1 | 8,9 |

H-2. Si le report se fait de façon minimale et si le déclin du soutien au parti libéral s’accentue en favorisant les autres partis fédéralistes, il est alors possible de faire élire des députés avec 40 pour cent du suffrage exprimé ce qui donnerait une possibilité de huit comtés au Parti québécois à Montréal.

H-3. Si le report des voix se fait de façon maximale et si le déclin du soutien au parti libéral est faible, on peut alors utiliser les résultats de l’élection d’avril 1981 et retenir les comtés qui ont donné une majorité absolue au P.Q. On aura alors sept élus souverainistes.

H-4. Si le report des voix se fait de façon maximale et si le déclin des soutiens au parti libéral est fort mais favorise les autres partis fédéralistes, il serait alors possible de faire élire au moins douze députés à Montréal.

[156]

On peut certes complexifier le modèle et prévoir d’autres situations. Nous avons voulu illustrer par ces hypothèses et en ne retenant pas les conditions les plus favorables à notre thèse, le fait qu’il est possible et logique de faire élire des députés souverainistes aux élections fédérales.

En politique, il n’y a pas de certitude absolue. Seule la pratique permet de vérifier une thèse. Si on veut sortir de l’ambiguïté qui nous est imposée par le fédéralisme, il faut faire l’expérience de l’homologie partisane. Les Québécois seront alors obligés de faire un choix qui exprimera leur degré de détermination à devenir souverains. Ainsi le mouvement souverainiste pourra manifester sa réalité dans la vie politique canadienne, ce qui permettra une clarification des jeux de pouvoir et des mécanismes de l’oppression nationale. L’action des souverainistes sur la scène fédérale sera surtout une entreprise pédagogique de sensibilisation de l'opinion publique québécoise, canadienne et internationale aux exigences fondamentales de la société québécoise.

[157]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Chapitre 1

POUR UN NOUVEL
ÉLAN COLLECTIF

[Retour à la table des matières](#tdm)

Malgré des progrès indubitables, l’idéal de développement et les espoirs portés par la Révolution tranquille et le projet collectif n’ont pas toujours été atteints. Rien ne peut non plus être considéré comme acquis car les sociétés sont en mouvement et nous ne contrôlons pas tous les facteurs déterminants, loin de là. Pendant vingt ans, nous avons appris à maîtriser les leviers politiques. Nous avons mis en place les institutions et les équipements collectifs qui nous manquaient. Nous avons formé des cadres qui ont acquis expérience et compétence le plus souvent dans la gestion des appareils d’État. Nous avons investi massivement dans le développement des ressources hydro-électriques. Nous avons produit une culture originale et diversifiée. En bref, nous nous sommes affirmés dans les superstructures. Nous avons réalisé notre décolonisation culturelle. Nous avons conquis notre identité, notre confiance, notre compétence.

[158]

Mais ces succès sont partiels et précaires parce que les structures économiques et politiques n’ont pas fondamentalement changé. Le Québec a échoué dans ses multiples tentatives pour accroître ses pouvoirs et a mené des luttes acharnées pour freiner le processus de centralisation de l’État canadien.

L’autre constante irréductible réside dans le décalage entre l’affirmation culturelle et le manque de pouvoir économique. Culturellement, nous fonctionnons comme les autres citoyens des pays occidentaux. Notre consommation, nos aspirations, nos comportements, notre mode de vie ressemblent à ceux de l’Américain, du Français, du Britannique, de l’Allemand, etc. Nos vies quotidiennes sont très semblables. Cependant, la société québécoise n’est pas équivalente aux autres car nous sommes en situation de dépendance économique et cette dépendance provoque des déséquilibres entre les besoins sociaux qui sont comparables à ceux des autres pays, et les moyens pour y répondre qui, eux, sont très différents. Nous sommes ouverts au monde, c’est-à-dire que nous vivons dans un environnement qui nous impose des normes. Mais, étant donné notre situation de dépendance, nous arrivons difficilement à les satisfaire car nous n’avons pas les ressources financières nécessaires. Ceci rend les tensions sociales plus aiguës d’autant plus que les mécanismes de compensation traditionnels comme la religion ou le nationalisme sont de moins en moins efficaces.

La question du contrôle des investissements productifs se pose avec autant d’acuité qu’au début des années soixante. La dépendance et le faible développement économique du Québec, avec son corollaire qui est l’infériorité économique des francophones, sont toujours des problèmes à résoudre. Le développement est généralement entendu comme étant le passage d’un type de société à un autre où la collectivité accroît sa capacité à se transformer par elle-même et de moins en moins sous l’effet d’interventions extérieures [[75]](#footnote-75). On peut constater [159] qu’au Québec les disparités d’antan au niveau de la propriété et des firmes industrielles, de même qu’au niveau du revenu, persistent. La prévalence du capital américain n’a pas été entamée.

Ainsi, encore aujourd’hui, les francophones ne contrôlent que 28,6 pour cent des entreprises industrielles de plus de 50 salariés [[76]](#footnote-76). Dans l’ensemble, l’industrie manufacturière québécoise se spécialise dans des activités peu dynamiques, à demande peu élastique, fortement concurrencées par les importations. Ce sont des industries à forte densité de main-d’œuvre, payant de bas salaires. Cette faiblesse structurelle implique en retour que les coûts sociaux que doit payer la collectivité pour entretenir cette force de travail sont très élevés, ce qui oblige l’État du Québec à faire plus avec moins de ressources. Cette faiblesse risque de s’accentuer avec le temps en raison du rétrécissement du marché intérieur, faute d’un apport suffisant en naissances et en migration. Ceci explique en partie que la part québécoise dans le produit intérieur brut soit passée de 25,5 pour cent à 22,7 pour cent entre 1961 et 1974, ce qui illustre bien le phénomène de désindustrialisation qui nous anémie progressivement. Ce déclin de l’économie québécoise explique les taux élevés de chômage. On ne peut se fier au leadership de l’entreprise privée pour corriger cette situation car elle est inapte à répondre au besoin de cohérence sociale. De plus, on constate depuis plusieurs années que le pourcentage d’investissements des entreprises privées est inférieur à la part des profits qu’elles retirent du Québec. [[77]](#footnote-77) Pendant que le Québec exporte des capitaux, les travailleurs doivent quitter les régions où les entreprises ferment leurs portes. Ceci provoque des déséquilibres et occasionne des coûts supplémentaires car tout déplacement de population implique des coûts d’infrastructure. Il faut reconstruire ailleurs ce qui n’est plus utilisé là-bas, faute d’usagers.

[160]

Cette dépendance économique conditionne tous les autres champs de la vie sociale et limite les choix possibles dans une société. En ce sens, elle pose des défis dramatiques pour l’avenir. De plus en plus, le dynamisme de l’économie sera lié à l’innovation scientifique et technique qui est le principal facteur de productivité garantissant aux entreprises une position concurrentielle. La tendance dominante des économies occidentales n’est plus à la création d’emplois mais plutôt à la réduction des postes de travail, car la productivité ne dépend plus de la main-d’œuvre mais de la technologie. Ce phénomène s’accentuera de plus en plus avec l’introduction de l’informatique, de la robotique et de la bureautique. Tous les secteurs industriels importants de même que les entreprises de services seront touchés dans la prochaine décennie par l’informatisation. Selon une étude de la Stanford Research Institute, 80 pour cent des tâches manuelles dans l’industrie automobile seront automatisées d’ici à l’an 2000. Contrairement à ce qui s’est passé durant les deux dernières décennies, on ne pourra plus à l’avenir compter sur le secteur tertiaire pour compenser la suppression d’emplois dans l’industrie.

Cette tendance désavantagera les économies qui sont faiblement pourvues en secteurs de pointe, qui ne produisent pas les nouvelles technologies et qui doivent les importer avec des termes d’échanges de plus en plus défavorables. C’est le cas du Québec qui, dans plusieurs secteurs industriels, à l’exception de l’hydro-électricité, est dépendant d’entreprises multinationales qui concentrent leurs activités de recherche-développement aux États-Unis. Dans cette perspective, nous profiterons peu des retombées du progrès et on ne peut pas compter sur les entreprises privées autochtones pour financer les investissements dans l’innovation technique, car cela implique des capitaux considérables. Seul l’État a la capacité financière pour infléchir ou atténuer cette dépendance et faire profiter le Québec des retombées économiques des recherches scientifiques. Depuis vingt ans, la société québécoise a investi massivement dans la formation des ressources humaines. Il faut continuer cet [161] effort en le concentrant sur les secteurs de recherche liés au développement des ressources naturelles.

Dans le domaine de la recherche-développement qui est stratégique pour l’avenir du niveau de vie des citoyens, il y a déjà du rattrapage à faire car la répartition de la recherche-développement publique est très inégale au Canada. En 1978-79, il s’est dépensé au Québec pour la recherche-développement $36.39 per capita comparativement à $87.90 pour l’Ontario. Si le Canada consacre 0,9 pour cent de son produit national brut à la recherche, cette proportion n’atteint au Québec que 0,5 pour cent.

Les conséquences, de cette disparité sont tragiques car elles signifient qu’à long terme, notre structure industrielle s’atrophiera et se spécialisera dans la sous-traitance. Nous serons confinés aux activités peu productives et peu rentables, générant de faibles revenus mais entraînant des coûts sociaux considérables. Nous supporterons les inconvénients sans profiter des avantages. Dans cette perspective, nous connaîtrons une diminution de la richesse collective et une croissance des exigences de compensation.

Si les transferts d’activités impliqués par la restructuration industrielle qu’occasionne la révolution technologique étaient laissés aux forces du marché, c’est-à-dire aux entreprises multinationales, les compensations nécessaires entre les secteurs n’auraient pas lieu ce qui provoquerait des déséquilibres sociaux majeurs. Les effets négatifs des mutations technologiques ne peuvent être contrés que par une volonté politique responsable de l’intérêt collectif. La puissance publique doit assumer pleinement ses responsabilités dans l’organisation de la vie économique de la nation. Plus que jamais à l’ère du capitalisme technologique, la planification sur la base de la consultation démocratique et de la concertation des agents sociaux s’impose comme mode de régulation des changements économiques et technologiques. La recherche du bien commun doit être revalorisée pour qu’il y ait redistribution des avantages et des inconvénients des changements technologiques. L’État est le seul lieu où [162] toutes les composantes de la société peuvent se faire entendre et arriver à une concertation de leurs intérêts. Les conseils d’administration des entreprises privées sont incompétents à exercer cette fonction car les citoyens n’y ont aucune influence.

Vers un nationalisme scientifique

Le défi qui doit être relevé à l’heure actuelle consiste à mettre les nouvelles technologies au service de notre développement afin de limiter les effets de la dépendance et de contrôler notre évolution. Une régression de l’implication sociale et économique de l’État dans le contexte de la révolution technologique nous condamnerait irrémédiablement comme communauté à la folklorisation et à la marginalisation.

Un tel défi, en plus de ses avantages matériels à long terme, permet de mobiliser les énergies collectives. Il représente, à ce titre, le prolongement logique du nationalisme des années soixante et s’adresse à la créativité désormais moins accaparée par l’angoissante survie culturelle et avide de nouveaux horizons. Cette problématique revitaliserait le débat public et offrirait des perspectives d’avenir enthousiasmantes. Un projet politique qui irait dans cette direction pourrait stimuler un nouvel élan collectif.

Notre nationalisme doit devenir scientifique, non pas au sens où le contenu de la science sera spécifiquement québécois, mais au sens où le développement scientifique deviendra un objectif collectif. Jusqu’à présent la nation québécoise s’est structurée sur la base de l’affirmation religieuse, culturelle et politique. Pour résister aux forces désintégratrices, le peuple québécois s’est par le passé donné diverses stratégies allant de la défense de la religion, de la langue et de la culture jusqu’au renforcement des pouvoirs de l’État et à l’affirmation du droit à l’autodétermination. Chacune de ces stratégies correspondait aux urgences imposées par la conjoncture et la dernière en date est encore incertaine.

[163]

Nous avons tenté comme collectivité de reconquérir les pouvoirs et les moyens indispensables à notre développement. Le nationalisme culturel nous a forgé une identité, le nationalisme politique tente de nous garantir la libre disposition de nos ressources publiques et de nos interactions avec les autres sociétés. Mais la lutte est la condition d’existence de tout peuple qui veut maîtriser son destin de sorte que les acquis de la Révolution tranquille et même l’éventuelle souveraineté politique — si indispensable soit-elle — sont insuffisants pour affronter la suite de l’histoire.

Il faut déjà réorienter le nationalisme vers de nouveaux horizons mobilisateurs. Le nouveau nationalisme devra affirmer notre volonté de participer activement au développement scientifique et technique s’il veut être au diapason de la modernité de demain. Ce projet national devra orienter l’action de l’État afin qu’il stimule la diffusion d’une culture scientifique et soutienne par ses investissements les institutions vouées à la recherche. Ce nationalisme devra valoriser la connaissance scientifique et technique comme source de développement et l’orienter vers la satisfaction des besoins collectifs définis démocratiquement.

[164]

[165]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Appendice 1

LÉGITIME DÉFENSE :
De Duplessis à Trudeau,
les intellectuels résistent [[78]](#footnote-78)

Paul Chamberland,
Michèle Lalonde,
Denis Monière,
Hélène Pelletier-Baillargeon

[Retour à la table des matières](#tdm)

Faire appel à l’autorité du peuple devant les représentants de la bourgeoisie relève de la supercherie cynique. Se réclamer du peuple pour fustiger les intellectuels est une pratique politique caractéristique des régimes autoritaires. Duplessis, dans les années cinquante, se réclamait aussi du peuple et de sa majorité électorale pour mépriser les intellectuels et faire taire les critiques. Quand le pouvoir ostracisé les intellectuels, c’est que la raison est du côté des opposants. Ailleurs dans le monde, les intellectuels sont à des degrés divers l’objet de l’intolérance des gouvernants lorsqu’ils dénoncent les abus de pouvoir. Toutes les organisations politiques ont tendance à se méfier des intellectuels dans la mesure où ceux-ci contestent leurs visées.

Les intellectuels sont, avec d’autres, ceux qui, dans une société créent, diffusent et mettent en œuvre la culture. Pour créer, l’intellectuel doit exercer un jugement critique qui l’amène à dévoiler [166] les contradictions et les intérêts particuliers qui fondent les relations de pouvoir. C’est parce qu’il est créateur et qu’il est à la recherche de l’universel que l’intellectuel se manifeste par l’opposition et la contestation des pouvoirs établis. La culture étant un phénomène de communication, elle ne peut se développer en faisant abstraction du politique. Pour participer à l’universel, le créateur ne peut s’isoler du politique et du social. Intervenir dans le débat public est une responsabilité de l’intellectuel, car la découverte et la créativité s’effectuent dans le cadre de sociétés où les intérêts particuliers dominent. Le travail intellectuel est orienté vers le progrès et vise à libérer les individus et les collectivités des conditionnements et des dépendances.

L’explosion de créativité qu’a connue le Québec depuis vingt ans a accompagné et stimulé la renaissance politique du peuple québécois. Poètes, chansonniers, cinéastes, essayistes, artistes ont contribué à la prise de conscience de notre identité collective. Les créateurs ont su traduire la sensibilité des Québécois qui se sont reconnus dans les nouvelles symboliques proposées. Qui n’a pas chanté : « Mon pays » ou « Gens du pays » ? La production culturelle a renforcé la cohésion entre le peuple et les intellectuels. Ainsi, une nouvelle conscience politique s’est développée qui a remis en question notre état de sujétion dans le système politique canadien. Nous avons projeté de mettre au monde un Québec souverain, pluraliste, moderne et dynamique.

Parce que nous avons voulu être libres, parce que nous avons refusé d’être inféodés aux desseins du Parti libéral du Canada, les libéraux traitent les artistes et les intellectuels d’ingrats et de traîtres. Ils voudraient des intellectuels domestiqués. Le pouvoir fédéral s’attaque aux intellectuels parce qu’il craint leur influence et veut la détruire en les écartant du débat.

La tactique s’inspire subtilement du libelle diffamatoire : il suffit de noircir ; il suffit de faire passer pour un ennemi des droits et libertés de la personne quiconque se porte à la défense des droits collectifs ; ou de faire passer pour quelqu’un d’opposé à la formation de grands ensembles politiques et d’association cordiale entre les peuples, quiconque s’oppose à la conception trudeauiste du grand ensemble « *a mari usque ad mare*». Une injure succincte, un haussement d’épaules, une moue de dédain feront efficacement passer le sophisme par les grands médias pour affaiblir, auprès de millions de citoyens à l’attention devant le petit écran, la crédibilité de ceux qui ne partagent pas le rêve personnel du Prince...

Monsieur Trudeau voudrait nous ramener à l’unanimité obscurantiste d’antan. Sans avoir de mandat du peuple, il prétend au monopole de la vérité sur les questions constitutionnelles. Il fait preuve de mégalomanie intellectuelle en agissant unilatéralement comme si sa vision du Canada était la seule valable. Il nie le droit à la dissidence et la légitimité de ceux qui ne sont pas de son avis. Il rejette [167] le pluralisme intellectuel. Il exige : Parle fort Québec — tous unis derrière le chef.

Récuser le « témoignage » des intellectuels et des artistes qui ont milité en faveur du OUI, ou encore mettre en doute la crédibilité des représentants de certaines minorités francophones hors-Québec qui ont appuyé le OUI, comme M. Trudeau le fait, c’est aller contre les principes de pluralisme idéologique et de liberté d’opinion qu’avait défendus naguère avec tant d’insistance cet ex-« cité-libriste ». Que penser d’un pouvoir qui prétend refuser « l’impartialité » à toute personne ou à tout groupe qui, dans le présent ou le passé immédiat, s’est déclaré en désaccord avec ce coup de force qu’est le rapatriement unilatéral de la constitution ?

N’y aurait-il de recevable que le « témoignage » du Pouvoir ? Et l’exercice effectif d’une prérogative démocratique aussi fondamentale que le droit à la dissidence aurait-il pour conséquence de disqualifier devant l’opinion publique le citoyen qui s’en prévaut ?

Les propos de monsieur Trudeau sont marqués par cette trouble duplicité qui lui permet de passer pour un champion de la démocratie et des libertés, au moment même où il s’apprête à écraser, avec un souverain mépris, le droit du peuple québécois à l’auto-détermination. Il n’est pas nécessaire pour cela de créer un délit d’opinion. Mais en prétendant, à l’encontre des faits les plus élémentaires, que la population du Québec est avec lui et que ce que le Québec veut c’est « un parti qui croit à un Canada fort », ce qu’il fait valoir, c’est la logique brutale de la force et des intérêts dominants.

Dans ces conditions, n’y a-t-il pas lieu de redouter que, le cas échéant, le responsable de la promulgation de la Loi sur les mesures de guerre n’en vienne, « au nom de l’unité canadienne », à priver de leur liberté ceux qu’il jugerait s’opposer trop efficacement à « son » projet ? Étrangler, dans la légalité, les droits légitimes du peuple québécois, loin de favoriser « la fraternité et le partage en ce pays », ne risquerait-il pas, tout au contraire, de raviver les germes de violence ?

Qu’on le qualifie de nation, peuple ou société, le Québec français reste le lieu d’où parlent et créent ses intellectuels et ses artistes. Le Québec français est à la fois le sujet et l’interlocuteur de leur pensée et de leur création. L’érosion de ce territoire et de cet auditoire compromet directement leur existence et leur créativité. La vie de l’esprit, comme toute autre forme de vie, reste indissociable de l’idée de postérité.

Minoritaire en Amérique du Nord, cet auditoire francophone ne saurait être protégé que par une reconnaissance claire de son identité distincte et des droits collectifs qui en découlent. Aucun individu, groupe ou société minoritaire ne saurait faire reposer ses droits sur des garanties strictement individuelles. Que peuvent bien signifier, par exemple, les droits individuels pour une femme prolétaire, noire et homosexuelle dans une société qui ne reconnaîtrait collectivement [168] aucun droit particulier à ses travailleurs, à ses femmes, à ses minorités ? Ou encore, que peuvent bien signifier les droits d’un autochtone quand son statut légal reste celui d’un pupille de la Couronne ? Et que peuvent bien signifier les droits individuels d’un francophone hors-Québec à parler sa langue, lorsqu’il ne peut faire dispenser d’enseignement français à ses enfants que « là où le nombre le justifie » et qui, de surcroît, ne pourra jamais vivre ni gagner sa vie dans sa propre langue ?

Or, la reconnaissance de l’identité et des droits collectifs essentiels à la survie et à l’épanouissement de la minorité française du Canada se retrouve l’objet d’une érosion constante depuis le rapport de la Commission Laurendeau-Dunton en 1967. Tandis que le poids numérique des francophones du Canada accuse une diminution constante, que les taux d’assimilation des francophones hors-Québec croissent inexorablement d’année en année et qu’en l’an 2000, 92 à 95 pour cent de tous les francophones du Canada se retrouveront concentrés sur le territoire québécois, la formulation même de leur identité se fait de plus en plus floue, leurs droits collectifs se trouvent menacés d’atomisation au profit de la proclamation d’une charte des droits individuels. Diviser pour mieux dominer demeure une tactique éprouvée. Et le projet de rapatriement unilatéral de la constitution, en tenant un discours univoque et vertueux sur les personnes-citoyens, escamote tragiquement l’existence et la situation d’inégalité foncière qui perdure pourtant entre les deux sociétés auxquelles ces citoyens se rattachent culturellement. Quel intellectuel, quel créateur pourra demeurer indifférent devant pareille imposture ?

De la Commission Laurendeau-Dunton à la Commission Pépin-Robarts, le vocabulaire canadien touchant l’identité du peuple québécois n’a fait que s’amenuiser insidieusement à la manière d’une peau de chagrin. De « peuple fondateur » nous sommes progressivement devenus un « particularisme régional ». De « nation francophone », nous sommes devenus, avec les années, une « minorité ethnique » parmi d’autres. Quant au principe du « bilinguisme et du biculturalisme » qui devait nous assurer, il y a quinze ans à peine, un statut d’égalité à travers tout le Canada, il s’est émietté et morcelé dans le kaléidoscope du « multiculturalisme ». Nous voilà dégradés au statut de mauvais immigrants hostiles à la règle du jeu unificatrice du « grand Canada des libertés ».

Cette distorsion et cette dépossession camouflées par le recours constant aux vertus personnalistes, monsieur Trudeau les pratique avec un art consommé depuis vingt ans. Incarnation vivante de la réussite individuelle proclamée comme fruit direct de sa double ascendance culturelle, monsieur Trudeau reçoit de ses citoyens du Québec une sorte de délégation confiante et discrétionnaire de leurs intérêts collectifs dont il s’apprête pourtant à user de la manière expéditive propre aux pires assimilateurs anglophones qui se soient trouvés, depuis Lord Durham, pour mater les aspirations culturelles [169] des Québécois. Erreur sur la personne qui s’est répétée lamentablement avec les Laurier, avec les Saint-Laurent, avec tous ces ex-colonisés montés en grade et qui prétendaient défendre à Ottawa l’honneur du peuple méprisé dont ils étaient enfin sortis.

Distorsion et dépossession que cette invitation grandiloquente et suicidaire que lance monsieur Trudeau aux Québécois en leur proposant, grâce à sa charte délirante, d’occuper minoritairement la totalité de l’espace canadien en français, alors que cette même charte s’apprête justement à leur ravir les pouvoirs politiques d’occuper majoritairement, grâce à leur propre charte de la langue française, la loi 101, la totalité de l’espace québécois en français.

Distorsion et dépossession que cette imposition d’une charte fédérale des droits de la personne à une société dont la charte provinciale proscrit déjà onze motifs de discrimination, soit cinq de plus que n’en retient le projet de charte fédérale lui-même. En matière de droits de la personne, la charte du Québec sert déjà de modèle dans le monde civilisé et le Québec à cet égard n’a pas de leçon à recevoir d’Ottawa.

Distorsion et dépossession surtout que cette imposition forcée d'une charte des droits de la personne par celui-là même qui a violé ces mêmes droits en 1970, en imposant une Loi des mesures de guerre qui privait de leurs droits et libertés des centaines d'intellectuels, de créateurs et de simples citoyens pacifiques, coupables seulement de dissidence idéologique avec le pouvoir politique incarné par monsieur Trudeau.

Monsieur Trudeau par ses déclarations contre les intellectuels invite au mépris et au soupçon généralisés. À l’écoute de l’OTAN et des multinationales, à l’écoute des directives de la Commission trilatérale, il encourage la généralisation de la méfiance des citoyens les uns envers les autres. Il essaie de saper la confiance d’un peuple en lui-même en dévalorisant les créateurs qui sont issus de ce peuple et qui en traduisent les espoirs et les aspirations légitimes. En prenant les intellectuels comme boucs émissaires, il cherche à masquer son intolérance et son intransigeance face aux droits fondamentaux des peuples amérindiens, inuit et québécois.

Nous en appelons à la lucidité et au courage des Québécois pour refuser le maquignonnage politique, pour déjouer les leurres des intérêts à court terme et pour résister aux fossoyeurs de peuples et à leurs tactiques de démoralisation collective.

[170]

[171]

**Essai sur la conjoncture politique au Québec.
Pour la suite de l’histoire**

Appendice 2

MONSIEUR TRUDEAU
et les intellectuels québécois [[79]](#footnote-79)

Paul CHAMBERLAND,
Michèle Lalonde,
Denis Monière,
Hélène Pelletier-Baillargeon

Produit de sociétés déchirées, l’intellectuel témoigne d’elles parce qu’il a intériorisé leur déchirure.

J.-P. Sartre, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, coll. Idées, 1972, p. 41.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il arrive fréquemment aux détenteurs du pouvoir de présenter les intellectuels comme des gens qui dérogent à leur vocation ou se mêlent de ce qui ne les regarde pas en critiquant les systèmes de domination ou d’autorité. Cette tendance trop courante vient facilement à Pierre Trudeau qui reproche ni plus ni moins aux intellectuels québécois de prendre, sur l’avenir du Québec une position qui le contrarie ; il juge utile de les discréditer auprès de l’opinion et cherche à la distraire de leur argumentation. C’est de l’excellente démagogie. Il ne s’ingénierait pas à les déprécier [172] collectivement de la même manière si la très grande majorité d’entre eux n’était activement opposée à ses thèses et se contentait d'acquiescer au ronron du fédéralisme rentable.

Nous avons déjà fait connaître notre position et ne répondrons pas ici personnellement au Premier ministre. Nous nous tournerons plutôt vers les Québécois et les Canadiens pour expliciter notre conviction et signaler quelques sophismes courants qui mettent en cause l’implication des intellectuels dans le débat constitutionnel et entretiennent des malentendus de nature à fausser le sens et la portée de leur intervention.

Car la tactique de monsieur Trudeau consiste, de toute évidence, à diviser et opposer actuellement les uns aux autres les intellectuels et leurs concitoyens québécois. Cela sert à faire oublier qu’une préoccupation commune relie les uns et les autres, que tous s’inquiètent solidairement de l’avenir d’une même société, ont à cœur son édification et sa promotion même si la nature de leur approche et de leur outil de travail permet de les distinguer et de les caractériser dans l’action. C’est cette essentielle complémentarité entre les intellectuels et les militants qu’ont si bien compris les travailleurs polonais du syndicat libre *Solidarité*, lorsqu’ils ont demandé aux écrivains et aux professeurs d’université de leur pays de venir leur dévoiler la face cachée de leur histoire nationale et les passages « censurés » de leurs luttes ouvrières afin de mieux articuler leur stratégie quant aux enjeux réels du conflit.

Les intellectuels dans la société

Dans toutes les sociétés, l’intellectuel est partie prenante de son peuple. Il crée en interaction avec lui. Il est tributaire de sa conscience historique, de ses souffrances, de ses espoirs, de sa créativité. Il n’est pas par définition un porte-parole. Il ne discourt pas « au nom du peuple » comme le prétend le politicien. Il fait œuvre individuelle mais il lui arrive bel et bien de s’identifier aux siens et de rendre témoignage en tant que membre d’une collectivité. Il est et doit demeurer à l’écoute de cette collectivité. Ses réflexions et ses analyses s’inspirent d’un vécu partagé. Elles traduisent et systématisent des expériences concrètes. Et ce n’est pas par pur hasard ou caprice idéologique si les intellectuels québécois se retrouvent en si grand nombre du côté de ceux qui dénoncent et combattent les inégalités du système que monsieur Trudeau voudrait perpétuer. Il convient peut-être d’attirer l’attention sur une réalité sociologique propre au Québec et sur le fait que ses intellectuels ont ici à rendre compte du vécu d’une collectivité composée à 80 pour cent de salariés.

Par métier, l’intellectuel produit des signifiants. Il s’efforce d’aller au-delà des apparences pour découvrir le sens de l’existence communautaire. Il tisse, avec d’autres, la mémoire collective au fil des événements.

[173]

Les visions, conceptions et projets des intellectuels ne descendent donc pas tout droit du ciel ou encore ne sont pas de pures inventions coupées de la réalité. Au plus créateur de son activité, l’intellectuel révèle des problèmes concrets même si ceux-ci ne sont pas toujours perçus immédiatement et débattus par la société. Comme le remarque Soljenitsyne :

« L’écrivain découvre, avant les autres hommes et sous des aspects inattendus, nombre de phénomènes sociaux. C’est là que se situe son talent : il doit parler à la société de ce qu’il voit, ou du moins de ce qui n’est pas bon et qui représente un danger... Une littérature qui n’ait pas l’air de la société qui lui est contemporaine, qui n’ose communiquer à la société ses propres souffrances et ses propres aspirations, qui n’est pas capable d’apercevoir à temps les dangers sociaux et moraux qui la concernent, ne mérite même pas le nom de littérature : au plus peut-elle aspirer à celui de cosmétologie » [[80]](#footnote-80).

L’intellectuel ne peut et ne doit pas rester à l’écart des questions publiques. Il ne saurait se situer au-dessus des conflits qui intéressent l’avenir des siens. Sa responsabilité est de dévoiler les contradictions, de montrer les rapports de force et les intérêts particuliers qui les fondent, de dénoncer l’exploitation et l’injustice. Il doit transmettre régulièrement à ses concitoyens le résultat de ses travaux et de ses réflexions. Par ses interventions, il cherchera donc à rassembler, à créer des liens entre les divers niveaux d’expérience des hommes et des femmes de son pays. Son principal lieu d’intervention, dans une situation nationale normale ne sera donc pas l’arène politique. Il se manifestera publiquement surtout par des œuvres qui chercheront à exprimer cette conscience collective. Il y aura donc échange continu entre un peuple et l’ensemble de ses intellectuels lorsque ces derniers exprimeront de façon synthétique, ce que le premier ressentira profondément sans nécessairement pouvoir le projeter hors de lui-même au niveau verbal. C’est de cette interaction permanente que naît l’opinion publique.

L’arithmétique électorale reste malheureusement trop primaire pour refléter cette osmose délicate et une majorité parlementaire est souvent insuffisante pour refléter adéquatement l’opinion publique. Elle ne procure parfois qu’une légitimité formelle qui peut être sans rapport à la réalité ainsi qu’en témoigne le cas de nombreuses sociétés dites « démocratiques ». Ainsi, le Premier ministre du Canada, du haut de son pouvoir et de son obsession « de l’unité nationale », demeure viscéralement incapable de reconnaître les vrais problèmes du Québec et du Canada. Son nationalisme abstrait l’empêche de reconnaître les forces de changement qui travaillent le Canada tout autant que le Québec. Son seul projet consiste à figer l’évolution et à entraver la vitalité des peuples québécois, inuit et amérindiens en [174] niant leur droit à l’auto-détermination. Cet aveuglement est dangereux car il exacerbe les conflits et conduit directement aux plus durs affrontements.

Le politicien et l’intellectuel

Entre le politicien et l’intellectuel, il y a fréquemment conflit de légitimité et c’est précisément l’enjeu de l’actuel débat entre monsieur Trudeau et les intellectuels québécois.

M. Trudeau voudrait, au nom de la force du nombre, écraser la force de l’esprit de contestation. Il oppose sa légitimité à celle des intellectuels et, pour paraître moins odieux, il utilise la tactique de l’amalgame en associant les intellectuels au Parti québécois. Il cherche ainsi à enfermer le débat sur la scène électorale. Non seulement fausse-t-il la réalité en faisant abstraction des inégalités de pouvoir entre un gouvernement provincial et le gouvernement central, mais encore, il voudrait évacuer l’opinion publique comme lieu de débat. En réduisant celui-ci à des querelles de partis, il pense être justifié de récuser le bien-fondé de la parole des intellectuels, puisque, selon lui, ceux-ci n’ont pas de soutien électoral. Comme il ne peut dissimuler sa partisannerie libérale, il fait passer les autres pour des partisans péquistes. Le procédé est grossier et ne fait pas honneur à l’esprit. Il relève de la propagande insidieuse qui entretient la confusion des esprits pour renforcer l’ordre établi libéral : ne serait taxé de « partisannerie » que celui qui s’y oppose tandis que le libéral qui favorise le statu quo se vante de son apolitisme ! Contrairement à ce type de politicien, l’intellectuel, de par sa fonction même, cherchera à clarifier les situations par la pratique du savoir et par la critique de la conscience mystifiée. Pour déjouer les mystifications, il privilégiera l’analyse des différentes sources de légitimité dans la société.

La légitimité du politicien est fondée sur la délégation du pouvoir à travers des mécanismes plus ou moins démocratiques de représentation. C’est une légitimité provisoire qui varie selon les conjonctures électorales. C’est une légitimité dépendante, en ce sens qu’elle est fonction des diverses médiations et outils que sont les partis politiques concrets et les intérêts socio-économiques qui les soutiennent. Le discours politicien s’évertuera souvent « au nom du peuple » à défendre les intérêts économiques particuliers de ceux qui, dans les coulisses, dirigent réellement la société. Le politicien est soumis à des forces qui ne relèvent donc pas nécessairement de la « volonté populaire... ». Le politicien est formellement responsable de sa gestion devant le peuple mais il est trop souvent redevable de son pouvoir aux intérêts occultes qui le soutiennent. Il a donc une loyauté partagée entre les intérêts de son parti, les intérêts des bailleurs de fonds et les intérêts des citoyens. Son pouvoir dépend de sa capacité de dissimuler les contradictions entre ces diverses sources de légitimité.

[175]

Tout autre est l'aune à laquelle se mesure la légitimité de l’intellectuel : la légitimité de l’intellectuel est d’abord culturelle et morale. Elle est fonction de la résonance universelle de son discours et de sa capacité à dévoiler les contradictions. Son influence ne repose donc pas sur le pouvoir mais sur la maîtrise du savoir, sur ses connaissances philosophiques, historiques, sociologiques ou encore sur sa capacité imaginative et prophétique. C’est l’authenticité et la résonance humaine de son œuvre qui font la renommée à long terme et la légitimité du créateur. La légitimité de l’intellectuel ne lui est pas déléguée par un électorat ; elle est le produit de son activité créatrice. Elle n’est pas conjoncturelle ; elle se construit continuellement et peut même persister au-delà du créateur lui-même. Elle dépend exclusivement de sa capacité personnelle de transcender les intérêts particuliers et les contingences immédiates. C’est une légitimité fondée sur la liberté de l’esprit et la recherche de l’universel concret. Elle ne s’évalue pas en termes de pouvoir mais en termes d’influence historique.

Ces deux formes de légitimité peuvent coexister pacifiquement lorsque les sociétés sont ouvertes aux changements, comme ce fut le cas durant la Révolution tranquille au Québec et depuis qu’il y a un gouvernement souverainiste au pouvoir. Mais lorsque la gouverne collective n’obéit pas aux mouvements sociaux, lorsque, pour défendre les intérêts dominants elle résiste au changement en utilisant la censure et la manipulation, alors la force morale entre en conflit avec le pouvoir politique comme ce fut le cas sous le régime Duplessis et sous le régime Trudeau. Pour étouffer les contradictions et les empêcher de devenir actives, le pouvoir a tendance à renvoyer dos à dos les intellectuels et le peuple. Comme la légitimité du politicien s’effrite insidieusement, celui-ci, dans une fuite en avant systématique, s’en prend alors à l’influence des intellectuels, car il ne peut objectivement tolérer contre lui une opposition morale qui soit un tant soit peu efficace.

Monsieur Trudeau ayant, semble-t-il, perdu — sur le terrain de la légitimité — de l’esprit, se réfugie derrière la légitimité du nombre pour imposer sa vision du Canada et s’affirmer comme seul représentant de la volonté du peuple. Or, cette prétention à la légitimité, dans les circonstances actuelles, demeure factice. Elle ne respecte pas le partage des pouvoirs dans le système fédéral canadien. Enfin, elle n’est que formelle car elle nie le sens de la démocratie qui n’est pas seulement décisive en un jour d’élection mais qui devrait être aussi une agora vivante où le dialogue permanent entre les intellectuels et la population serait respecté et encouragé. Or dans les conditions actuelles, il y a risque d’imposture au contraire, car la parole des intellectuels est disqualifiée tandis que la volonté populaire est expropriée et détournée au profit d’intérêts économiques particuliers qui taisent leur vrai nom et voilent leur vrai visage.

Comment, par ailleurs, peut-on prétendre parler au nom du peuple québécois lorsque seulement 45 pour cent des inscrits ont donné leur [176] appui au parti de monsieur Trudeau, alors que celui-ci ne demandait aucun mandat constitutionnel précis ? Disposer en Chambre de 74 députés dociles reflète l’inégalité du jeu électoral et du mode de représentation, mais cela est loin de représenter l’état réel de l’opinion publique ainsi qu’en font foi les récents sondages sur le projet de rapatriement unilatéral de monsieur Trudeau.

Comment, en outre, peut-on prétendre rapatrier unilatéralement la Constitution au nom de l’intérêt des Canadiens alors qu’il n’y a qu’un seul et unique député libéral survivant à l’Ouest de l’Ontario ?

À quelle mascarade assiste-t-on lorsqu’au nom de l’anticolonialisme on demande, dans un premier temps, à un Parlement étranger d’amender notre constitution et que, dans un deuxième temps, on cherche à conserver simultanément le principe monarchique ?

Comment peut-on faire confiance à des politiciens qui, en 1974, avaient promis de ne pas imposer le gel des prix et des salaires et qui, une fois élus, ont oublié leurs promesses pour faire exactement le contraire de ce qu'ils avaient annoncé ? Quelle confiance peut-on avoir en des gens qui, pour arracher un « Non » aux Québécois lors du référendum, leur ont fait miroiter les bienfaits d’un fédéralisme renouvelé et qui, peu après, ont planifié cyniquement l’échec d'une entente négociée avec les représentants légitimes des provinces ?

De qui se moque-t-on en ce pays ? De qui doit-on se méfier ? Des intellectuels ou des politiciens ? Les peuples du Canada ne sont-ils pas en droit de faire appel à la légitime défense après avoir fait l’objet de tant de manipulations et de supercheries ?

Le pouvoir et les libertés

M. Trudeau nous a toujours présenté le fédéralisme comme une garantie des libertés démocratiques en présupposant que les Québécois, totalitaires par tempérament, ne pouvaient assumer par eux-mêmes cette responsabilité. Supposément, la tutelle nous était nécessaire pour mener une vie démocratique digne de ce nom. Or nous ne nous sentons pas en sécurité dans le régime fédéral. La totale liberté d’expression dont nous jouirions, selon le Premier ministre, a connu des accrocs. M. Trudeau a sur ce sujet, des pertes de mémoire douteuses. Les libertés démocratiques ont été violées par ordre de ce chef d’État en 1970 et des centaines de Québécois, intellectuels ou non, ont été détenus sans motifs. On a interdit la diffusion à la télévision du film « Un pays sans bon sens ». « L’Acadie l’Acadie » a été charcutée. Le fait que la situation soit « pire » pour les intellectuels sous d’autres cieux et d’autres régimes, ne saurait dispenser qui que ce soit de rappeler ces « tendances » et ces « précédents » inquiétants.

Dans quelque régime que ce soit, la liberté ne nous est pas donnée. Les libertés qu’on nous permet ne sont pas gratuites. Elles sont [177] concédées en raison du rapport de forces. Elles peuvent disparaître si celui-ci est modifié. Il n’y a pas de pouvoir magnanime. Si le pouvoir cède des libertés c’est qu'il y a eu lutte, résistance. Le Québec de 1981 où les francophones commencent à peine à occuper la place qui leur revient, n’est pas un « cadeau » du fédéral ! Il est le produit direct des luttes menées depuis plus de vingt ans par les militants nationalistes de la première heure, par le R.I.N. d’abord, par le Parti québécois ensuite. La crainte, dit-on, constitue le début de la sagesse et l’histoire récente nous l’a bien prouvé ! Que ces luttes s’interrompent, que cette résistance s’effrite, c’est évidemment ce que souhaitent ardemment messieurs Trudeau et Ryan pour parvenir à leurs fins. Et pour ce faire, ils nous vantent la situation privilégiée que serait la nôtre, comme si c’est à leur action à eux et non à la nôtre que nous la devions.

Trudeau et le référendum

Un référendum n’est qu’une étape dans l’histoire d’un peuple. C’est une procédure de consultation qui permet de saisir l’état de l’opinion à un moment donné. Certaines sociétés, le Jura suisse notamment, ont dû y recourir plus d’une fois avant d’atteindre leur objectif. Les résultats d’une telle consultation ne reflètent pas seulement les principales tendances idéologiques qui s’affrontent dans une société, ils traduisent aussi le rapport de forces sur le plan matériel. La campagne référendaire ne fut pas un combat d’idées à armes égales, même si une législation provinciale a tenté de garantir l’égalité des chances entre les deux camps en présence. Au mépris des règles du jeu, le gouvernement Trudeau a violé systématiquement la loi québécoise régissant les dépenses publicitaires. On estime que le Trésor fédéral a dépensé environ cinq millions en publicité, ce qui constitue un montant deux fois et demi supérieur à ce que les deux comités officiels dépensèrent au total en publicité. « Ce qui devait être un combat à un contre un est en fait devenu un combat à deux contre un. » [[81]](#footnote-81) On peut être en droit de se demander si ce n’est pas la raison du plus riche qui l’a emporté ?

Quoi qu’il en soit le gouvernement du Québec n’a pas obtenu le mandat demandé et s’est conformé à la volonté exprimée en négociant de bonne foi la réforme constitutionnelle, alors que le fédéral sabotait de façon délibérée la négociation. Qui respecte la démocratie en ce pays ?

M. Trudeau voudrait faire croire que les intellectuels sont coupés du peuple parce qu’ils sont souverainistes et que « le » peuple a voté « NON » au référendum. Or la réalité est plus complexe. D’une part l’option des intellectuels est partagée par plus de 40 pour cent de Québécois et par la moitié de la population francophone du Québec [178] (peut-être sont-ils tous des intellectuels ?). D’autre part la logique trudeauiste suppose une conception étriquée de la démocratie qui est, par essence, un débat permanent. La démocratie s’accommode mal des absolus et des solutions finales. C’est un processus qui, par définition, suppose le changement. Si les intellectuels des années 50 s’étaient conformés au formalisme de l’analyse trudeauiste après chaque défaite électorale aux mains de Duplessis, il est probable que l’Union nationale serait encore au pouvoir ! À entendre M. Trudeau, parce que le référendum a été négatif en 1980 nous devrions abandonner le combat pour l’émancipation nationale ! C’est un raisonnement partisan qui ne tient pas compte de l'histoire, de son évolution et de ses constantes. L’affirmation politique du Québec a une légitimité historique et repose sur les forces vives de la société. Cette tendance ne s’évanouira pas parce qu’une première consultation référendaire n’a pas été concluante. Enfin, quand monsieur Trudeau, rappelle les onze défaites en ligne des péquistes aux mains des libéraux provinciaux, il feint d’oublier qu’en termes de suffrages exprimés, le P.Q. connaît une progression constante depuis sa fondation. En outre, comme l’a bien expliqué le politicologue (non péquiste...) Vincent Lemieux, l’éradication du patronage de comté de nos mœurs électorales depuis 1976 dispense désormais les Québécois de l’obligation, naguère contraignante, de favoriser le candidat du parti au pouvoir lors d’une élection partielle s’ils ne voulaient pas se voir couper les vivres par le Gouvernement. Depuis que l’ordinatrice « Rosalie » dispose seule des contrats et subventions, il est donc normal de voir des députés libéraux élus dans des comtés réputés forteresses libérales. Ces choix très circonscrits témoignent d’abord et avant tout d’une victoire de la démocratie sur l’arbitraire et la corruption et n’invitent pas à fermer les yeux sur un comportement électoral global, aux implications historiques autrement significatives. Le progrès continu d’une formation politique qui passait, il n’y a pas si longtemps, pour un groupuscule dans les beaux discours de ses opposants n’a pas pu avoir lieu sans profonde nécessité et la longue courbe statistique n’est pas sans ressembler à une vague de fond. Pourquoi dès lors les intellectuels ne feraient-ils pas confiance au peuple québécois ? En suivant la logique du monsieur Trudeau, il faudrait conclure que les intellectuels québécois sont de moins en moins coupés du peuple. L’histoire en jugera.

Les intellectuels et le fédéralisme

M. Trudeau récuse notre témoignage « parce que, dit-il, il est fondé sur une condamnation préalable du fédéralisme sous toutes ses formes et sur le choix de la souveraineté-association ». Cette déclaration est un signe de myopie ou de mauvaise foi. C’est une argutie qui ne fait pas avancer le débat car on pourrait facilement accuser M. Trudeau de commettre le même péché, son témoignage étant fondé, quant à lui, sur une condamnation préalable de la [179] souveraineté-association. Laissons là cette démagogie dérisoire et examinons rationnellement la question.

L’histoire de la pensée politique et des civilisations démontre qu’il n’y a aucun régime politique qui ait une valeur absolue. Ce ne sont pas les peuples qui sont faits à l’image des Constitutions mais les Constitutions qui sont faites à l’image des peuples. Les systèmes politiques n’ont rien d’universel. Ce sont des produits historiques, donc sujets au changement et déterminés socialement. Comme intellectuels, nous n’avons pas rejeté a priori le fédéralisme, nous avons rejeté une conception autoritaire des relations entre les peuples. Nous refusons la légalisation des rapports de domination. Nous croyons à l’égalité entre les peuples. Nous voulons participer à un internationalisme concret, fondé sur le respect mutuel, la coopération et l’amitié entre interlocuteurs. Ce n’est pas le principe abstrait du fédéralisme que nous rejetons, mais son application historique, concrète et constante au Canada depuis 1867.

La plupart des intellectuels québécois sont nés fédéralistes. La plupart sont devenus souverainistes. Ce phénomène de conversion est caractéristique de l’évolution récente de la pensée au Québec et le fait, pour un grand nombre, d’une prise de conscience qui ne s’inspirait pas du nationalisme traditionnel et marquait là-dessus ses distances. Ce sont les conditions objectives créées par la domination coloniale et l’oppression de la collectivité québécoise qui expliquent que la très grande majorité des intellectuels soient aujourd’hui souverainistes. Notre condamnation d’un système politique qui ne serait pas fondé sur l’égalité politique complète entre les peuples est le résultat de l’observation rigoureuse des faits, du bilan de l’expérience canadienne et du développement actuel de nos connaissances historiques et sociales. C’est parce que nous voulons des relations plus harmonieuses avec le Canada, dans le respect et l’épanouissement des deux collectivités anglophone et francophone que nous avons choisi la souveraineté-association. Notre constat d’échec du fédéralisme canadien est le fruit d’une expérience collective qui a duré plus d’un siècle. Il procède également d’une observation de la situation historique et sociologique des peuples autochtones au sein de la Confédération canadienne et d’une réflexion sur la nature même du colonialisme ou des systèmes d’exploitation, de « minorisation » ou mise en tutelle qui en dérivent.

Les intellectuels et le Parti québécois

Un malentendu reste à dissiper quant à la « partisannerie » des intellectuels québécois. Quand monsieur Trudeau cherche à disqualifier ces derniers en associant leurs positions à celles de militants péquistes, il laisse entendre que, pour être cru et reconnu dans son témoignage, l’intellectuel est voué à l’opposition perpétuelle envers tout parti politique dans quelque conjoncture historique que ce soit. [180] C’est méconnaître singulièrement l'engagement existentiel de nombreux intellectuels européens et leur implication au moment, par exemple, de la guerre d’Espagne ou de l’Occupation. C’est, en outre, faire oublier l'intervention des intellectuels québécois et le rôle qu’ils ont tenu avant même l'avènement du Parti québécois. Ce rôle constitue une donnée historique dont il faut tenir compte dans le débat actuel et qu’il n’est pas inutile de rappeler.

Au cours des années soixante et soixante-dix, les intellectuels québécois ont exercé leur fonction sociale spécifique et, sur le mode de la réflexion et de la création, articulé un discours d’opposition au colonialisme et au fédéralisme centralisateur. Ils ont dénoncé l’oppression linguistique, contribué à une réflexion théorique et à une symbolique soucieuses de nuances, chanté un projet de société ouverte et chaleureuse, attiré et développé des solidarités fraternelles de par le monde. Ce discours, tantôt théorique, tantôt lyrique, a pu passer pour une véritable explosion de créativité nationale. Il ne répondait pas aux consignes de tel ou tel regroupement politique. Il surgissait directement de l’intense volonté d’expression collective. À son plus mouvementé, il a porté, comme un fleuve au dégel, des chapitres entiers d’histoire nationale bloqués dans la mémoire et véhiculé des archétypes de liberté longtemps enfouis dans la résignation. Il a mis en musique et en mots les murmures et les hauts cris d'un peuple.

Ce discours collectif des intellectuels québécois ne fut jamais et n’est toujours pas assimilable à une rhétorique électorale ; mais il a assurément rendu service aux partis souverainistes et, pour le moins consciemment, accompagné leurs efforts successifs jusqu’à l’arrivée au pouvoir du Parti québécois, le 15 novembre 1976. Cette victoire a, du jour au lendemain, ôté au discours des intellectuels québécois son caractère héroïque mais non pas son authenticité ni sa nécessité et son efficacité spécifique ; à quoi monsieur Trudeau sent justement le besoin d’opposer quelque chose. Il suffit pour cela de miner la crédibilité de ceux qui le tiennent en donnant à entendre que ces gens-là ne font pas acte de franc-parler en leur propre nom, qu’ils ne sont pas ou ne sont plus du côté du monde ordinaire mais du côté de politiciens très confortablement assis au pouvoir et dont ils se font les propagandistes subalternes...

Or, il y a, entre le militantisme et la partisannerie, une différence qui se reconnaît, pour n’importe quelle formation politique, à la participation gratuite des individus et à la qualité de leur appui. De même, entre le mouvement de sympathie ou de solidarisation, qui rapproche ponctuellement militants souverainistes et intellectuels, et la subordination de ces derniers ou l’inféodation de leur pensée à quelque déclaration du P.Q., il y a une marge que seule la malhonnêteté ou une profonde inintelligence de la vie culturelle et politique québécoise permet d'ignorer. Faire abstraction de telles [181] distinctions, c’est bercer le grand public de généralisations propres à faire apparaître toutes choses dans une fausse perspective.

En gommant ainsi toutes nuances entre engagement existentiel et partisannerie, solidarisation et inféodation, militantisme et propagande, monsieur Trudeau exploite habilement, en fait, une difficulté réelle, inhérente à la démarcation habituelle qu'on voudrait voir exister entre les intellectuels et le pouvoir politique et qui a cessé de sauter spectaculairement aux yeux, cela va de soi, avec l’avènement à Québec d’un gouvernement souverainiste. Une problématique plus complexe attendait en effet les intellectuels dans la nouvelle circonstance. Car la distance critique saine et normale à établir et conserver envers un parti de gouvernement risquait d’être immédiatement utilisée et monnayée par les apôtres du fédéralisme qu’ils avaient eux-mêmes dénoncés. Elle risquait, pis encore, d’occulter les véritables rapports de forces en faisant oublier la marge de manœuvre extrêmement limitée et étroitement surveillée à laquelle pouvait prétendre ce nouveau gouvernement dans la conjoncture nord-américaine globale. Sous l’apparence du pouvoir, le Parti québécois est objectivement demeuré un parti d’opposition au système politico-économique en place. C’est ce rôle d’opposition, tant des intellectuels que du parti autour duquel on les voit graviter, que monsieur Trudeau voudrait faire oublier et c’est bel et bien cette perspective politico-économique globale qu’il s’ingénie à fausser par ses généralisations en trompe-l’œil.

Il entretient ainsi une illusion d’optique vicieuse en assimilant la contribution des intellectuels à un écho servile de l'idéologie péquiste, alors qu’historiquement, c’est en partie cette contribution qui a donné au Parti québécois son remarquable enracinement culturel. Enracinement culturel à la recherche duquel les partis fédéralistes se battent toujours désespérément les flancs, aussi bien au Canada anglais qu’au Québec... Enfin, autre illusion d’optique, il laisse entendre que le gouvernement québécois en place occupe une dangereuse situation de force, face par exemple à ses minorités, alors qu’il demeure à ce jour dans la même situation de fragilité et de dépendance coloniale.

La souveraineté politique est la seule façon de mettre fin à la logique de notre impuissance collective, structurée par un système politique qui perpétue, en l’aggravant, notre état minoritaire et conduit à l’érosion progressive de notre existence. Nous gouverner nous-mêmes nous apparaît, non seulement une ambition légitime mais une nécessité pour échapper au lent génocide culturel inscrit au programme des intérêts économiques dominants. Un peuple qui accepte un système politique qui le condamne à demeurer par définition minoritaire et contraint à une stratégie défensive permanente n’a pas d’avenir. Il gaspillera ses forces vives dans une résistance perpétuelle. Il s'épuisera à survivre sans jamais vivre véritablement. Nous avons besoin de la liberté collective, non [182] seulement pour assurer notre développement, mais aussi pour établir, dans l’égalité, des rapports adultes de coopération avec les autres peuples.

En tant qu’intellectuels, nous n’avons que la parole pour défendre la légitimité de notre pays. Nous ne reconnaissons qu’un seul pouvoir : celui du peuple. Notre appartenance à ce peuple suffit à authentifier et préciser notre mandat. Il est modeste mais assez clair : dans le contexte de sa longue lutte pour la liberté, nous tiendrons honnêtement parole et répondrons de nos dires et de nos écrits devant lui.

Fin du texte

1. Voir *La Presse*, 19 novembre 1981. [↑](#footnote-ref-1)
2. Centres locaux de services communautaires. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir Jean-Louis Roy, *Le choix d’un pays*, Montréal, Leméac, p. 17. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cité par P. Gros d’Aillon, *Daniel Johnson*, Montréal, Stanké, p. 135. [↑](#footnote-ref-4)
5. La *Nouvelle Entente Québec/Canada*, p. 55. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir G. Julien et M. Proulx, *Analyse des conséquences du chevauchement des programmes fédéraux et québécois*. ENAP, 1978, p. 26-27. [↑](#footnote-ref-6)
7. J.P. L’Allier, *Le Devoir*, 2 avril 1980. [↑](#footnote-ref-7)
8. *Le Devoir*, 18 juin 1980. [↑](#footnote-ref-8)
9. *Le Devoir*, 5 mai 1980. [↑](#footnote-ref-9)
10. Voir *International Encyclopedia of Social Sciences*, vol. 12. p. 579 et ss. [↑](#footnote-ref-10)
11. *Le Devoir*, 10 mai 1980. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Le Devoir*, 19 mai 1980. [↑](#footnote-ref-12)
13. *Le Devoir*, 9 et 17 avril 1980. [↑](#footnote-ref-13)
14. *Le Devoir*, 9 avril 1980. [↑](#footnote-ref-14)
15. *Le Devoir,* 8 avril 1980. [↑](#footnote-ref-15)
16. C. Ryan, *Le Devoir,* 12 mai 1980. [↑](#footnote-ref-16)
17. P. É. Trudeau, *Le Devoir,* 29 avril 1980. [↑](#footnote-ref-17)
18. J. Lesage, *Le Devoir,* 18 avril 1980. [↑](#footnote-ref-18)
19. C. Ryan, *Le Devoir*, 5 mai 1980. [↑](#footnote-ref-19)
20. *Le Devoir,* 21, 23, 25 avril 1980. *La Presse,* 19 avril. [↑](#footnote-ref-20)
21. *Le Devoir,* C. Ryan, 14 avril 1980. [↑](#footnote-ref-21)
22. J. Chrétien, Le *Devoir,* 1er avril 1980, C. Ryan, 14 avril 1980, P. É. Trudeau, 16 avril 1980. [↑](#footnote-ref-22)
23. R. Bourassa, *Le Devoir,* 18 avril 1980. [↑](#footnote-ref-23)
24. *Le Devoir,* 14 avril 1980. [↑](#footnote-ref-24)
25. C. Ryan, *Le Devoir,* 16 et 17 avril 1980. [↑](#footnote-ref-25)
26. C. Ryan, *Le Devoir,* 19 mai 1980. [↑](#footnote-ref-26)
27. *Le Devoir,* 19 mai 1980. [↑](#footnote-ref-27)
28. *Le Devoir,* 17 avril 1980. [↑](#footnote-ref-28)
29. *Le Devoir,* 23 avril 1980, p. 10. [↑](#footnote-ref-29)
30. *Le Devoir*, 23 avril 1980. [↑](#footnote-ref-30)
31. *Le Devoir,* 18 avril 1980. [↑](#footnote-ref-31)
32. Voir C. Ryan, *Le Devoir,* 21 avril 1980, p. 10. [↑](#footnote-ref-32)
33. *Le Devoir,* 19 mai 1980, p. 11. [↑](#footnote-ref-33)
34. *Le Devoir*, *La Presse*,17 mai 1980. [↑](#footnote-ref-34)
35. *Le Devoir,* 16 mai 1980. [↑](#footnote-ref-35)
36. Camille Laurin, *Le Devoir*, 21 avril 1980, p. 7. [↑](#footnote-ref-36)
37. *Le Devoir*, 17 avril 1980. [↑](#footnote-ref-37)
38. C. Morin, *Le Devoir*, 14 mai 1980. [↑](#footnote-ref-38)
39. C. Laurin, *Le Devoir*, 11 avril 1980. [↑](#footnote-ref-39)
40. C. Laurin, *Le Devoir*, 11 avril 1980. [↑](#footnote-ref-40)
41. L. Groulx, *Orientations,* Éditions du Zodiaque, 1935, p. 248. [↑](#footnote-ref-41)
42. Cette logique s’applique aux comportements des anglophones au Québec. [↑](#footnote-ref-42)
43. *Le Devoir,* 9 novembre 1981. [↑](#footnote-ref-43)
44. Pierre Drouilly, *Le paradoxe canadien*, Montréal, Parti Pris, 1979, p. 148. [↑](#footnote-ref-44)
45. *Le Soleil*, 6 octobre 1939. [↑](#footnote-ref-45)
46. Cité par C. Black, *Duplessis,* Montréal, Éditions du Jour, 1977, t. II, p. 225. [↑](#footnote-ref-46)
47. *Montreal Star*, 4 avril 1963. [↑](#footnote-ref-47)
48. Cité par J.L. Roy, *Le choix d’un pays,* Montréal, Leméac, 1978, p. 144. [↑](#footnote-ref-48)
49. Cité par J.L. ROY, *ibid*., p. 185. [↑](#footnote-ref-49)
50. *Le Devoir*, 31 mai 1971, Voir J.L. Roy, *ibid.,* p. 233. [↑](#footnote-ref-50)
51. *Le Devoir*, 20 novembre 1980. [↑](#footnote-ref-51)
52. Voir *Le Devoir*, 25 mars 1981. [↑](#footnote-ref-52)
53. Voir *La Presse,* 21 septembre 1981. [↑](#footnote-ref-53)
54. Voir *Le Devoir,* 30 décembre 1981. [↑](#footnote-ref-54)
55. Voir O.P.D.Q. Politiques fédérales et économie du Québec 1979, et *La Presse* 21 janvier 1979. [↑](#footnote-ref-55)
56. Voir *Le Devoir,* 2 juin 1980. [↑](#footnote-ref-56)
57. *La Presse,* 22 juin 1981. [↑](#footnote-ref-57)
58. *La Presse,* 20 février 1981. D'après une étude de l’Alberta Petroleum Marketing Commission. [↑](#footnote-ref-58)
59. Cette tendance a été confirmée par l’annonce du prix du «nouveau» pétrole canadien qui pourra atteindre $46.65 le baril brut rendu à Montréal. Ainsi le pétrole albertain reviendra plus cher que l’*Arabian light* de l’Arabie Saoudite dont le prix au cours actuel de la devise canadienne serait de $40.20. *Le Devoir,* 31 décembre 1981. [↑](#footnote-ref-59)
60. Voir M. Nadeau. *Le Devoir,* 29 octobre 1980. [↑](#footnote-ref-60)
61. Voir M. Nadeau, *Le Devoir,* 19 octobre 1981, p. 12. [↑](#footnote-ref-61)
62. Voir *Finances,* 5 octobre 1981. [↑](#footnote-ref-62)
63. Voir *Finances,* 5 octobre 1981. [↑](#footnote-ref-63)
64. Voir *La Presse,* 22 mai 1980. [↑](#footnote-ref-64)
65. Voir *La Presse*, 27 janvier 1979. [↑](#footnote-ref-65)
66. Voir *La Presse,* 30 novembre 1981. [↑](#footnote-ref-66)
67. Voir *La Presse,* 8 octobre 1981 — B-l. [↑](#footnote-ref-67)
68. *La Presse,* 26 novembre 1981. [↑](#footnote-ref-68)
69. *La Presse,* 20 octobre 1981. [↑](#footnote-ref-69)
70. *La Presse,* 26 novembre 1981. [↑](#footnote-ref-70)
71. *Le Devoir,* 10 décembre 1981. [↑](#footnote-ref-71)
72. *La Presse,* 17 octobre 1981. [↑](#footnote-ref-72)
73. Voir *La Presse*, 20 septembre 1980. [↑](#footnote-ref-73)
74. Pierre Drouilly, *Le paradoxe canadien*, Montréal, Parti Pris, 1979, p. 103. [↑](#footnote-ref-74)
75. Voir A. Touraine, *Production de la société,* Paris, Seuil, 1973. [↑](#footnote-ref-75)
76. Voir A. Sales, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 1979, p. 115. [↑](#footnote-ref-76)
77. *Ibid.,* p. 295. [↑](#footnote-ref-77)
78. Texte paru dans *Le Devoir*, 11 décembre 1980. [↑](#footnote-ref-78)
79. Texte paru dans *Le Devoir*, 13 et 14 janvier 1981. [↑](#footnote-ref-79)
80. A. SOLJENITSYNE, *Les droits de l’écrivain,* Paris, Seuil, Combat, 1969, 18 et 27. [↑](#footnote-ref-80)
81. Voir *Québec un pays incertain*, Montréal, Québec/Amérique, 1980, 84. [↑](#footnote-ref-81)